Recueil de textes argentins (2001-2003)



Mutines Séditions

Cette brochure est disponible chez :

Mutines Séditions
BP 275
54 005 Nancy cedex
france

novembre 2003

Abréviations

CCC : *Corriente Clase Combative* [Courant Classiste Combatif], créé au début des années 90 par les maoïstes du PCR-PTP, dont elle constitue le "front de masse ".
CGT : *Confederation General del Trabajo* [Confédération générale du travail], confédération syndicale péroniste fondée en 1930.
CTA : *Central de Los Trabajadores Argentinos* [Centrale des travailleurs argentins], confédération syndicale qui a scissionée de la CGT en 1992 lorsque certaines fédérations se sont prononcées contre la politique de privatisation de Menem. Proche de la gauche institutionnelle, elle regroupe à la fois des péronistes de gauche et des nationalistes d'extrême gauche.
FTV : *Federacion de Tierra, Vivienda y Habitat* [Fédération terre et logement], confédération du logement contrôlée par la CTA, le syndicat de chômeurs correspondant étant l'UTD (*Union de Trabajadores Desocupados*).
MIJD : *Movimiento Independiente de Jubilados y Desocupados*, organisation formée dans les années 90 au cours des importantes mobilisations des retraités, s'est ensuite intégrée au mouvement piquetero.
MST : *Movimiento Socialista de los Trabajadores* [Mouvement socialiste des travailleurs], formation trotskiste.
PCA : *Partido Comunista de Argentina* [Parti communiste d'Argentine], parti stalinien fondé en 1918.
PCR : *Partido Comunista Revolucionar* [Parti communiste révolutionnaire], parti maoïste fondé en 1966.
PJ : *Partido Justicialista* [Parti Justicialiste], créé en 1946 par Peron. Parti populiste mêlant éléments nationalistes et réformes sociales, il a été au pouvoir avec les deux présidences de Peron (de 1946 à 1955 et de 1973 à 1976), puis avec Menem de 1989 à 1999, et aujourd'hui avec Kirchner (2003). Le PJ est le premier parti politique du pays, mais le péronisme ne se limite pas à cette seule représentation ; il s'est également institutionnalisé dans une forte bureaucratie syndicale et dans une multitude de groupes " de base ", clubs sportifs, organisations de quartier et de " charité ".
PO : *Partido Obrero* [Parti ouvrier], parti trotskiste créé en 1983.

Après un séjour de quelques mois en Argentine (fin 2002-début 2003), j'ai eu envie de publier un recueil de textes traduits de différentes publications anarchistes essentiellement porteñas[1] (il ne sera que peu question des mouvements de chômeurs ou de paysans des provinces du Nord et seule une annexe est consacrée à la Patagonie). Par la suite, il m'a paru nécessaire de faire précéder ces textes d'une introduction. Celle-ci n'a pour objet ni de retracer l'histoire, ni de brosser un tableau exhaustif de l'Argentine, mais plutôt de replacer les écrits traduits en contexte, tout en dressant un bilan de la situation près de deux ans après les émeutes de 2001.

On a donné aux journées insurrectionnelles de décembre 2001 le nom d' *argentinazo*. Cette dénomination les place dans la lignée des émeutes qui ont agité différentes villes et provinces d'Argentine à intervalles réguliers au cours des cinquante dernières années[2], tout en en soulignant l'ampleur particulière. En effet, l'explosion a touché cette fois l'ensemble du territoire argentin (même si les émeutes se sont surtout concentrées dans les provinces les plus pauvres et les centres urbains, dont Buenos Aires), a provoqué la spectaculaire fuite en hélicoptère du président De La Rua et la chute de plusieurs gouvernements successifs. Cependant, des pratiques comme celle des barrages routiers étaient déjà très courantes et la révolte s'était souvent traduite par des pillages de supermarchés ou la mise à sac d'édifices publics. L'attaque du Congrès à Buenos Aires a ainsi pu rappeler l'incendie du palais gouvernemental de Santiago Del Estero en 1993 ou encore la destruction de bâtiments officiels lors des émeutes de Gral Mosconi en 1999 et 2000. En 2001, c'est le caractère à la fois spontané, massif, simultané et généralisé qui est apparu comme inédit.

Dans un contexte de misère croissante, avec la hausse du chômage (sans système national d'assurance et d'indemnisation), la baisse des salaires, l'augmentation du coût de la vie (la dévaluation s'accompagnant d'une très forte inflation) et une énorme crise du logement —comme en témoigne le développement accéléré des *villas miserias*[3] —, la rage des plus pauvres a, comme souvent, commencé à s'exprimer par des émeutes de la faim. Les pillages de camions et de supermarchés (et parfois de distributeurs de billets) se sont d'abord multipliés dans les villes de province pour ensuite gagner la banlieue, puis le centre de la capitale[4]. On a à ce propos évoqué le rôle trouble qu'auraient joué les péronistes du Parti Justicialiste en manipulant la colère populaire afin de faire tomber De La Rua[5]. Mais si les hommes de main du PJ et la police de Buenos Aires (notoirement à la solde des péronistes) ont attisé l'agitation dans certains quartiers et tenté d'orienter les pillages, tous se sont manifestement très vite fait déborder et se sont montrés incapables de contenir émeutes et pillages. Cette dernière pratique s'est en effet rapidement étendue à tous types de biens et d'établissements (supermarchés, petits commerces, pharmacies …) pour parfois dépasser le simple cadre de l'appropriation et aboutir à la destruction : McDonalds et banques incendiées, compagnies d'électricité saccagées d'où furent sortis mobilier et ordinateurs pour être brûlés. La ville de Buenos Aires en porte encore les traces : rares sont les façades de banques intactes et les magasins sans surveillance armée.

La participation de la classe moyenne à ces émeutes a par contre eu de quoi surprendre. Alors qu'elle avait fait preuve de franche hostilité ou, dans le meilleur des cas, d'indifférence à l'égard des actions des piqueteros qui affrontèrent souvent seuls la répression, on l'a vue en décembre 2001 les rejoindre dans la rue et laisser faire, voire approuver des actes qu'elle aurait d'ordinaire fermement condamnés et tenté d'empêcher par tous les moyens.
La classe moyenne s'est développée très tôt en Argentine, essentiellement dans les centres urbains avec la multiplication à la fois des emplois de bureau et des petitEs commerçantEs en plus des bureaucrates d'Etat. Dès le début du vingtième siècle, son intégration politique s'est manifestée par son adhésion à l'idéologie de la bourgeoisie libérale incarnée par le Parti Radical. Plus récemment, elle a connu un fort essor au cours de l'ère Menem (1989-1999), où elle a été l'objet de toutes les attentions des gouvernements successifs —dont elle soutenait la politique— et a adopté le mode de vie caractéristique de la *plata dulce* (l'argent facile), tout en en défendant les valeurs correspondantes (comme l'éloge de la finance et du chacun pour soi). Cela a encore renforcé son rôle d'habituel rempart contre les classes dangereuses[6]. Pourtant, cette classe moyenne n'a pas échappé au processus de paupérisation de ces dernières années et son niveau de vie a été attaqué de toutes parts. Les mesures prises par le ministre de l'économie Domingo Cavallo en 2001 ont été la goutte qui a fait déborder le vase : le *corralito* (gel des comptes bancaires limitant les retraits en liquide) s'est accompagné d'une hausse considérable des commissions sur les cartes bancaires et la fin de la parité peso/dollar a entraîné une dévaluation considérable de l'épargne. La colère des classes moyennes a été à la mesure de ces attaques contre leurs intérêts. On a alors vu de tranquilles employéEs de bureau projeter d'assassiner le président et son sinistre ministre de l'économie, et entendu les employEs d'*Aerolineas Argentinas*[7] menacer sérieusement de faire sauter le siège social de la compagnie pour empêcher la privatisation. Enfin, le Président De La Rua a mis le feu aux poudres en proclamant l'état de siège, ravivant ainsi le terrible souvenir de la dictature militaire. Des milliers de personnes ont afflué dans les rues aux cris de "*Que boludos ! El estado de sitio que se le meten al culo ! Que se vayan todos !* "[8].

Cette situation, explosive jusqu'en février 2002, a suscité l'enthousiasme de l'extrême gauche. En Argentine, les mêmes partis qui avaient brillé par leur absence au cours des journées insurrectionnelles ont fait leur réapparition, exaltant la réaction du "peuple argentin" tandis qu'on a vu refleurir en Europe textes et bouquins recommandant une attention renouvelée à l'égard de l'Amérique Latine et de ces "nouveaux sujets révolutionnaires" (il est vrai que l'engouement pour le Chiapas est un peu passé de mode). De manière générale, la "crise argentine" a été l'occasion de resservir l'éternelle soupe critique du modèle néolibéral et l'habituel discours anti-FMI.
Le bilan, plus d'un an après, n'avait pourtant rien de bien réjouissant. La célébration de l'anniversaire de l'*argentinazo* en décembre 2002 est plutôt venu entériner l'enterrement de la lutte que sa poursuite. Bien loin des manifestations spontanées de 2001, cette commémoration a été parfaitement organisée par tout ce que l'Argentine compte de syndicats, de partis de gauche, d'organisations et formations droit-de-l'hommistes, citoyennistes et humanitaires. On a donc célébré l'événement dans une ambiance d'écœurant consensus sur fond de campagne anti-violence. Tout a débuté le 18 décembre par une "*Journée contre la violence, la faim et pour la paix*" supposée contrecarrer la campagne de terreur orchestrée par le gouvernement et démontrer la volonté et la capacité des manifestants à s'exprimer pacifiquement. Appelée à la fois par les représentants des différents cultes (catholique, protestant, juif et musulman) et par diverses ONG et syndicats, cette journée a été largement relayée dans les médias et les quartiers (plus de 50 cérémonies officielles ont eu lieu à travers le pays et un hymne a spécialement été créé et interprété par le chanteur Jairo).

1.C'est à dire de la Capitale Fédérale et sa grande banlieue. La province de Buenos Aires est par ailleurs la plus importante d'Argentine avec près de 13 millions d'habitants sur un total de 36.

2.On peut notamment penser au *Cordobazo* (du nom de la ville de Cordoba) et au *Rosariazo* (à Rosario) de 1969, ou encore au *Santiagueñazo* (Santiago del Estero en 1993) et au *Cutralcazo* (CutralCo en 1996). Pour plus de précision sur ce sujet, se reporter aux brochures d'*Echanges et mouvement* ou de *Mouvement Communiste*.

3.Les *villas miserias* sont les bidonvilles qui se sont développés jusque dans le centre de Buenos Aires dès le début du siècle.

4.Pour une chronologie des événements qui avaient commencé bien avant les 19/20 décembre 2001, voir la chronologie d'*Echanges et mouvement*.

5.Le Radical De La Rua avait été élu dans le cadre d'une coalition (l'Alliance) avec les sociaux-démocrates du Frepaso.

6.On peut à ce propos distinguer le rôle des "employéEs d'Etat" qui, subissant de plein fouet restrictions budgétaires, paiements en "bons provinciaux " divers, voire coupures de salaires et licenciements, ont souvent pris une part active aux émeutes aux cotés des chômeurs dans différentes villes de province.

7.Compagnie aérienne argentine

8."*Quels connards, l'état de siège, qu'ils se le foutent au cul ! Qu'ils se barrent tous !*"

Les appels au calme se sont multipliés. Dans le journal *Pagina 12* du 19 décembre, on pouvait par exemple lire : "*je ne veux ni de veuves de piqueteros, ni de veuves de policiers*", Luis Moreno Ocampo (dirigeant du Poder Ciudano, Pouvoir Citoyen) ; "*il n'y a aucune raison d'avoir peur car nous appelons tous avec l'intention de mener une activité pacifique*", Carla Moglio (membre de Red Solidaria, Réseau solidaire) ; "*il faut récupérer la paix par une mobilisation organisée*", par les dirigeants de la CTA comme Victor de Gennaro ou "*nous allons manifester de manière organisée et le gouvernement devrait veiller à ce qu'il ne se passe rien*" par ceux des CCC comme Amancay Ardura. On a même publié le témoignage d'une femme qui avait refusé de participer à un pillage sous prétexte que "*la faim ne justifie rien, rien ne justifie la violence*". Et, de fait, il ne s'est rien passé, rien d'offensif en tous cas.
Le 19 décembre, diverses organisations piqueteras, assemblées et formations d'extrême-gauche avaient prévu un "piquet urbain" destiné à bloquer le centre financier de Buenos Aires. Bien entendu, il s'est déroulé sous haute surveillance policière (les keufs ayant manifestement eux aussi reçu des consignes de "calme") et de manière fort symbolique : barrage de rue prédéfini, tâches assignées aux différentEs participantEs. Seuls quelques bombages, pneus brûlés et jets d'œufs ont rappelé la colère latente contre les banques et les forces de l'ordre. Le soir, les Mères de la Place de Mai, la CTA, le CCC, Barrios de Pie, les assemblées et le Forum Social Mondial ont organisé conjointement une "occupation" de la place de Mai qui s'est résumée à des activités culturelles : concerts, projections et expos photos.
Enfin, le 20 décembre s'est déroulée la grande manifestation organisée par le Bloc Piquetero National[9], les formations Barrios de Pie et le MIJD sous le mot d'ordre "*qu'ils s'en aillent tous, pour un autre argentinazo et pour un gouvernement du peuple !*". Elle rassemblait l'ensemble des syndicats (la CTA avait toutefois promis d'assurer un service minimum dans les secteurs essentiels de la santé et… de la justice), des partis, des assemblées et des organisations piqueteras, à l'exception des mouvements MTD Anibal Veron, Quebracho et Martin Fierro qui avaient prévu leur propre point de départ et annoncé d'emblée leur refus de participer "*à une quelconque célébration partisane ou avec des orateurs, car personne n'est maître de la Place de Mai, ni du 20 décembre*". Hormis l'omniprésence des flics, des journaleux et des vidéastes amateurs occupés à accomplir leur devoir citoyen, le ton était donné avec l'encadrement serré des cortèges par des services d'ordre qui veillaient à ce qu'aucun élément extérieur ne vienne "s'infiltrer et semer le désordre". L'arrivée à la place de Mai s'est donc effectuée en parfait ordre de marche, sans aucun risque de dérapage ou de perte de contrôle, ce qui contrastait fortement avec les slogans pseudo-combattifs scandés à l'unisson. La grand-messe s'est déroulée tranquillement, à la grande satisfaction du gouvernement[10] et des organisateurs. Raul Castells, dirigeant du MIJD, et Luis D'Elia, celui de la FTV, s'en sont aussitôt félicités : "*il faut souligner le caractère unitaire, massif et pacifique de la manifestation*" et "*la première chose à dire, c'est que ces journées de protestation du jeudi et du vendredi ont été très positives. Les différentes mobilisations nous ont permis d'occuper la place durant deux jours sans le moindre incident (…)*" (*Pagina 12*, 22 décembre 2002).

Face à ce triste constat, nous ne partageons absolument pas les analyses trotskistes selon lesquelles la situation explosive post-décembre 2001 n'aurait pas donné lieu à un "processus révolutionnaire" faute de centralisation ou d'un "mouvement unitaire" doté d'une "volonté politique homogène". Les partis, syndicats et organisations de gauche et d'extrême-gauche ont parfaitement joué leur rôle en s'empressant d'investir assemblées, mouvements piqueteros et groupes de soutien aux usines occupées pour leur donner une direction politique et œuvrer à la création du fameux "front commun" des luttes. Et, qu'ils participent aux congrès nationaux piqueteros ayant pour but d'unifier les revendications et les modes d'action[11], ou qu'ils organisent conférences, meetings et manifs rassemblant différents secteurs en lutte, ils ont effectivement manifesté leur volonté hégémonique. Cet encadrement gauchiste des luttes, loin de les développer, a bien sûr contribué à leur étouffement. Si le lien établi par l'extrême-gauche entre différents mouvements a parfois donné lieu à quelques actions concrètes comme la tenue de piquets communs ou la défense d'usines occupées, on a surtout vu les diverses aspirations se diluer dans des revendications politiques générales (comme celle appelant à la tenue d'une assemblée constituante souveraine), minimalistes, essentiellement anti-impérialistes et souvent teintées de nationalisme[12]. Les manifestations contre l'ALCA[13] et le FMI se sont ainsi multipliées, relayées à la fois par les organisations piqueteras, les assemblées de quartier, les journaux des usines occupées et quantité d'autres associations. La dernière "Marche de résistance" des Mères de la Place de Mai (groupe de Hebe de Bonafini) avait par exemple pour mot d'ordre principal "*le non-paiement de la dette extérieure*". Parallèlement à cela, émergent la notion fourre-tout et intégrationiste d'alternative économique et les prémisses d'un mouvement alterglobalisation qui s'incarne notamment dans ATTAC Argentine, coorganisateur en août 2003 d'un "forum social" à Buenos Aires (après que des piqueter@s aient été envoyés à Porto Alegre parfaire leur éducation antimondialiste).
Mais cette évolution n'est pourtant pas à mettre sur le seul compte de la récupération. Des éléments comme le nationalisme étaient déjà présents au cours même des journées émeutières. En témoignent les nombreux drapeaux et l'hymne national dans les manifestations. On peut également s'interroger sur les implications du slogan unitaire *Que se vayan todos !* ("Qu'ils se barrent tous !") : signifiait-il le rejet de la démocratie représentative en tant que telle ou la simple révocation de dirigeants notoirement corrompus et représentant "des intérêts étrangers" ? Certes, on a alors remis en cause des gouverneurs locaux et de nombreux édifices publics ont été saccagés (tentative d'incendie de la mairie de Cordoba et du Ministère de l'Economie à Buenos Aires, attaque du Congrès, également dans la capitale fédérale[14]), mais la logique électorale s'est à nouveau très vite imposée. Dès l'été 2002, le secrétaire général de la CTA, Victor de Gennaro, s'est allié avec Luis Zamora, leader d'extrême gauche et Elisa Carrio de l'ARI (*Alliance pour une République d'Egaux*, parti de centre-gauche) pour réclamer la tenue immédiate d'élections. Cette mobilisation a bénéficié du soutien de nombreuses "organisations populaires", précisément au nom du *Que se vayan todos*. La plupart des organisations piqueteras se sont aussi lancées dans la partie électorale et quatre d'entre elles se sont présentées aux dernières élections de 2003. Le *Partido Obrero* était représenté par deux leaders piqueteros du *Polo Obrero* (Jorge Altamira et Eduardo Salas) avec pour programme "*la cessation du paiement de la dette extérieure, la nationalisation des banques et du commerce extérieur sous contrôle ouvrier, la répartition des heures de travail et une hausse des salaires pour revenir au niveau d'avant l'inflation*" ; le PCA et le MST se trouvaient tous deux sur la liste Izquierda Unida[15] par le biais du MTL ou du MTV[16] (avec la candidature à la députation nationale de son coordinateur général Gustavo Gimenez). D'autres groupes piqueteros se sont présentés en leur

----
9.Constitué fin 2001, le BNP rassemble différentes organisations de " l'aile gauche " du mouvement piquetero, notamment le PO (*Polo Obrero*, Pôle ouvrier, "front de masse" du trotskiste *Partido Obrero*), le MTL (*Mouvement Territorial de Libération*, lancé par le Parti Communiste Argentin), le MTR (Mouvement Teresa Rodriguez), et la FTC (*Fédération des Travailleurs Combatifs*, sous l'influence trotskiste du MAS, Mouvement vers le socialisme).
10.Les consignes strictes du ministre de la justice et de la sécurité étaient que les forces de sécurité coordonnent leurs efforts pour éviter l'action de petits groupes désirant commettre des débordements, mais sans interdire l'accès à la place de Mai.
11.L'ordre jour de la dernière coordination nationale prévoyait à la fois l'élaboration d'un plan de lutte mais aussi celle d'un plan de gouvernement.
12.Ainsi, les assemblées et divers mouvements de chômeurs ont-ils décidé de se mobiliser le 9 juillet, jour de la fête nationale argentine, pour "*une seconde indépendance*".
13.L'ALCA est le nom espagnol de la ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques) que tentent de mettre en place les Etats-Unis afin d'étendre la zone de libre-échange de l'ALENA (Etats-Unis, Canada, Mexique) à l'ensemble de l'Amérique Latine.
14.Les domiciles privés de figures politiques ont aussi été attaqués en différents endroits.
15.Cette liste de la Gauche Unie, dirigée par Patricia Walsh avait pour programme le non-paiement de la dette, la rupture des relations avec le FMI, la nationalisation de tous les services publics privatisés durant la décennie Menem et a reçu le soutien de nombreux-ses assembléistes, piqueter@s et travailleurEUSEs d'usines occupées.
16.Movimiento Teresa Vive

nom propre, comme la FTV[18] avec une liste de “piqueteros et ahoristas” (chômeurs et épargnants…). L'affluence de candidatures émanant du “mouvement social” au nom du pragmatisme s’inscrit dans la logique de conquête du pouvoir ou de création d’un contre-pouvoir représentatif. Quant au taux de 80% de participation aux dernières élections présidentielles, qui est venu trancher fortement avec l'abstention croissante qui avait caractérisé les scrutins précédents, il a démenti la méfiance affichée à l'encontre du système, de la politique et des politiciens de tous bords. Les velléités de révolte et de changement ont été ramenées dans le champ légaliste et électoral, l'enjeu principal se résumant à élire un “péroniste de gauche“ (en l'occurrence Nestor Kirchner[19]) plutôt qu'un Menem incarnant avantageusement les forces du mal[20]. La politique a exprimé ici ce qu’elle est *essentiellement* : une pratique misérable.

Enfin, si après les 19/20 décembre 2001 de nombreux groupes ont choisi de se rassembler de manière horizontale, marquant ainsi leur refus de la hiérarchie et du système de représentation, cela n'a pour autant pas profondément modifié leur rapport à l'institution. Tout en dénonçant l'Etat comme oppresseur et criminel, surtout après la répression de l'année dernière, les Mères de la Place de Mai font par exemple appel à lui pour exiger l'incarcération des criminels de la dictature, les piqueteros lui réclament l'attribution de plans de travail et les assemblées exigent des tribunaux qu'ils résolvent les conflits qui les opposent aux compagnies d'eau ou d'électricité (les petits épargnants s'adressent depuis longtemps à la justice d’Etat pour récupérer leurs économies en dollars). Quant aux travailleurEs des usines récupérées, ils en sont bien souvent à revendiquer l'étatisation sous contrôle ouvrier. Le mot d'ordre de renationalisation de l'ensemble des services publics (eau, électricité, transports...) qui s'est répandu comme une traînée de poudre, évidemment relayé par l'extrême gauche, est symptomatique des limites de ces mouvements de protestation qui demeurent dans le cadre du système existant en demandant à l'Etat d'en atténuer les effets, et dont l'ultime utopie collective serait alors de rendre le capitalisme plus humain.

Ces revendications de régulation sont souvent le fait des classes moyennes qui, lorsqu'elles ont subi à leur tour la dégradation des conditions de travail (précarité, flexibilisation, nécessité d'exercer plusieurs boulots…) et de vie (dont le mode de consommation[21]), sont revenues des bienfaits du libéralisme et du “chacun pour soi”. Cela s'est traduit notamment par leur participation aux réseaux de troc et par la volonté de restaurer des liens avec leurs “voisins” dans le cadre des assemblées de quartier. Mais, de même que les *cacerolazos* du 19 décembre contre l'état de siège ont aussi correspondu à une révolte citoyenne (exercice du droit de protestation), les nouvelles formes d'entraide se sont souvent retrouvées dans le cadre institutionnel. La plupart des *reds de trueque* (réseaux de troc), bien qu’ils existent depuis de nombreuses années de manière plus ou moins informelle, se sont heurtés en voulant s’étendre à la difficulté de mettre en relation des personnes ne disposant ni de niveaux de vie équivalents ni des mêmes biens à échanger, et n'ayant de toute façon pas les mêmes besoins. Les biens de première nécessité très demandés ont ainsi rapidement fait l'objet d'un véritable marché noir et, finalement, les bourses d'échange se sont institutionnalisés sous la forme d'un réseau global[22] fonctionnant comme un marché parallèle disposant de sa monnaie spécifique, le *credito*.

Quant aux “assemblées de voisins”, elles se sont constituées dès le départ sur des bases et des préoccupations très différentes selon les quartiers et leur composition sociale. Alors que certaines se concentraient plutôt sur l’aspect culturel et les débats politiques, d'autres ont consacré une large partie de leurs activités aux bouffes populaires (notamment dans les *comedores infantils*) —essayant parfois de développer des moyens d'autoproduction comme les jardins communautaires— ainsi qu'à l'obtention de médicaments ou de vêtements, ou encore à des actions contre les hausses de tarifs et les coupures d'eau, de gaz ou d'électricité. Si cela a parfois donné lieu à des expropriations (de médicaments dans des hôpitaux par exemple), les assemblées se contentent dans leur grande majorité de gérer l'existant, essayant d'améliorer l'ordinaire par des achats groupés chez les producteurs, mendiant des biens par le biais de collectes auprès des supermarchés ou adressant des réclamations à l'Etat. De plus, comme les différentes organisations et partis ont investi massivement les assemblées qui s'étaient créées de manière spontanée et les ont progressivement transformées en coquilles vides, simples relais de leurs propres revendications, elles connaissent aujourd'hui une forte désaffection ou ont parfois complètement disparu (on n'en comptait plus qu'une quinzaine sur Buenos Aires dès août 2002). Cet épuisement a été aussi la conséquence d'une véritable politique de tri de la part des autorités : le gouverneur de Buenos Aires a par exemple invité les assemblées de quartier à collaborer aux “conseils de gestion et de participation” mis en place par la municipalité, sur le modèle de la démocratie participative (et de l'intégration sociale à la brésilienne dans les mairies du PT de Lula), tout en expulsant les plus gênantes. Le “mouvement” des assemblées qui reposait sur des liens récents, peu profonds et souvent fragiles, semble à présent survivre d'une manière totalement artificielle.

Enfin, le fait que de nombreux /ses participantEs aient trouvé refuge dans un milieu associatif “humanitaire” (en plein essor) qui reproduit les formes habituelles d'assistanat et de contrôle social sur les plus pauvres, témoigne à la fois de leurs aspirations gestionnaires et de l'interclassisme vain du slogan “*piquets et casseroles forment une seule et même lutte*”. Les médias se félicitent de l'existence de ces palliatifs, certainEs parviennent à se donner bonne conscience. Pourtant, malgré les appels incantatoires de la Gauche au “tous ensemble”, la division de classe réapparaît très clairement. Les barrages routiers des piqueteros refont l'objet de critiques acerbes, les petits commerçants de *Plaza Once* (quartier pas spécialement bourgeois) multiplient les appels au gouverneur pour en chasser les vendeurs ambulants, le moindre magasin est gardé par des vigiles armés, les boîtes de sécurité privée protègent toujours des quartiers résidentiels[23].

Sur fond de campagnes contre l'insécurité, s'est également renforcée la politique dite de “la main dure”. Flics et gendarmes (qui travaillent à présent main dans la main) font régulièrement des descentes dans les quartiers populaires “à risques”, recevant à l'occasion l'appui d'hélicoptères et de groupes spéciaux d'intervention, et procèdent à de nombreuses perquisitions et arrestations, ce qui ne manque pas de provoquer une explosion de la population carcérale dans les prisons et commissariats, sans compter les victimes quotidiennes du *gatillo facil* (gâchette facile). A Buenos Aires, une politique de “nettoyage” de la ville a été mise en place par le gouverneur Ibarra[24]. Le 25 février 2003, le Padelai, immeuble squatté par des familles depuis plus de 20 ans, s'est fait déloger malgré deux jours d'affrontement avec les occupantEs et les habitantEs du quartier ; l'expulsion très rapide, le 23 mars, d'un bâtiment que venaient de prendre des membres du MTD Anibal Veron a été suivie, le 14 avril, par celle de *Tierra Del Sur*, tout un pâté de maisons, dont une ancienne banque, occupé par quelques familles, l'assemblée *Lezama Sur* et *Indymedia Argentine*. Tout cela s'est passé dans la zone

----

18.Le secrétaire général de la FTV, Luis d'Elia, est d'ailleurs déjà député dans la province de Buenos Aires et s'est toujours posé en faveur du dialogue et de la participation au pouvoir, justifiant : “*être à la législature de Buenos Aires nous a par exemple servi à impulser des lois d'expropriation et à freiner les expulsions*”.

19.Durant la campagne électorale et après son élection, Kirchner a su profiter du contexte protestataire, promettant la stabilisation des prix et du chômage, tout en se montrant faussement ferme vis-à-vis du FMI (qu'il a dans un premier temps refusé de rencontrer). Au gouvernement, il a multiplié les mesures destinées à satisfaire le “mouvement social” : changement des dirigeants de l'armée et de la Cour Suprême, annulation des lois dites de “*point final*” et “*obéissance due*” promulguées en 1988 par Alfonsin et qui protégeaient des poursuites les participantEs à la dictature militaire et à ses exactions. Il s'est aussi opposé à la hausse des tarifs du téléphone et de l'électricité et vient d'annoncer le renflouement des caisses de retraites et un plan *Manos a la Obra* : d'un montant de 1790 000 pesos, ce projet destiné à créer 2000 emplois devrait être géré par 17 organisations sociales dont la FTV, les CCC, le Bloc Piquetero et Barrios de Pie.

20.C'est ainsi que les dirigeants de la CTA (et par conséquent la FTV) et des CCC ont appelé à voter Kirchner pour faire barrage à Menem.

21.Parfois, ce sont simplement les produits discountés qui sont venus remplacer les marques, comme les séjours en Patagonie prenaient la place des vacances à l'étranger.

22.Le siège se trouve à *Bernalesa*, premier club créé en 1995 dans la banlieue populaire de *Quilmes*.

23.Depuis quelques temps déjà, on assiste aussi au abords des grandes villes à la prolifération de “résidences privées” conçues en intégrant une sécurité maximale pour leurs habitants.

24.Celui-là même qui avait déjà prévenu, le 3 février 2003, lors de “la journée d'action” des piqueteros, qu'il ne tolérerait pas que le trajet des vacanciers soit perturbé et avait mobilisé d'impressionnants effectifs policiers pour empêcher les barrages.

sud de la ville (quartiers populaires de *La Boca*, *San Telmo* et *Barracas*) que convoite une régie immobilière spécialement créée pour se l'approprier. Selon le scénario classique, les autorités jouent donc la double carte de l'intégration et de la répression.

Les usines occupées se trouvent elles aussi au cœur de cette stratégie. Non seulement elles ont à faire face aux menaces d'expulsion (mises à exécution dans le cas de l'usine textile Brukman[25] de Buenos Aires le 18 avril 2003), mais elles se trouvent surtout confrontées aux difficultés que pose l'autogestion de la misère. Ces usines, environ 150, que leurs patrons ont mises en faillite puis abandonnées pour ne pas avoir à payer dettes et arriérés de salaires, ont été occupées puis remises en marche par les ouvrierEs qui voyaient là l'unique moyen de s'assurer un revenu. La plupart du temps, ils /elles l'ont fait contre l'avis des syndicats “maison” qu'ils ont éjectés, et sans les cadres et les personnels administratifs, partis chercher du boulot ailleurs. Ces “récupérations” ont généralement donné lieu à une réorganisation, mais le fonctionnement diffère selon les usines : certaines ont décidé d'adopter le statut légal de coopératives dont la gestion relève d'un conseil d'administration, tandis que d'autres, comme Brukman ou la Zanon, entreprise de céramique située à Neuquen, créaient différentes commissions techniques chargées d'appliquer les décisions prises en assemblée générale (comme le fait que tous les employés perçoivent le même salaire, soit 800 pesos par mois). On a souvent insisté sur le fait que ces usines parviennent à maintenir, voire à créer des emplois (parfois de vigiles…), et surtout sur leur caractère autogestionnaire. Mais si ces expériences communes ont indéniablement créé des liens forts entre les personnes qui les mènent, on peut toutefois s'interroger sur la nature et les perspectives d'une telle autogestion. Outre le fait que ces réappropriations des moyens de production n'ont pas eu le caractère offensif qui consistait à en déposséder le patron (puisqu'il est généralement parti de lui-même), elles n'ont remis en cause ni la production elle-même (produire quoi et pour qui ?), ni ses conditions (pénibilité et dangerosité du travail, maintien des horaires…). Quel sens peut donc avoir l'autogestion, surtout dans un système capitaliste qui repose sur le salariat et l'exploitation et où l'entreprise pour survivre doit nécessairement vendre ses produits, c'est à dire être concurrentielle ?
Cette forme de repli sur des structures et des modèles de production existant est à rapprocher des autres conflits du travail qui, la plupart du temps, restent également défensifs (fermeture, licenciements massifs, …[26]), ponctuels et limités. Dans un contexte de dislocation du prolétariat industriel, les grandes grèves sont pour l'instant le fait d'employéEs d'Etat[27], notamment des personnels de santé et de l'éducation. En février 2003, les profs et instits ont par exemple refusé d'assurer la rentrée sur la quasi-totalité du territoire, pour réclamer une augmentation de salaires, le paiement de leurs arriérés et le retrait de la nouvelle réforme de l'éducation. Les retraitéEs[28] continuent à manifester pour le versement de leurs pensions, mais ils semblent pour le moment avoir renoncé à l'action directe au profit des traditionnels rassemblements hebdomadaires devant le Congrès.

Le “mouvement piquetero” n'échappe pas non plus à ces limites et contradictions. Ce nom générique (qui fait référence à la pratique apparue dès 1995 qui consiste à couper les axes routiers pour empêcher la circulation des marchandises, bloquer la production et paralyser l'économie[29]), englobe aujourd'hui une multiplicité de groupes de chômeurs et recouvre des formes d'organisation, des objectifs et des pratiques très différentes. Alors que les premières coordinations étaient directement issues des barrages (qui regroupaient souvent des chômeurs et des salariéEs), il existe à présent des structures fixes, certaines formations n'étant que le prolongement de partis ou de syndicats déjà existant. Les deux plus importantes sont la FTV-UTD, émanation du syndicat CTA qui regrouperait environ 40 % des piqueteros, et le Courant Classiste Combatif (CCC), relais du parti maoïste PCR. On trouve ensuite le Bloc Piquetero rassemblant différents courants de gauche comme les trotskistes du PO, le MTR, les communistes du MTL ou le MIPJ. Ces formations permettent aux partis et syndicats de ratisser large et de s'assurer une plus grande “représentativité”. Elles sont organisées sur le même modèle hiérarchique, leaders et chefs se situant d'emblée dans le cadre du jeu politique et médiatique. A la remorque des premiers mouvements de blocage, d'occupation et de pillage, qu'elles ont dans un premier temps souvent condamnés, elles ont été ensuite un moyen de récupérer et de contrôler les luttes [30]. Leurs piquets et cortèges se caractérisent par le nombre, la discipline et la passivité des participantEs que l'on trimballe comme force d'appoint, de manifs en démonstrations de force (les femmes de la CTA ont défilé le 8 mars 2003 en portant toutes les mêmes T-shirts jaunes proclamant “*Evita , la première piquetera*” ![31]). Dès la fin 1999, la progression de ces organisations piqueteras s'est accompagnée d'une diminution des piquets spontanés. Les premiers piquets, qui visaient à obtenir de la nourriture[32], des soins médicaux gratuits ou l'arrêt des coupures d'eau et d'électricité[33] par des actions directes et viraient souvent à l'émeute et aux pillages, ont été remplacés par des barrages de routes symboliques portant les revendications de travail “authentique” (un vrai travail contre un vrai salaire) ou de “plans de travail” et de “chefs de famille”, 150 pesos (soit environ 300 francs) attribués par l'Etat ou la municipalité contre 20 heures de travail par semaine. Depuis que les organisations piqueteras ont obtenu le droit de gérer elles-mêmes ces allocations, leur attribution est devenue un véritable enjeu, non seulement face aux gouvernants, mais aussi entre les divers groupes. La répartition a bénéficié aux plus modérés et conciliants, et renforcé la collaboration institutionnelle, notamment avec les gouvernements provinciaux. Cette gestion a également favorisé de nouvelles formes de clientélisme, qui viennent s'ajouter dans les quartiers les plus pauvres à l'assistancialisme péroniste[34]. La FTV et les CCC, qui gèrent près de 70 % de ces plans, disposent ainsi d'un moyen de contrôle efficace qu'elles utilisent comme “carotte”, tout comme les *punteros*[35] du PJ peuvent acheter des votes ou différents services. Ces pratiques, qui rendent toujours plus difficile la remise en cause de l'ensemble du système et la mise en place de liens d'entraide solidaire, ont pour effet de renforcer la résignation et le système de débrouille individuelle. Les *cartoner@s* —qui font les poubelles le soir pour recycler ensuite papiers et cartons à vil prix— se retrouvent ainsi en concurrence pour des miettes avec les portiers ou gérants de petits commerces qui font leur propre business, et se disputent le contrôle des rues et quartiers. Le racisme (contre les immigréEs sans papiers bolivienNes par exemple) est une autre des manifestations de cette guerre classique entre pauvres.

25.Le 31octobre 2003, le propriétaire de Bruckman a été exproprié par vote de la mairie de Buenos Aires. L'usine obtient donc le statut légal de coopérative.

26.Rappelons l'effondrement de l'industrie, notamment automobile depuis les années 80.

27.Celles/ceux-ci sont depuis fort longtemps à l'initiative de nombreuses agitations dans différentes provinces, notamment en raison des fréquents retards dans le paiement de leurs salaires (voire de leur suspension totale), mais sont aussi très organiséEs dans l'ATE (*Asociacion de Trabajadores del Estado*) au sein de la CTA, avec toutes les limites que cela suppose, dont les “journées nationales d'action”.

28.Le système de retraites est d'ailleurs attaqué de toutes parts : âge de la retraite repoussé pour les femmes de 60 à 65 ans, baisse de 13 à 20% des retraites des fonctionnaires…

29.Notons au passage que ces piquets ont également donné lieu à des réappropriations directes de marchandises.

30.La quatrième assemblée nationale piquetera (qui s'est tenue les 4 et 5 avril 2003) a proposé comme “plan de lutte” les revendications suivantes : Non au FMI, non à l'ALCA, non au Mercosur. Pour l'unité socialiste de l'Amérique Latine et pour un gouvernement des travailleurs et du peuple.

31.Eva Peron (surnommée affectueusement Evita) fut la première femme du leader populiste et s'est, selon l'imagerie populaire vendue par le régime “*préoccupée du sort des pauvres*”. Sa figure, très populaire, est souvent utilisée par les péronistes.

32.Comme fin 1994/début 95 à Cutral Co (province de Neuquen), où la principale route desservant la province fut coupée pendant une semaine jusqu'à la distribution de vivres.

33.Ce qui fut obtenu par exemple en juillet 1997 après qu'en différents endroits, Cutral Co, Tartagal (province de Salta), San Salvador de Jujuy, Cruz Del Eje (province de Cordoba), des milliers de piqueteros aient bloqué les routes pendant près de 45 jours.

34.Tout comme l'ensemble de la classe ouvrière, les *descamisados* (sans chemises) ont été d'emblée intégrés au sein du populisme péroniste. Aujourd'hui, les associations de bidonvilles sont encore dirigées aux ¾ par des militants du PJ. Dans le Grand Buenos Aires, ils organisent par exemple 120 des 150 soupes populaires régulières.

35.Hommes de main des partis (essentiellement Radical ou Péroniste), ils veillaient à l'origine à ce que leurs partisans aillent effectivement voter les jours de scrutin, en fournissant par exemple les moyens de transport. Aujourd'hui, ils continuent de constituer une force de quadrillage social extrêmement présente.

D'autres groupes essaient malgré tout de fonctionner différemment. C'est le cas des MTD (*Movimientos de Trabajos Desocupados*), mouvements de chômeurs qui constituent la Coordination Anibal Veron (voir annexe I). Organisés localement et de manière horizontale, les décisions étant prises en AG, ils affirment leur volonté d'autonomie vis-à-vis des partis, des syndicats et de l'Etat. Ils considèrent que les plans de travail doivent être obtenus par la lutte et utilisés collectivement (ils refusent par exemple souvent d'effectuer les quatre heures de travail individuel à fournir en échange de ces plans). Ces allocations doivent en outre servir à construire et assurer l'autosubsistance des habitantEs d'un quartier. Loin de reprendre à leur compte les revendications de "travail authentique" (et donc exploité), ces piquete@s ne fondent aucun espoir dans un retour à l'usine et tentent de remettre en cause les fondements du salariat (la vente de la force de travail). Les plans ne sont pas pour eux une fin mais un moyen de créer les bases matérielles de leur autonomie future (par le biais d'ateliers artisanaux, de boulangeries, de potagers etc.). Leur obtention n'est donc qu'un des aspects de la lutte puisqu'il s'agit de développer de nouvelles formes de vie en commun, tout en dépassant le cadre industriel et urbain. Ces groupes peuvent ainsi défendre et pratiquer l'occupation illégale de terrains et sont en relation avec les petits paysans du MOCASE[36] dans le nord du pays. Leur conception de la lutte apparaît notamment dans les méthodes qu'ils utilisent, comme le fait d'assumer la nécessaire "violence" liée à l'autodéfense de leurs propres piquets (malgré les critiques et dénonciations des autres organisations, ils ont par exemple imposé la possibilité d'être "encapuchéEs", c'est à dire anonymes dans le face à face avec la répression).
Malgré tout, les MTD semblent pour l'instant de ne pas souhaiter approfondir les clivages au sein de "l'arc piquetero" et faire rupture, au nom du front commun face à la répression qui touche particulièrement leurs membres. Ils continuent à participer à des actions communes (y compris pour réclamer des subventions) et quelques uns de ces groupes acceptent d'entrer dans le jeu médiatique en créant des commissions médias ou en assurant l'accueil de "touristes militantEs" (universitaires ou altermondialistes convaincuEs venuEs étudier de près ces "nouveaux sujets révolutionnaires"[37]). Enfin, les MTD reconnaissent que leur manière de s'organiser n'évite pas les formes d' "adhésion passive" et que le problème de l'utilisation des plans de travail subsiste : si l'usage qu'ils en font diffère de celui des autres organisations, il n'en implique pas moins une dépendance vis-à-vis de l'Etat. Plus généralement, ce sont toutes les limites d'un rapport tactique à l'Etat qui se posent une fois encore. Par exemple, la coordination Anibal Veron dans son ensemble vient le 30 octobre 2003 d'accepter de rencontrer le nouveau Président Kirchner qui a engagé une politique de dialogue social avec les "représentants de la société civile", pour lui demander la création d'une commission d'enquête indépendante sur l'assassinat par les flics de deux piqueteros le 26 juin 2002. Elle a de plus appelé à la manifestation "unitaire" du 4 novembre 2003 réclamant une "prime de Noël", la poursuite du système de "plans de travail", un plan logement et "*un fort investissement du gouvernement dans les projets productifs*" (la ministre du développement social, Alicia Kirchner, a d'ores et déjà prévu de créer des centaines de coopératives pour employer les piqueteros).

Cependant, toute cette intégration du "mouvement social" qui joue à plein en période de reflux, ne doit pas occulter les quelques luttes qui apparaissent ou perdurent en dehors de toutes structures. Car bien avant comme après les événements de décembre 2001, des individuEs se sont regroupés pour lutter directement contre ce qui les oppressait, squattant, expropriant, affrontant directement les exploiteurs et leurs chiens de garde[38]. L'explosion qui a eu lieu a suscité des rencontres, les émeutes de par leur ampleur et leur caractère incontrôlé ont été l'occasion de réaliser collectivement ce que le contrôle généralisé rend difficile au quotidien et en petit nombre. La rage a pris différentes formes, des destructions aux barricades, et la haine de la police a pu se concrétiser par des actions de solidarité contre les flics. L'histoire de La Floresta (ville de la banlieue ouest de Buenos Aires) en est un exemple parmi d'autres : dans la nuit du 28 au 29 décembre 2001, trois jeunes qui se trouvaient dans une station service ont vu à la télé un flic se faire tabasser par des manifestants au cours des affrontements devant le Congrès. Ils ont à leur tour exprimé bruyamment leur joie et toute leur approbation. C'est alors que le patron, un ancien flic à la retraite, a sorti son flingue et les a butés. Une violente émeute a éclaté le lendemain, les habitants de la ville tentant de prendre d'assaut le commissariat. Les affrontements ont duré toute la journée et la nuit suivante. Finalement le commissaire du quartier a été muté (quant au flic assassin, il a été condamné à perpétuité en mars 2003).

Il apparait en Argentine comme ici que la seule présence de milliers de personnes dans des manifestations et l'utilisation de la "violence" comme en décembre 2001 n'expriment que peu aspirations et perspectives. Une fois la fièvre retombée, continuent à se poser l'antagonisme irréductible avec l'Etat et les oppresseurs, le refus des médiations et du cadre étroit auquel ils essaient de nous confiner, et la question des moyens à nous donner pour assurer notre autonomie.
Si, dans un contexte de répression féroce où les polices officielles et parallèles menacent et assassinent quotidiennement, l'existence d'individuEs qui se sont organisés pour se réapproprier leur existence avec les armes de l'entr'aide et de l'action directe tout en dépassant le cadre de la survie quotidienne ne peut que nous enthousiasmer, il est aussi clair pour nous qu'une des formes de solidarité les plus fortes est de lutter là où chacunE se trouve (d'une part parce que nous subissons un même rapport d'exploitation et d'oppression, d'autre part parce que les structures et les hommes que nous combattons sont fortement liés entre eux, quand ce ne sont pas les mêmes) et que ce qui s'est passé en Argentine ne constitue qu'une expérience que nous espérons ici partager. Quant aux analyses et aux perspectives sur place, nous avons traduit de l'espagnol divers textes, classés par ordre chronologique, qui se trouvent à la suite.

L.

36.Mouvement de paysans De Santiago del Estero, province du Nord de l'Argentine. La question de la concentration des terres s'y pose, comme en de nombreux endroits de cet endroit considéré comme le "grenier du pays", où l'essentiel de l'agriculture est destiné à l'exportation.

37.Citons à ce propos le *Proyecto autonomista Argentina*, conçu par une Argentine se disant activiste antimondialisation qui vit aux Etats-Unis. Elle organise des "piquetero tours" de 10 à 15 jours, les usines ou groupes piqueteros étant rétribués pour accueillir les dits visiteurs, argent qui est censé servir à élaborer des projets de centres de communication permettant d'avoir accès à Internet, et ainsi à la "résistance globale" !

38. Comme par exemple le Mouvement Anarchiste de Libération Ouvrière (MALO), à Bariloche : "*[le MALO a été] créé par un groupe d'une trentaine de jeunes issus d'un bidonville qui survit grâce au recyclage des ordures de la grande décharge qui la jouxte. Le MALO semble exister depuis quatre ans, procède tous les premiers Mai à des coupures de routes à l'entrée de la ville, participe activement à une sorte de mouvement piquetero informel issu du bidonville, pratique en son sein blocages de routes donnant lieu à des prélèvements de "taxes" sur le transport de passagers et de marchandises. Avec l'argent récolté, ils achètent de la bouffe en gros pour le comedor populaire créé pour alimenter des gaminEs du bidonville ou en refilent une partie à la mère de l'un d'entre eux abattu par la police il y a deux ans. A l'occasion de cet assassinat, ils ont détourné des bus avec d'autres habitantEs du bidonville et ils sont descendus avec en centre ville où ils ont commencé à ravager les vitrines des commerces.*
Ils sont tous jeunes. Les plus vieux doivent avoir 21 ou 22 ans. Il semble que ce soit eux qui soient tombés sur un peu de propagande anarchiste. Après en avoir discuté et cherché un peu plus d'infos sur le sujet, ils se sont décidés à monter un groupe qui fut bientôt rejoint par une partie des jeunes du bidonville. Le niveau politique semble assez faible [sic] et marqué par une nette tendance à l'illégalisme. Une partie des jeunes du groupe n'échappe pas à la réalité de leur milieu et ont des problèmes d'alcool, de stupéfiant [re-sic] et certains se dédient à des activités de cambriolage dans les maisons des riches ou des classes moyennes. Ils sont aussi connu pour avoir pillé un hangar appartenant à l'église. Ce hangar situé près du bidonville contenait du matériel de construction (ciment, tôles, briques, planches etc...) destiné aux oeuvres de charité et du matériel du même type stocké là par un entrepreneur privé. Le pillage, réalisé par la majeure partie de la population du quartier, a donné lieu à un affrontement de plusieurs heures avec la police qui a finalement été obligée de se retirer. Le hangar est depuis entre les mains du MALO.
Le comedor du quartier a été attaqué en plein jour par des junkies vraisemblablement recrutés par les politiciens locaux pour intimider les gens du quartier. Des coups de feu ont été tirés sur la cantine où les femmes et enfants préparaient la bouffe. Certains jeunes du MALO se sont depuis procurés des armés pour leur auto-défense et celle du comedor." (extrait de l'article "Un aperçu du mouvement anarchiste argentin" publié le 18 juin 2003 sur a-infos par le SIA).

Ni libre échange, ni régulation étatique

Soudain une discussion aussi vieille que le capitalisme a resurgi. Elle est cette fois revenue sur le devant de la scène avec le traité de libre échange de l'ALCA[1], rédigé en cachette et rendu public après que tout ait été bien manigancé.

La discussion à laquelle je fais allusion oppose l'option du libre échange à celle du protectionnisme. Or, il s'agit bel et bien d'une fausse alternative puisque ce ne sont que deux variantes d'un seul et même principe, incarné à la fois dans la propriété et dans l'Etat.

Le libre échange se fonde sur une règle d'or : les possédants édictent les règles. Nous le constatons tous les jours, par exemple lorsqu'une entreprise ferme ses usines dans notre pays pour se délocaliser au Brésil ou au Mexique, où salaires et impôts sont, exprimés en dollars, notablement inférieurs. C'est une manière pour les entreprises de produire autant, mais à bien moindre coût, et d'augmenter considérablement leurs gains en ne payant pas de droit d'importation.

Contre cette politique de libre échange, la gauche, les populistes et les nationalistes de tous poils brandissent la bannière du protectionnisme. Ils réclament une forte intervention de l'Etat dans l'économie par la nationalisation des services publics, l'imposition de barrières douanières à l'importation des produits manufacturés, des aides à la création d'industries de base (comme la métallurgie) ou au développement technologique. Le modèle protectionniste peut se présenter sous deux formes : la gauche marxiste revendique que les moyens de production appartiennent à l'Etat, c'est le capitalisme d'Etat sur le modèle de feue l'Union soviétique, alors que les socialistes, les populistes et nationalistes défendent un modèle d'économie mixte connu sous le nom d' "Etat providence". Ce modèle s'est implanté en Europe après la seconde guerre mondiale et a perduré jusqu'à la fin des années 70, où il a commencé à perdre du terrain sous les assauts répétés de la doctrine néolibérale [2].

Bien qu'ils semblent être contradictoires et s'opposer, le libre échange et le protectionnisme relèvent de la même essence, puisque tous deux se fondent sur les principes de la propriété et de l'action de l'Etat. Elle est cachée mais bien réelle dans le cas du libre échange, puisque l'Etat crée avec ses lois les conditions favorables à ce type d'économie : dérogations au code du travail, baisses d'impôts sur les importations, etc. Quant au protectionnisme, qui met en avant l'intervention de l'Etat dans l'économie, il ne remet pas pour autant en cause le principe de propriété. En témoigne l'exemple même de l'économie soviétique, puisque les moyens de production, qui formellement appartenaient à l'Etat, étaient en réalité aux mains de la mafia que formait la bureaucratie du PC, érigée en nouvelle classe de propriétaires de l'Etat et des moyens de production.

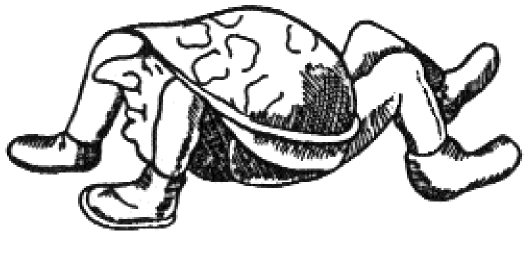
De mon point de vue anarchiste, le libre échange comme le protectionnisme constituent deux fausses options qui doivent absolument être rejetées, car elles signifient la même chose : le maintien de la propriété et de l'Etat. Et tant qu'existeront ces deux institutions, il y aura des exploiteurs et des exploités, quelle que soit la forme historique circonstancielle que prenne l'exploitation.

Ainsi le capitalisme peut-il adopter un système de production privé, étatique ou mixte. Il peut se développer à l'intérieur des frontières de l'Etat-nation, comme acquérir un caractère régional ou global. Il peut coexister avec des gouvernements de droite ou de gauche, démocratiques ou dictatoriaux, sous des régimes parlementaires, présidentiels ou monarchiques. Tout cela revient au même. Quelles que soient la forme qu'il adopte ou les institutions qui le soutiennent, nous devons l'abolir une fois pour toutes en tant que système social. De même doivent être liquidées toutes les institutions qui lui donnent une forme et un sens, y compris celles qui lui étaient antérieures mais se confondent aujourd'hui avec lui pour former un système intégral et global. En effet, ces institutions comme la propriété, la monnaie, les banques, le commerce, l'autorité, la loi, les armées, la religion ou l'Etat lui-même, apparues au cours du développement historique de l'humanité et antérieures à l'irruption du capitalisme en tant que système social, sont aujourd'hui complémentaires des institutions propres à ce système, telles que le gouvernement représentatif, le parlement, les partis politiques, la police, la prison ou l'Etat-nation.

La révolution sociale est l'unique manière pour nous, les exploitéEs et les oppriméEs, d'en finir avec ce système duquel nous n'avons rien à attendre. Et sur cette terre rase, une fois qu'il ne restera plus aucun vestige de propriété ni d'autorité, nous construirons, de nos propres forces, une société nouvelle reposant sur les principes du communisme anarchiste, où chacun apportera selon ses possibilités et recevra selon ses besoins, dans un cadre de libre association, horizontale et égalitaire.

El zorro negro
Libertad n°19, mai-juin 2001

1. L'ALCA est le nom espagnol de la ZLÉA (Zone de Libre Echange des Amériques) que tentent de mettre en place les Etats-Unis afin d'étendre la zone de libre-échange de l'ALENA (Etats-Unis, Canada, Mexique) à l'ensemble de l'Amérique Latine.
2. Et parce le capitalisme pouvait à présent se passer de cette forme historique là pour une autre.



Sous une pluie battante, la silhouette solitaire d'un homme se découpait dans la pénombre. Malgré l'averse, semblant presque s'abandonner à l'intempérie, l'homme faisait d'énormes efforts pour allumer un feu qui n'arriverait peut-être jamais à prendre. Idiot ? Courageux ?

Dès lors que nous redécouvrons notre condition d'être humain, le seul pas qu'il nous reste à faire est celui qui nous mène au-delà de nos limites et de toutes nos normes. C'est le plus difficile et beaucoup ne le font pas. C'est celui de la révolte et de la rébellion. L'individu qui, pour X ou Y raison, assume cet engagement individuel et affronte la société qui le condamne à une existence misérable et limite son développement humain, devient un combattant et incarne la lutte.

C'est ce que fait l'anarchiste lorsqu'il agit selon ses convictions et pousse sa volonté le plus loin possible. Au delà de ses limites, il cherche à s'épanouir comme être humain et à se transcender dans un groupe. Il fait ainsi avancer l'humanité tout en élargissant ses propres horizons et agrandit sa liberté de celle des autres, à l'infini. L'anarchiste éprouve pour la liberté l'amour le plus passionné, cet amour nostalgique et mélancolique qui nous fait désirer ce que nous n'avons jamais eu. Pour ces raisons mêmes, il méprise l'autorité, les chaînes, les limites.

En ouvrant le journal, je savais déjà ce qui se cachait sous le titre proclamant pompeusement *Plus de pouvoirs à la police*. Je ne m'attarderai pas sur l'analyse de ces pouvoirs, de leurs avantages ou de leurs inconvénients. A quoi bon ? Le browning 9 mm qu'ils portent à la ceinture et le cadenas qui leur ferme le cerveau me suffisent.

Je vois défiler des armées de policiers et de petits soldats qui viennent réclamer les saintes œuvres sociales, des étrennes, des jours fériés, des négociations et un salaire digne. Comme si l'on pouvait castrer les volontés, piétiner les rêves et alimenter la barbarie dignement ! Même paradis, même enfer. Le sens commun a disparu dans l'abîme qui nous sépare. Une engeance de serfs avec une mentalité d'esclaves.

Que les choses soient claires : jamais nous ne cautionnerons ni leur existence, ni leurs méthodes. Ces méthodes ont déjà souvent varié et continueront à se diversifier en quête de plus d'efficacité, d'un meilleur contrôle social et pour le plus grand profit de leurs maîtres. Ces maîtres édifient leurs nouvelles demeures et lâchent la bride à leurs chiens, tout en leur construisant de nouvelles niches où ils pourront entreposer le produit de leurs méfaits et de leurs parties de chasse. Les maîtres ont peur, très peur.

Tant au niveau matériel que sur le plan spirituel, l'anarchiste aspire à se surpasser pour pouvoir offrir le meilleur de lui-même. Son engagement correspond à ses actes. Jouant le tout pour le tout, il vit à sa manière. Il poursuit les rêves qu'il garde gravés au fond du cœur et établit de nouvelles relations interindividuelles. Sa lucidité doit lui permettre d'avoir une vision globale des phénomènes sociaux et des pratiques politiques ainsi que de reconnaître la diversité contenue en chaque chose. Il peut ainsi donner de nouvelles interprétations de la réalité et ne pas servir le même discours. Voilà exactement l'objectif que nous nous donnons, nous, les compagnons de *Libertad*. Et c'est pour faire œuvre de lucidité que nous nous attelons à démasquer quelques hypocrisies et à redéfinir certains concepts.

L'Etat providence se montre de plus en plus incapable d'assumer ses dettes et se trouve pris dans les rets de la globalisation. Ce modèle est en train de se dissoudre et l'Etat moderne se limite à la fonction qui lui convient le mieux : la gestion administativo-policière de zones. Il délaisse l'armée pour accorder à la police plus de pouvoirs et de meilleurs armements. Tout comme la dernière dictature militaire avait besoin d'inoculer au citoyen la peur de la subversion pour justifier son existence, la démocratie actuelle manie l'argument de l'insécurité pour se militariser. Et les gouvernements de tous bords se montrent parfaitement disposés à résoudre les conflits, en imposant leur fameuse et indispensable “main de fer”. Le plus surprenant et le plus pathétique dans cette affaire, c'est que ceux qu'elle peut viser, prisonniers qu'ils sont des illusions médiatiques, se montrent plus royalistes que le roi et viennent mêler leur faible voix au concert de leurs bourreaux.

D'ailleurs, les justifications —idéologiques ?— se diluent dans le vertige d'un gigantesque commerce, celui des marchands de viande, le commerce toujours rentable de l'esclavage. L'une des plus grandes escroqueries des 200 dernières années repose sur un énorme mensonge. Cessons de penser la justice en terme abstrait et considérons-la plutôt comme une pratique sociale, et nous y verrons une grande entreprise lucrative et aliénante ayant pour but de nier l'être humain dans sa totalité. Le langage même qu'ils utilisent n'est pas le nôtre. La justice induit la police et la prison, et ces institutions ne se préoccupent pas du développement de l'être humain puisqu'elles visent à l'écraser.

Ce sont des poubelles. Sachez-le, avocats, juges, procureurs, petits bureaucrates, secrétaires, officiels aux emplois fictifs et autres profiteurs.

Pour notre part, nous savons qu'il existe une autre réalité, celle de Salta[1], celle des barrages de routes, celle de la violence des pauvres qui s'oppose à la démagogie de tous ceux qui nous dominent ou y aspirent. Nous embrassons leurs luttes même si elles leur appartiennent. Espérons qu'un jour nos chemins se croiseront !

Les autres, l'imaginaire social les condamne, “*policiers et militaires, vous êtes tous cocus !*”, et la société les rejette : dans les hôpitaux de Salta et Jujuy, on a refusé de soigner les gendarmes blessés lors des affrontements de Gral Mosconi.

Bien que nous les croisions dans la rue, des années lumières nous séparent, nous le savons bien.

Mais n'oublions pas qu'ils cherchent des méthodes plus efficaces pour nous contrôler. A nous de trouver des moyens plus intelligents de nous libérer.

Nous ne sommes ni les gens, ni l'opinion publique, ni le peuple, ni le citoyen, ni aucune de ces fictions. Ce sont des histoires à dormir debout, et nous, les anarchistes, n'aimons pas nous perdre en bavardages. L'essentiel est de persévérer dans la voie menant à l'émancipation, le cœur chaud et l'esprit clair.

Peluca
Libertad n°20, juillet-août 2001

1.En juin 2000, des émeutes ont agité toute la province de Salta et en particulier la ville de General Mosconi, en grande partie dévastée. La révolte a été violemment réprimée, faisant deux morts chez les émeutiers et de nombreux blessés dans les deux camps.

Grand Show au programme

(zapping postmoderne de l'actualité)

Mesdames, messieurs, bonsoir. Venez au spectacle, assistez au grand cirque vivant ! Vous y verrez des gorilles, des ours, des lions, des clowns, des magiciens et des trapézistes ! Bien sûr, vous y trouverez votre place, car vous avez aussi un rôle à jouer dans ce cirque. Demandez le programme, regardez ce divertissement !

Une foule essaie de sauver une entreprise en faillite à cause du “diktat” du néolibéralisme. Il y a aussi plein de gens au chômage, en totale décadence économique, morale et familiale. C'est le règne de la propagande contre tout ce qu'on peut trouver d'espagnol. Tous contre le Vizcaya de Bilbao[1], tous contre la Telefonica ou Repsol-YPF[2] ! Comme si Coto[3] c'était mieux, comme si le petit supermarché du coin de la rue défendait ardemment les intérêts si précieux de la nation et de son économie. Mais que deviendra le petit supermarché du coin si ça marche pour lui ? Ne serait-il pas lui aussi une multinationale, s'il en avait les moyens ?

Le capital ne connaît ni frontières, ni drapeaux. Le capital c'est le capital, froid, assassin, incohérent et irrationnel. Le capital cherche plus de capital. C'est son unique raison d'être. Le pouvoir, toujours plus de pouvoir, le contrôle, toujours plus de possibilités de contrôle.

Tous affirment vouloir assister à la chute de l'économie libérale, alors que c'est le bien être des gens qui continue de chuter. Les partis de gauche (comme ceux de droite), les syndicalistes et une foule d'autres adeptes du contrôle social réclament plus d'Etat et une compagnie aérienne étatisée et populaire. Rendons à l'Etat ce qui lui revient.

Dehors les Yankees, dehors les Anglais ! C'est le discours qu'ils servent dans leurs meetings, sur leurs affiches et de vive voix. Ça rappelle la formule-vestige d'un lointain passé européen : “*Tout dans l'Etat, rien en dehors, personne contre*”. Ici aussi, de nombreuses personnes semblent en être restées là.

Et le spectacle continue ! Tout le monde doit y tenir son rôle ! Et comme tout se passe en une fraction de seconde et que l'on vit dans l'instantané, les gens sont terrorisés. C'est la peur de ne rien avoir à donner à ses enfants, de rester au chômage, sans statut social. L'insécurité, l'insécurité ! Voilà ce que crie Doña Rosa face à la caméra, désespérée, dont l'unique but est de faire un scoop. Pour pouvoir vendre à toute la côte sa goutte de sang ou sa petite larme. L'insécurité, c'est l'assurance-vie des oppresseurs. C'est pourquoi ils s'y accrochent, pour ne pas tomber de la petite branche qui leur permet de respirer l'air du pouvoir et du contrôle.

Tout en continuant de crier, désespérée, face à la caméra, Doña Rosa se rappelle soudain qu'elle a quelque chose sur le feu, mais pendant qu'elle touille le plat, elle ne manque pas d'allumer l'écran qui lui montre une poignée de gens enfermés entre quatre murs, filmés 24 heures sur 24, dans l'espoir de gagner un billet et la gloire, beaucoup de gloire. Parce qu'être quelqu'un, c'est passer dans les médias et avoir quelques thunes à montrer. Bien entendu, Doña Rosa n'échappe pas au reality-show qu'elle vit tous les jours, avec la caméra de vidéo-surveillance en bas de son immeuble, dans le supermarché, dans la petite boutique. C'est le reality-show de l'insécurité, où être le flic de ton propre voisin rapporte, soit parce que tu peux ragoter, soit parce que tu peux y gagner une capacité de réaction immédiate face à l'attaque imminente de ceux qui sont obligés de voler pour pouvoir bouffer. Mais ce qui importe, c'est que les flics soient les gentils et que leur boulot soit de nous protéger. Car la police fait aussi partie du spectacle. Elle nous invite chaleureusement à nous amuser et à entrer dans cette sarabande de coups de bâton.

La revendication est, elle aussi, présente au milieu de ce cirque ! Quelle bonne justice, elle a attrapé le joli vendeur de gommes ! Comme si la lutte contre la corruption se terminait avec une sentence du jury. Comme si la notion de corruption ne corrompait pas elle-même. Le pouvoir n'est pas corrompu, il corrompt. Mais ça ne fait rien, je suis content de mon reality-show. Heureusement que le monde n'a rien à voir avec la télé !

S'il n'y a rien à manger dans ce cirque fabuleux, en revanche les télévangélistes ne manquent pas, eux qui soignent à travers l'écran et vont tout améliorer. Ils mélangent angoisse et désespoir pour en faire une salade russe de “salut” (le salut des pasteurs télévisés), à laquelle dieu lui-même, s'il existait, ne comprendrait rien.

Le cirque est mobile. La caméra se déplace partout. Elle va dans l'altiplano, où les pauvres, après avoir été virés de la grande entreprise étatisée, souffrent à présent du néolibéralisme sauvage. Là, ils forment des piquets de désespoir pour demander un peu de sous. Et lorsque l'état “omnipotent” se rend compte que la situation dégénère, il envoie ses archanges verts lutter contre l'invasion. “*Ce sont des communistes, ils sont soutenus par les FARC, ils veulent détruire la démocratie !*”, et coule le sang. Ils ont beau dire qu'ils ont faim, qu'ils veulent vivre dignement, qu'ils ne savent pas qui était Marx et que cela ne les intéresse pas, et même qu'ils veulent la paix, c'est la paix du cimetière qui les attend, la paix bourgeoise de leur cirque, achetée à coups de cotisations, vote par vote.

Et, comme d'habitude dans ce cirque, le clown se prend encore les coups. Qu'est-ce qu'un utopiste d'anarchiste peut bien penser de ce qui se passe ? Puisque c'est un rêveur, un utopiste, ne vit-il pas dans les nuages ? Et puis il est incapable d'expliquer quoi que ce soit sans passer par un antiautoritarisme simpliste ! Sans compter qu'il réduit tout à un changement de société !

En toute simplicité, je ne cherche pas de solutions compliquées, ni à me compliquer la vie avec l'existence de ce système social, parce que continuer à penser à l'intérieur du système, c'est le maintenir en vie. Je revendique donc à grands cris la fin irrémédiable de la fonction : mort à l'autorité, mort à l'Etat et à la nation, auto-organisation, anarchie, liberté et révolution !

LuKs

Libertad n°20, juillet-août 2001

1.Banque espagnole très implantée en Argentine.
2.YPF était l'entreprise pétrolière nationale d'Argentine. Privatisée sous Menem, elle a été rachetée par l'entreprise espagnole Repsol.
3.Coto est une chaîne de supermarchés argentins.

Ode à l'évasion

(zapping postmoderne de l'actualité)

Du cirque décrit il y a deux mois ne subsistent que le malaise et la fringale (comme quand on a fumé un pétard). C'est le règne de la faim, la faim de mieux être, et tout apparaît maintenant comme une grande salade. L'Etat prend l'eau et joue à la bataille navale en plein dans cette soupe, dont le consommateur paie toujours le vermicelle. Car l'Etat se trouve au centre du système dont nous faisons tous partie. Ainsi, le chef du bouillon ordonne-t-il à ses mitrons d'appliquer plus d'impôts tout en pratiquant des réductions budgétaires, autant d'inventions et de stratégies qui visent à augmenter les finances de l'Etat et du grand capital.

Cela importe peu aux petits cuisiniers qui préparent le gâteau. Eux mangent bien et n'ont pas envie d'être mangés. Des juges viennent au secours des pauvres tandis que les sénateurs sont en plein délire. Ils appliquent leurs ajustements sans se soucier de la faim qu'ils génèrent et, bien sûr, sans se laisser bouffer. Au menu, on trouve aussi la propagande de la gendarmerie et de la police qui tentent de recruter de nouveaux “martyrs” pour matraquer et assassiner la faim qui nous tenaille. Obtenir le statut de policier et fliquer ceux de ta classe te permet de bouffer et de survivre. Ces superhéros d'historiettes sont censés lutter avec leurs superpouvoirs contre la vague criminelle, jamais aussi criminelle qu'eux-mêmes, que celui qui exploite, domine, fait la pluie ou le beau temps.

Alors qu'on prépare cette salade niçoise, le CCC[1], les syndicalistes et autres condiments réformistes viennent s'y ajouter. Ils se positionnent dans l'autre camp, celui des superamis qui luttent contre les ajustements et la répression, tout en calculant le nombre de participants à leurs piquets et la quantité de votes qu'ils peuvent récolter. Le MST[2] et les trotskistes de d'hab' se mêlent à leur tour au potage pour gagner eux aussi quelques adeptes en accompagnant tout ce qui peut avoir l'air révolutionnaire et juste. Peu leur importe qu'il n'en soit rien, bien au contraire. Ils coupent des routes et téléphonent à *Cronica*[3] pour être filmés et faire de la pub à leur cause, depuis des années la même : prendre le pouvoir. Mais couper une route ne suffit pas, c'est la racine du mal qu'il faut couper.

On voit ainsi de vieux agitateurs et syndicalistes se relancer dans la bataille, mais je ne me rappelle pas qu'un seul d'entre eux ait mis en doute le terme de “crise”. Car le système capitaliste a en permanence besoin d'être “en crise” ; c'est comme ça qu'il vit, se reproduit et reproduit les opportunistes qui veulent sauver le peuple.

Enfin, voici la cerise sur le gâteau : la dette extérieure, plus intérieure que jamais, qui n'est toujours pas payée. On nous gave avec l'indice des investissements par-ci, un impôt de plus par-là, autant d'inventions destinées à gruger les exploités et à continuer à les spolier toujours davantage. Cela revient à penser que changer de cuisinier rendra le gâteau meilleur. Quelle l'illusion que croire que celui qui te dirige se soucie de ton bien-être. Il ne s'intéresse qu'à lui et veille surtout à ce que tu ne te rebelles pas. Il n'y a aucune différence entre un Menem, un De La Rua, un Galtieri ou un Vignone[4], seule la couleur de l'uniforme change. Il ne s'agit pas de remplacer le chef, mais bien de couper la chaîne et de tuer le maître qui manie le fouet.

Parce que, comme l'a dit “le Général”[5], il y aura toujours des pauvres... En tout cas, il en sera ainsi tant qu'existera le système capitaliste. De “*l'illustrissime Général Peron*” (nous avons eu et gardons encore beaucoup de généraux) et du modèle d'Etat providence, il ne reste que ce maudit assistancialisme de l'Etat. Nous avons hérité de miettes telles que ces “bénis” plans de travail, bénis tout comme l'Etat qui les octroie et les intentions qui les sous-tendent. Réclamer des plans de travail ne suffit pas. Nous voulons ruiner l'Etat le plus et le mieux possible. Non pas pour qu'un quelconque sauveur prenne les rênes de la domination, mais pour construire une autre société, dans laquelle les 150 pesos du plan[6] n'auront plus aucune importance et où régneront les envies de créer d'autres relations, d'autres manières de se regrouper, de voir les choses et d'œuvrer ensemble. Parce que quémander 150 pesos pour bouffer, c'est continuer à réclamer du fric, l'une des armes les plus puissantes que possède le Capital. La dîme, la mita (impôt inca), la TVA étaient et restent ce qui permet à l'Etat de subsister, c'est donc cela qu'il faut attaquer.

Penser à des améliorations à l'intérieur de l'Etat, c'est maintenir le statu quo de ce système social. S'il est difficile de penser en dehors de l'institution et d'imaginer un fonctionnement sans autorité, ce n'est pourtant pas chose impossible. Il suffit de changer sa manière de considérer la société, de chercher les causes et de dépasser les modèles ; voir les choses d'un autre œil et agir. La crise c'est l'Etat, son allié le Capital. Combattons la crise et l'autorité qui l'engendre. Je ne propose pas de recette miracle, vous savez comment l'attaquer.

Auto-organisons-nous !

Luks
Libertad n°21, septembre-octobre 2001

1.Le CCC (Courant Classiste Combatif) a été créé au début des années 90 par les maoïstes du PCR-PTP, dont il constitue le “front de masse”.
2.MST : *Movimiento Socialista de los Trabajadores*, mouvement socialiste des travailleurs, formation trotskiste.
3.*Cronica* : journal et chaîne de télé de tendance conservatrice, très populaires en Argentine.
4.Galtieri et Vignone ont été les présidents successifs de l'Argentine sous la dictature militaire.
5.Allusion à Peron.
6.Les plans de travail sont des allocations attribuées aux chômeurs par les gouvernements provinciaux en échange de quelques heures de travail journalier.

Salta est le nom d'une ville et d'une province qui se trouvent au nord de l'Argentine, près de la frontière bolivienne. Cette région très pauvre a connu de nombreuses révoltes populaires et, en juin 2001, deux piqueteros ont été tués dans un affrontement avec la gendarmerie.
Fin août 2001, sans que le Congrès argentin ait été consulté et la population informée, Salta a été le terrain de manœuvres militaires conjointes regroupant 1300 soldats de 9 pays latino-américains. Cet exercice, *Cabanas 2001*, a été parrainé et financé par les Etats-Unis dans le cadre du projet de constitution d'un groupe d'intervention régional destiné à régler les crises et les problèmes "d'instabilité".
L'Argentine est depuis longtemps un allié privilégié des Etats-Unis hors OTAN (elle a entre autre envoyé ses marins dans le Golfe en 1991) et participe notamment au volet militaire du *Plan Colombie*. Enfin, la coopération entre les différents pays participant au TIAR (Traité Interaméricain d'Assistance Réciproque, 1947) prend une tournure nettement antiterroriste, les ennemis étant les narcotraficants et tous ceux qui menacent "la démocratie institutionnelle". A titre d'illustration, l'exercice *Aguila III* prévu le 8 octobre 2003 se déroulera dans les provinces de Mendoza et San Luis. Sous commandement américain, il devrait rassembler 80 avions de combat, plus de 200 véhicules d'appui terrestre et 1 200 militaires au sol. Le thème de l'exercice est d'anéantir des "commandos de rebelles"...

Justement à Salta !

Les forces armées ont pu se montrer une fois de plus impunément à la vue de tous. Elles sont cette fois intervenues dans les rues de la rebelle et aujourd'hui militarisée province de Salta. Les sbires en vert, bras armés du système génocidaire, ont reçu le 28 août leurs collègues de différents Etats, précisément dans cette province. Car c'est justement là que s'est ouverte une brèche et qu'existe un antagonisme qu'ils ont déjà essayé de réduire à maintes reprises. Le peuple qui sortait dans les rues s'est retrouvé à chaque fois face à la police ; puis, comme cela ne suffisait pas et qu'elle était dépassée par les événements, on a fait appel à la gendarmerie. Mais celle-ci n'est pas davantage parvenue à refermer la brèche que les opprimés en lutte avaient ouverte dans le système.

C'est justement à Salta qu'ils ont organisé la parade. A l'heure de la sieste, on a vu défiler ces criminels dans les rues. Les représentants du militarisme le plus pur ont pu se frotter les mains et ont donc discuté des conflits internes à l'Amérique Latine et de la manière dont les armées, en s'unissant sous la bannière étoilée, pourraient s'entraider pour combattre l'ennemi irréductible : le peuple opprimé en lutte.

Fut un temps, c'étaient les Prussiens, maîtres en art militaire, qui influaient sur les cerveaux vides de nos répresseurs locaux ; les Yankees ont aujourd'hui pris le relais. Mais au-delà des différences, le fond reste le même : il s'agit de terrorisme d'Etat, car chaque Etat trouve sa justification dans la brutalité et l'obéissance.

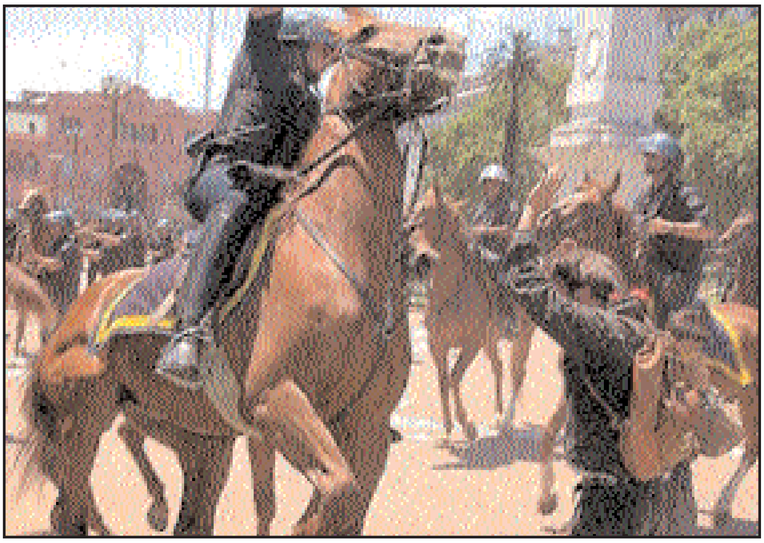
"*Qui donc a autorisé la venue de ces troupes étrangères ?*" s'interrogent les "progressistes" désorientés qui, inconsciemment ou non, font la distinction entre forces armées nationales et étrangères. Pour nous, il n'y a aucune différence. Il y a occupation dès lors qu'un pouvoir administre et régule selon son bon plaisir et dans son propre intérêt la vie des habitants. Les forces armées des Etats-Unis sont sans doute plus puissantes, c'est l'empire. Mais les forces armées de n'importe quel Etat relèvent aussi de l'empire du point de vue de ceux quelles oppriment.

Le système est ainsi fait : il repose sur un pilonnement permanent, répressif et légal. Défendre l'Etat, c'est défendre le pouvoir et donc être complice du génocide permanent auquel nous soumettent ces sociétés juridiques qui prennent le nom d'Etat national, prolétarien ou populaire. Ils restent des Etats...

C'est contre la militarisation de la société que nous appelons à lutter. "*Pas un seul homme ni une seule arme pour l'Etat !*". Donnons-nous nos propres règles de vie en commun pour extirper le principe d'autorité qui gère la politique de cette société et libérons-nous de cette croyance en l'Etat, "organisateur" de nos vies opprimées. Aucun pouvoir n'est invulnérable pour le peuple conscient [sic]. Un salut solidaire et courage au peuple de Salta !

SALUT ET ANARCHIE !

Sociedad de Resistencia, octobre-novembre 2001



Piquets, centralisme ou autonomie ?

Les organisations de chômeurs qui mènent la lutte sociale et une résistance collective dans tout le pays éprouvent aujourd'hui le besoin d'articuler leurs luttes et d'unifier la résistance. Elles espèrent ainsi donner plus de force à leurs revendications. Pour notre part, nous considérons que c'est précisément la manière dont se fera l'articulation entre les différents groupes qui sera déterminante, pour le présent comme pour l'avenir.

Si ces organisations optent pour un principe centraliste, avec des décisions prises et appliquées par un pouvoir central, les mouvements s'engageront dans une voie autoritaire et réformiste et sombreront bien vite dans l'abîme de la politique. Ils tomberont sous la coupe des différents partis qui procéderont à une centralisation sous la forme d'un comité, d'une commission, puis d'une assemblée constituante etc... Tous ces organes seront dotés de fonctions exécutives, c'est à dire d'un pouvoir de décision propre. Entre autres calamités, cela provoquera l'apparition de figures médiatiques, de candidats au pouvoir, par les urnes ou le coup d'Etat. L'histoire nous enseigne la suite : la désillusion, la trahison, la répression continuelle.

La tentation d'un pouvoir central commence à se faire sentir, et l'on entend préconiser comme principe organisationnel l'encadrement légal de l'ensemble du mouvement. Nous opposons à cette position le principe de l'autonomie, indispensable aux luttes sociales. Par autonomie nous entendons la liberté et l'indépendance totale des individus à l'intérieur de leurs groupes et de chaque organisation par rapport aux autres.

Nous défendons ainsi une union fédéraliste où chaque commission a pour unique fonction de coordonner la lutte, sans que ses membres, révocables à tout moment, puissent exercer la moindre autorité. Nous opposons au modèle bureaucratique et réformiste une forme anarchiste et fédérative.

Le centralisme, c'est la massification de l'individu. Cela revient à suivre aveuglément des structures monolithiques (un seul exemple suffit : celui de la CGT), bien loin de toute solidarité puisque se reproduit le mécanisme de soumission au système.

L'autonomie, c'est la vie, car elle repose sur l'égalité et la liberté et invite l'individu à devenir acteur. Le principe d'autonomie, selon lequel l'individu se fédère à ses pairs dans le cadre d'une libre association, permet au sujet d'élargir sa personnalité et d'étendre son action le plus loin possible. Pour nous, défendre les principes d'autonomie et de liberté, c'est commencer à sentir sa propre capacité et sa responsabilité sur le devenir de la société. Nous posons en préalable la destruction de ce système exploiteur, tout en nous fixant des objectifs révolutionnaires et antiétatiques qui nous mènent vers le communisme anarchiste.

Javier
Sociedad de Resistencia n°6, octobre-novembre 2001



Une lettre du groupe Libertad

Buenos Aires, 31 décembre 2001

Compagnon-ne-s, Ami-e-s :

Vu le manque d'informations indépendantes et les mensonges que répand la propagande des "médias" à propos de la situation argentine, criminalisant particulièrement tous les individus qui ont résisté et combattu contre la répression policière, nous vous faisons parvenir ces quelques lignes sur ce qui s'est réellement passé.

Même si l'exploitation existe depuis toujours en Argentine, la situation des travailleurs a continué à se détériorer au cours de ces dernières années jusqu'à arriver, aujourd'hui, à un point jamais vu. La mise en oeuvre du modèle néolibéral a montré le visage le plus sauvage de l'exploitation capitaliste, avec un très fort taux de chômage, l'éducation et la santé publique réduites à peau de chagrin (comme toujours...), un coût de la vie très élevé, les salaires les plus bas de l'histoire alors qu'en raison de la parité peso/dollar, les marchandises restaient au même prix. Il est impossible de vivre avec des salaires de 150 pesos mensuels quand les prix sont ceux des Etats-Unis.

Au cours de la première semaine de décembre, quelques secteurs industriels, financiers, municipaux et de l'opposition péroniste au gouvernement De la Rua ont commencé à défendre une proposition de dévaluation du peso par rapport au dollar, ce qui a provoqué la fuite de dizaines de milliards de dollars, mettant en crise le système financier.

Les grands groupes économiques et les hautes sphères du pouvoir, prévenus à temps par les banquiers, ont eu le temps de retirer leur argent. Le gouverneur [de la banque centrale] et le ministre de l'économie Domingo Cavallo (recyclé de la dictature militaire et du gouvernement Menem) ont pris la décision de supprimer les paiements en liquide, imposant une limite de 250 pesos (ou dollars) par semaine pour les retraits bancaires. Le manque d'argent liquide a provoqué l'effondrement de l'activité commerciale, des files interminables devant les banques et la rupture de la chaîne des paiements. Le mécontement populaire est allé croissant, mécontentement qui s'était déjà vivement exprimé au cours des dernières élections d'octobre où, bien que le vote soit obligatoire en Argentine, l'abstention, les votes nuls et blancs avaient dépassé les 30 %.

Le parti "justicialiste" (péroniste-menemiste) a intrigué, appuyé par la CGT officielle et dissidente (syndicat majoritaire, péroniste, qui conserve une aile "dissidente"), pour déstabiliser et faire chuter le gouvernement De La Rua et revenir au pouvoir (comme il l'avait déjà fait en 1989 pour provoquer la chute du gouvernement radical d'Alfonsin) qu'il avait quitté en 1999. Par l'intermédiaire de ses petits chefs de quartier, il a incité aux premiers saccages de supermarchés (ce qui fut une bonne chose, comme on le sussurait déjà depuis plusieurs mois...). En deux jours, les pillages se sont répandus rapidement, échappant bruyamment au contrôle de ceux qui les avaient initiés. La partie a alors changé de mains : c'est bien connu, jouer avec le feu brûle.

Dans un pays qui compte 4 millions de chômeurs et 14 millions d'hommes et de femmes qui vivent dans la pauvreté ; où les magasins et les centres commerciaux exhibent en vitrine, dans un pur style consumériste, les produits les plus chers et les plus luxueux pour le Noël des riches [on est alors mi-décembre] qui ont fait fortune sous la dictature puis avec les privatisations et les pots-de-vin de l'époque Menem ; les saccages sont rapidement devenus massifs dans toutes les zones plus pauvres. Des caddies et des sacs remplis de viande, de pâtes, de couches, de produits ménagers mais aussi de machines-à-laver, réfrigérateurs, chaînes, téléviseurs, etc. ont été emportés au loin.

Le 19 décembre, tandis que la police commençait à réprimer durement, les grandes chaînes de supermarchés se sont mises à distribuer des sacs de nourriture pour ne pas être saccagés (des sacs valant moins de 5 dollars, face aux milliards de perte au cours des expropriations).

Ceci a réussi à freiner la "contagion". La situation est néanmoins devenue de plus en plus difficile et, vers 23 heures ce même jour, le président De La Rua a décrété l'état de siège pour 30 jours dans tous le pays. La police est sortie des commissariats, la *Casa Rosada* (palais présidentiel) et le Congrès ont été protégés par de forts déploiements de flics.

Immédiatement, les *cacerolazos* (pratique qui consiste à frapper sur des casseroles et d'autres objets pour protester) ont commencé à résonner des fenêtres des quartiers de Buenos Aires. Si, jusqu'alors, la protestation s'était concentrée dans les zones les plus pauvres, les "classes moyennes" commençaient à présent à sortir à leur tour dans la rue.

Les uns n'avaient pas d'argent, les autres ne pouvaient pas disposer du leur. Les gens se sont rassemblés spontanément, des femmes et des hommes avec leurs enfants, des vieux, des jeunes sont sortis sur les places, sans compter ceux qui, rentrant du travail pour aller manger chez eux ont décidé de rester dans la rue et ont commencé à confluer spontanément vers la place du Congrès et la plaza de Mayo, siège du parlement pour l'une, de la présidence pour l'autre... en somme, vers l'Etat. Les Argentins sont fatigués de la misère à laquelle ils sont contraints depuis des années et, délaissant pour la première fois leurs leaders et dirigeants traditionnels, ils se sont directement passé le mot par les *cacerolazos*, le bouche à oreille ou le téléphone, pour bloquer les rues ; la diffusion de la nouvelle de ces mobilisations à la télévision et la radio a créé un effet de propagation. Si le gouvernement entendait par état de siège que les gens restent enfermés chez eux, il a obtenu exactement le contraire. La manifestation pacifique a débutée aux cris de "*qu'ils se mettent l'état de siège au cul*" résonnant dans tout Buenos Aires, s'élevant au milieu du vacarme des casseroles, des klaxons devenus fous des taxis et des voitures à l'unisson. Elle s'est transformée vers 3 heures du matin en un immense nuage de gaz lacrymogène et d'incendies et s'est soldée par des balles en caoutchouc, des dévastations, une centaine d'arrestations, et finalement par la démission du ministre de l'économie, Domingo Cavallo.

Le matin suivant, la plaza de Mayo s'est à nouveau remplie. Tout a commencé une fois encore pacifiquement, on pouvait entendre les *cacerolazos* auxquels participaient des enfants et des retraités... Outre l'état de siège, la répression de la veille était désormais dénoncée à son tour. Les cris de mépris n'épargnaient aucun parti politique, y compris ceux de l'opposion de gauche, et personne n'aurait toléré (comme ce fut déjà le cas la nuit et les jours précédents) que fussent

brandis les banderoles ou les drapeaux des partis. Le MAS, le PST, le PO, Izquiera Unida (le PC et le MST) ont eu un comportement honteux, même si certains militants de ces partis n'ont pas résisté à la fièvre et ont participé individuellement à l'émeute, au désespoir de leur propre organisation. Quelques groupes organisés y ont aussi pris part, sans signe distinctif particulier, dont de nombreux compagnons anarchistes.

Le discrédit de la politique était manifeste. Plaza de Mayo, on rejetait dirigeants syndicaux (véritables mafias organisées et très largement péronistes), secteur financier (dont les banques), politiciens, bureaucrates tant du gouvernement que de l'opposition et forces de l'ordre. De La Rua se trouvait à la *Casa Rosada* et il a donné l'ordre vers midi de "nettoyer la place". Les flics se sont alors jetés de façon indiscriminée sur tout le monde, traînant les arrêtés par les cheveux pour les embarquer. Les manifestants ont résisté et tenu la place tout l'après-midi. Les lacrymogènes, les balles en caoutchouc et les charges les faisaient reculer, mais ils remontaient immédiatement d'autres barricades et tendaient des fils de fer en travers des rues pour empêcher le passage des chevaux, puis ils reprenaient la place. Les gens ont bloqué tous ses accès en s'affrontant avec la police, pendant qu'au centre *las madres de plaza de Mayo* [les Mères de la place de Mai] et les autres groupes pacifistes se faisaient violemment expulser par des policiers complètement hors d'eux.

Vers 18 heures, le centre de Buenos Aires était divisé en deux : le bout de l'avenue 9 de Julio donnant sur la plaza de Mayo était sous le contrôle de la police tandis que de l'autre côté vers le Congrès, elle se remplissait de gens et de barricades. Au milieu, les affrontements continuaient dans la fumée des barricades en feu et celle des gaz lacrymogènes (les mêmes qu'en 1983 et d'autres, ultra-modernes, qui dégagent une fumée invisible parfaitement transparente...), le tout dans le bruit des pots d'échappement des *motoqueros* qui faisaient diverses incursions du côté policier, se moquant ainsi de la répression [le SIMECA, syndicat indépendant de coursiers, a été créé peu de temps auparavant par des jeunes très aguerris et bien organisés ; au cours de ces émeutes, ils se sont jetés à plusieurs reprises avec leurs motos contre les rangées de flics, cavaliers compris, pendant que d'autres groupes attaquaient derrière eux en lançant des pierres et des cocktails molotovs ; deux d'entre eux en sont morts]. A ce moment là, des véhicules blindés et des jeeps sont arrivés, les policiers faisant feu par les fenêtres, suivis par d'autres flics à moto (arrivant à toute vitesse derrière les blindés et les camions à eau) qui tiraient dans le tas. Malgré la violence, les gens ne lâchaient pas la rue ; au contraire, tout autour de la plaza de Mayo plus que jamais envahie, on continuait à hurler contre la brutalité des flics. La rumeur circulait déjà que sept jeunes venaient d'être assassinés par balles. On lançait des bouteilles d'eau et des citrons par les balcons pour aider les cagoulés qui résistaient (les vieux et les enfants s'étaient déjà éloignés), le climat était euphorique et solidaire parmi les gens qui continuaient à arriver. La police a à grand'peine repoussé les manifestants du centre de la place mais n'a pas réussi à avoir le dessus sur ceux qui continuaient à détruire et saccager les symboles du capitalisme dans ses alentours immédiats : les banques, les administrations, les commissariats, les caisses de retraites privées et les Assedic, les bureaux commerciaux de l'entreprise d'électricité EDESUR, Mc Donald's, Blockbuster, la chaîne de disques Musimondo. Les avenues de Mayo et Corrientes présentaient un aspect insolite au milieu des fumées, du feu et des dévastations.

La démission de De La Rua a été rendue publique vers 19 heures 30. Le bilan de ces deux jours était de 30 morts (la plus grande partie tués par des commerçants au cours des saccages, les autres aux alentours de la plaza de Mayo ; ils avaient en majorité une vingtaine d'années, mais on compte aussi un homme de 57 ans et une gamine de 13 ans), des centaines de blessés, 3 000 personnes arrêtées et torturées dans les commissariats (dont certaines sont toujours emprisonnées), au moins 200 magasins pillés, un milliard de dollars de pertes pour les entreprises attaquées, dont les profits sont justement en grande partie responsables de la misère des gens. La rébellion a explosé dans tout le pays (touchant plus de 30 provinces) et s'est encore plus déchaînée quand sont parvenues les informations sur la bataille de Buenos Aires. Pour provoquer la peur dans la population, la police et la télévision ont raconté que des bandes d'émeutiers se dirigeaient vers les habitations privées pour les prendre d'assaut, invitant leurs habitants à s'armer pour se défendre contre les "vandales" (les flics ont même distribué des papiers alertant les "citoyens").

Les péronistes ont mal interprété le message des Argentins : la protestation était aussi dirigée contre eux, et pas uniquement contre les leaders syndicaux, les patrons, les banques et le FMI. Les jolis sourires de Menem, Duhalde (ex-gouverneur de la province de Buenos Aires), Rodriguez Saà (à ce moment-là gouverneur/patron de la province de San Luis), Ruckauf (gouverneur de Buenos Aires) et autres hiérarques du "justicialisme" se sont effacés la nuit du 28 décembre lorsqu'un autre *cacerolazo* s'est transformé en bataille rangée. Déjà au cours de la matinée du même jour, les cheminots avaient bloqué les rues en réclamant leurs arriérés de salaire. Ceci a provoqué l'interruption du service de transport puis la rage des gens qui, cet après-midi là, ne pouvaient plus rentrer chez eux. Les "clients" ont rejoint la grève et réclamé le remboursement des billets ou de l'abonnement. Face au refus opposé par la compagnie qui gère ces trains, neuf wagons ont été entièrement incendiés et les billeteries et autres biens de l'entreprise détruits. Quand les pompiers ont tenté d'éteindre le feu, leurs lances à eau ont été sectionnées avec des tessons. Des incendies et des dévastations ont également eu lieu à la station de Castelar.

Après plusieurs jours de tranquillité apparente, au cours desquels les gens espéraient le retour de la stabilité monétaire, la protestation a regagné les rues lorsque Saà, élu nouveau président avec l'appui des péronistes, a décidé de placer à la tête du conseil municipal un certain Grosso (ex-surintendant de Buenos Aires qui avait dû quitter son poste en 1991 pour corruption ; les plaintes pour enrichissement illégal concernaient également Saà) annonçant dans la foulée la nomination d'autres vieilles figures de la corruption des années précédentes. Grosso a renoncé à son poste mais la nuit a apporté son nouveau lot de blessés et une cinquantaine d'arrestations. Au cours des affrontements, une aile du palais du Congrès a été incendiée et tout ne s'est pas bien passé pour la police : les manifestants ont gravement blessé deux agents de la répression à coups de pierres et de poings, leur occasionnant des fractures sur tout leur corps... cette fois les blessés graves étaient de leur côté.

Une fois encore, la manifestation s'était déroulée spontanément, sans banderoles de partis, et de nombreux compagnons anarchistes y ont participé. Il n'y a pas eu de morts, mais l'Etat et les forces de l'ordre ne pouvaient pas rester les mains vides de sang. A l'aube du 29, alors que les émeutes s'achevaient, trois jeunes gens ont été tués par un retraité de la *policia federal* [police d'Etat]. L'assassin de Maxi, Christian et Adrian — un ex-chauffeur du tyran Jorge R. Videla, chef de la dictature militaire — leur a tiré dessus dans le bar qu'il surveillait. Voyant à la télévision les images des manifestants qui tabassaient les flics la nuit

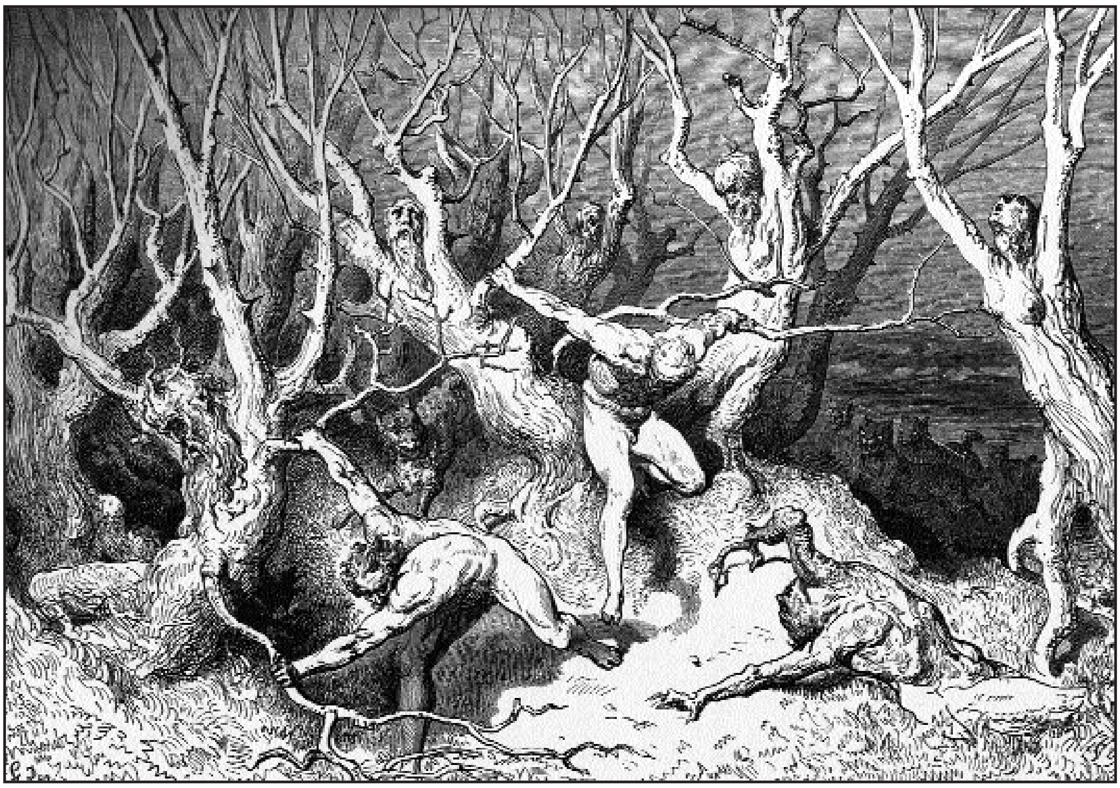
précédente, les trois jeunes les ont commenté avec satisfaction : "*cette fois, ça leur arrive à eux*". Le boucher-flic Belastiqui les a mitraillé sur place puis les a traîné à l'extérieur, laissant un couteau près des corps pour déclarer être intervenu contre une tentative de braquage. Les habitants de la Floresta (le nom du quartier) ont tenté de le lyncher, engageant une nouvelle bataille rangée dans tout le quartier. Ils ont décidé de manifester tous les samedis jusqu'à obtenir la fermeture définitive du commissariat de la zone. Les trois jeunes avaient entre 23 et 25 ans.

Le président Rodriguez Saà avait promis l'impossible en sept jours. Il a rencontré tout le spectre politique, de gauche à droite, y compris les *piqueteros* (qui bloquent les rues et les grosses artères commerciales, surtout dans les régions de Salta, Jujuy, Corrientes et sont depuis des années au coeur des manifestations et de la répression armée de l'Etat argentin), les syndicalistes de la CGT, ceux du Courant classiste combattant (CCC, maoïstes) et les *Madres de plaza de Mayo* de Hebe de Bonafini. Mais cette tentative de collusion s'est désintégrée lorsqu'il a perdu le soutien à l'intérieur de son propre parti. Saà a dû démissionner dès le 29. C'est Duhalde, répresseur fameux et autoritaire de la première heure, péroniste, narco-trafiquant..., qui a pris la succession. A l'annonce de cette nomination la nuit du 1er janvier, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues en quelques minutes, rejoignant la place du Congrès et reprenant la plaza de Mayo.

Ce *cacerolazo*, qui a duré jusqu'à trois heures du matin, est resté pacifique vu le déploiement policier devant les deux palais du gouvernement. Les médias ont complètement passé sous silence ce rassemblement énorme et spontané qui a suivi de quelques minutes la nomination de Duhalde.

La situation actuelle reste explosive. La "base" a dépassé ses propres dirigeants (qui se repentent certainement aujourd'hui d'avoir aiguillé les premiers saccages). Les politiciens, dirigeants syndicaux ou patrons ont perdu tout prestige en Argentine. Les gens chantent : "*Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste aucun*". "*Si esto no es el pueblo, el pueblo donde està ?*", "*Sin politicias, sin militares vamos a vivir mejor*" ["Si nous ne sommes pas le peuple, alors où est le peuple ?", "Nous vivrons mieux sans politiciens et sans militaires"].

Traduit d'une lettre publiée par le journal italien
Terra selvaggia n°10, mars 2002



Dévastations la nuit du 10 janvier à Buenos Aires

LA FETE CONTINUE

AUJOURD'HUI **10** JANVIER, environ 5000 personnes ont manifesté de la Plaza de Mayo jusqu'au tribunal, l'encerclant quelques heures et manifestant contre la Cour suprême et sa complicité avec le pouvoir.Le détachement de militaires qui défendait l'édifice était en état de siège.

En soirée, les gens sont redescendus dans la rue dans presque toute la capitale ainsi que dans la province de Buenos Aires.

Vers 10h30, à chaque croisement, ils affluaient en tapant sur les casseroles ("*cacerolazo*") avec tous objets faisant un maximum de bruit. En peu de temps, une marée humaine commençait à parcourir les grandes avenues du centre. Aux alentours de la Plaza de Mayo, ils réclamaient la tête d'un autre président jusqu'au portail de sa demeure. Cette fois-ci, la police ne s'y attendait pas. Il n'y avait pas les barrières de sécurité habituelles qui isolent la *Casa Rosada* sur une bonne cinquantaine de mètres... Les gens ont été jusqu'au portail en faisant un bruit incroyable, grisés par leur propre fête, émus et stupéfaits d'eux-mêmes. Ils fêtaient leur joie !

Mais après deux heures d'affilée, Duhalde était si fatigué de tant de bruit, qu'il a lancé ses sbires pour faire place nette.

Tout d'un coup, les lacrymogènes, des tirs et des charges. Les gens se dispersent à la va-vite dans les trois grandes rues qui mènent vers l'avenue 9 de Julio. La fête commence. Au début timidement, ensuite le nombre de personnes augmente et elles commencent à s'occuper des banques, des Mc Donald's, des bureaux administratifs trouvés le long du chemin. Quelqu'un monte sur le clocher de la cathédrale, fait sonner les cloches puis y met le feu. L'avenue Callao se remplit de manifestants qui ont été chargés Plaza Congreso. A la hauteur de l'avenue Corrientes se réunit une nuée de jeunes "casseurs" encagoulés qui, au milieu de gens de tous âges, attaquent systématiquement tout ce qui leur tombe sous la main.

Ils agissent contre tous les symboles du Capital, ne laissant intact aucune banque ou Mc Donald's, rentrant à l'intérieur et brûlant tout ce qui s'y trouve. Dans le reste du centre-ville, ils saccagent et mettent aussi le feu. Dans des zones plus périphériques, d'autres gens brûlent des voitures pour faire des barricades, les festivités continuent avec le saccage de tous ces symboles. Tout autour du Congrès, les sbires commencent leur chasse jusqu'à l'avenue Cordoba vers le nord et par l'avenue Entre Rios vers le sud.

Sur l'avenue Cordoba arrivent des véhicules de police grillagés avec les portières ouvertes et la pointe d'un fusil qui dépasse. Ils sont guidés par les projecteurs des hélicoptères qui suivent les groupuscules qui se dispersent après les dévastations, puis ils commencent à tirer comme des lapins, dans le dos, les gens qui détalent aussi vite qu'ils le peuvent.

Il est déjà 5h du matin et chaque coin de Buenos Aires brûle alors que les patrouilles circulent à la recherche des victimes. Les médias disparaissent. Il n'y a aucune image à la télé sinon celle du "calme" deux heures après. Dans les kiosques apparaissent les unes des quotidiens qui annoncent les affrontements, les arrestations et les blessés. Mais radios et télés ont aujourd'hui encore à peine diffusé quelques images des destructions, accompagnées d'interviews de soi-disant usagers fâchés d'avoir trouvé leurs banques hors d'état de nuire dans toute la ville.

Pendant qu'on s'éloignait, tout le monde se donnait rendez-vous pour le lendemain "*parce que nous devons revenir demain, après-demain, etc...*". Qui sait ce qui se passera... Nous n'avons pas de nouvelles précises sur le nombre de détenus et de blessés du cours de la nuit. Nous sommes seulement au courant de trois personnes arrêtées alors qu'elles volaient dans un kiosque, et d'une autre arrêtée dans une banque.

Quelques enragés de Buenos Aires

Traduit d'une lettre publiée par le journal italien
Terra selvaggia n°10, mars 2002



Le maton et les agonies

Ses sens et ses nerfs se tendent. Sa réaction dépasse la raison. Il serre les dents et les poings. Dans ses yeux brillants de haine et jusqu'au bout de ses ongles, on entend monter ce cri plein de colère : "*Basta !*". En l'espace d'une seconde, la violence latente se fait colossale. Dans une énorme explosion, le poing vient s'écraser sur la face moqueuse et arrogante du maton imposant. C'est le début de la fin. La joue s'est lassée des gifles et a fini par se rebeller contre le poing oppresseur. Cette action directe a déchaîné les énergies étouffées depuis longtemps. La violence a répondu à la violence. "*Ce n'est pas celui qui se défend qui est violent, mais celui qui l'oblige à se défendre. L'assassin est celui qui place les autres face au terrible choix de tuer ou de mourir*".

La réponse de "la loi et de la justice" ne se fait pas attendre, les bourreaux sont toujours prêts à réprimer. Le rebelle est traîné par les cheveux et ceux-ci s'arrachent les uns après les autres sous le poids de son corps. Le couloir semble interminable et la brutalité des coups de pieds annonce la tourmente qui va déferler sur lui. Ils vont lui faire payer l'insolence commise, les intérêts en prime. La cellule obscure et humide dans laquelle on l'emmène incarne toutes les agonies passées. Ce sont ses victimes qui ont gravé leur nom sur ses murs et les voilà maintenant qui l'observent comme d'uniques témoins silencieux. Sous l'effet de l'impuissance et du désespoir, les menottes serrent et font saigner les poignets. Cet instrument de torture a précisément été conçu pour pénétrer dans la chair face à tout type de résistance. Redoublant d'énergie, les cinq représentants de l'autorité commencent à appliquer leur "vaillante justice". Ces infatigables pompiers tentent d'éteindre l'incendie, faisant pleuvoir sans aucune pitié les coups sur le corps épuisé, chancelant et sans défense, de leur victime. Presque inerte, il tombe dans sa flaque de sang. Jusqu'à ce qu'il pousse l'ultime soupir, des coups, résonnant à ses oreilles comme le tonnerre, continuent à s'abattre sur lui. Enfin, privé de force et de raison, il finit par sombrer dans l'inconscience, et vient le silence...



C'est le prix à payer quand on est en prison : en une seconde on perd la liberté, et passent les heures, les jours, les années...

Les châtiments physiques et psychologiques viennent se graver dans la mémoire du corps. On retient sa respiration et on s'éloigne chaque jour davantage de la lumière, jusqu'à s'éteindre définitivement. C'est l'agonie, l'incarcération, c'est la mort dans la vie. De mélancoliques envies de suicide qu'alimente la tristesse, tant de solitude entre ces murs, sans liberté, sans amour et sans vie. Tout est en train de sombrer mais le cœur, lui, s'affirme et résiste.

Les voix qui irradient d'autorité viennent augmenter la peine, la peine et les tortures, mais aucune trace de culpabilité ne s'y ajoutera jamais.

Dans le tombeau obscur et froid que l'on nomme cellule, un rayon de soleil passe par la minuscule fenêtre, dessinant sur le sol une ombre en forme de grilles. Au-delà, il y a l'extérieur et la macabre réalité, pas si différente de celle que l'on subit en prison.

Dehors, l'essaim humain se promène, marche à pas redoublé ou au pas de course. On dirait des fourmis terrorisées et routinières qui se trouvent toujours du côté du silence complice. Lorsqu'il leur arrive de parler, leurs commentaires révèlent leurs pensées profondes : "*le système pénitentiaire sert à sanctionner les criminels qui osent passer outre les lois de notre société. Il faudrait davantage de lois encore, des lois encore plus strictes et des peines encore plus lourdes contre les inadaptés*". Ces ignorants prétendent que la prison a pour fonction de faire justice et cela n'a rien d'étonnant, puisqu'ils n'ont aucune idée de la signification du mot "justice". Mais chaque jour, certains se rebellent contre ceux qui génèrent ces agonies et prônent la mort carcérale.

Les pleurs des enfants résonnent dans les moindres recoins du monde. C'est le règne du désespoir, de la panique et de l'abjection que provoque cette vie de terreur. J'ose à peine imaginer le funeste chemin, jonché de déserts et de tombes, sur lequel s'engage l'humanité. Les cœurs pleins du désir de liberté et d'égalité se désolent de cette vile réalité.

De l'autre côté des barreaux, les clefs dans les mains, le maton, le bourreau, l'exécuteur de "la loi et la justice" et le symbole de l'autorité observe en souriant...

Mais le cœur s'affirme, résiste et toujours se rebelle.

Vilchesz
Libertad n°22,
décembre 2001-janvier 2002

"*Notre mode de vie actuel n'est pas tenable. Les modes de consommation existants détruisent la nature qui nous donne la vie. Il est donc nécessaire que les gouvernements changent de politique et de gestion. Il n'y a pas aujourd'hui de modèle économique raisonnable qui prenne en compte la manière dont on nourrira et on transportera la population dans le futur, dont seront produits énergie, biens et services. Il n'existe aucun plan de gestion de la santé publique possible dans un système de développement durable*".

TELLES SONT LES CONCLUSIONS auxquelles sont parvenus les spécialistes de la santé environnementale qui dressent ce sombre tableau et se lamentent de ne pas voir exaucés leurs vœux de changement, sans pour autant sortir de la logique de ce système.

Les écologistes et les humanitaires ont servi à canaliser les révoltes en les axant sur des causes désespérées, hors de tout changement révolutionnaire global. Les Verts ont profité de ce filon pour émerger au cours du renouvellement des forces "progressistes", tout en soutenant le statu quo, baleine de plus ou de moins.

Dans une Argentine où une partie de la classe moyenne se retrouve dans la situation historiquement réservée aux pauvres (qui représentent aujourd'hui plus de 14 millions de personnes), un sentiment de vide et de déroute prédomine. Les personnes qui, par leur vote et leurs casseroles aussi pleines que bien gardées, ont maintenu au pouvoir ceux-là mêmes qui produisent cette réalité, savent à présent que ni la démocratie ni la dictature ne mettront fin à ces maux. Seulement, l'idée même de tenter quelque chose hors de ce système les terrorise et les paralyse. C'est la raison pour laquelle ils misent sur le premier "cheval" qui leur promet la sécurité et leurs dollars. Aujourd'hui ils sont pour *Caritas* (que faut il avoir dans la tête pour soutenir une telle misère !), demain ce pourra être le tour de *Seineldin*[1], et pourquoi pas de la gauche engagée ? Ce "sauve ton prochain" prôné avec tant de ferveur par l'Eglise, tout comme le "chacun pour soi" pratiqué depuis des siècles, permet à ce chaos organisé par les autorités et les religions de régner sous toutes les latitudes.

Les chiffres que donnent les agences gouvernementales (ou non) le confirment. Mais ce n'est pas une simple question quantitative, et les statistiques restent impuissantes à expliquer une manière d'agir. Qualitativement, il n'y a pas de solution possible à l'intérieur de ce système et nombreux sont ceux qui, dans les classes dominantes ou dominées, le savent et agissent en conséquence.

La guerre sociale se poursuit depuis des milliers d'années. L'anarchisme réitère sa proposition d'en finir avec ceux qui tirent profit de la pauvreté et de construire de nouvelles relations entre les individuEs, fondées sur la réciprocité, la solidarité et la recherche consentie du bien commun. L'unique possibilité de libération humaine et d'intégration écologique à l'environnement consiste à se montrer implacables vis à vis de ceux qui font des bénéfices sur le sacrifice et l'exploitation d'autres individus et de la "nature".

Tous les indicateurs montrent que la situation empire dans le monde entier (avec ou sans *corralito*).

— Sur 6000 millions d'habitants sur terre, 900 millions de privilégiés utilisent 80% des ressources produites et produisent plus de 75% de la pollution totale.
— Le reste, soient 5100 millions de personnes, subsistent avec 20% des ressources en produisant 25% de la pollution mondiale.
— 1000 millions de personnes souffrent quotidiennement de la faim.
— 30 millions d'enfants meurent chaque année de faim, de malnutrition, de manque de soins ou du non-accès aux services de santé.
— 2000 millions de personnes manquent d'eau potable, ce qui provoque 25 000 morts par jour.

Chaque jour disparaissent à jamais entre 100 et 300 espèces animales ou végétales.
Chaque année disparaissent 25 000 millions de tonnes de sol fertile à cause de l'érosion et de la désertification, désastre provoqué par les pratiques agricoles intensives des multinationales.
Selon les estimations épidémiologiques, la diminution de la couche d'ozone, due aux émission de gaz aux Etats-Unis et en Europe, aura pour conséquence des millions de morts et de cancers de la peau ainsi que des changements climatiques qui engendreront à leur tour sécheresses et inondations.
100 millions de personnes vivent sous des niveaux insupportables de pollution.
100 millions de personnes n'ont pas de logement.
50 000 personnes meurent chaque jour de faim, de dénutrition ou de maladies afférentes.

La liste de ces atrocités s'allongerait encore si l'on prenait un à un chacun des paramètres économiques ou sociologiques, mais cette longue énumération a pour unique objectif d'approcher le désastre qu'est en train de vivre l'humanité. Les chiffres ne manquent donc pas pour se sentir le droit de détruire les institutions qui dirigent le monde et soutenir toute pratique qui réponde à la violence étatique.

Impossible de rester neutre, de ne pas prendre parti. Que l'on agisse ou pas, on intervient dans cette société mondiale moralement et politiquement dégradée. L'argent et la technologie sophistiquée qu'ils possèdent révèlent encore le degré de cynisme, d'hypocrisie et d'égoïsme de cette société. Les critères d'accumulation matérielle et spirituelle qu'ils utilisent reflètent la misère de leur pensée et l'inutilité de leur présence sur terre.

M.G.
La Protesta n°8218, février-mars 2002

1.Seineldin, colonel tortionnaire sous la dictature militaire, vient d'être amnistié par Kirchner, en même temps que Gorriagan, leader de la guerilla d'extrême-gauche.

Chronique de milliers de personnes

J'ai douté, réfléchi, pesé le pour et le contre, jusqu'à ce que je réalise que je ne pouvais pas manquer cela, que la révolte et la spontanéité s'étaient emparées des rues.

Fatigué par une journée de travail et préoccupé par l'annonce des morts, je suis arrivé au centre-ville, et, là, j'ai trouvé des tourmentes noires agitant les airs, des tourbillons de feu, de révolte, de ciment. J'arrivais dans un parfait chaos, une véritable "anarchie" qui aussitôt bouleversa mes pensées.

Les gens érigeaient des barricades par dizaines sans se laisser effrayer par les balles ou les gaz qui, pourtant, ne diminuaient pas d'intensité. En quelques minutes, ce 20 décembre, je suis passé de mes interrogations quant à ma participation à la confrontation directe avec l'Etat et ses milliers de flics qui cherchaient à nous tuer.

Entre allées et venues, courses et affrontements, j'ai perdu mes compagnons et me suis retrouvé seul. Toujours immergé dans cette immense vague de solidarité, je me suis mis à leur recherche.

Un moment après, poussé par les circonstances, je me suis retrouvé face à un groupe de policiers complètement acculés. Le feu ne cessait de croître, la colère contenue se déchaînait et ne reculait ni devant les gaz, ni devant le plomb.

Tout était désordre, tout était "anarchie" et moi, au milieu de l'avenue 9 de Julio, je n'arrivais toujours pas à comprendre ce qui se passait. A un moment, j'ai entendu quelqu'un crier "*attention, les civils arrivent !*" et nous avons vu approcher une camionnette et deux voitures. Elles ont été accueillies par une dégelée de pierres. Une portière s'est ouverte et un 9 mm en est sorti, il a commencé à faire feu. Le silence s'est abattu. Instinctivement, j'ai fait demi-tour et j'ai commencé à courir. On n'entendait plus que des bruits de tirs, de gaz et de balles en caoutchouc, mais un nouveau son est venu s'y ajouter, celui que produisaient les 9 mm. Ils utilisaient des balles de plomb et nous ont obligé à reculer.

Dès lors, trois possibilités s'offraient à nous : continuer en avant, partir à gauche ou bien à droite. Sur ma droite un kiosque à journaux présentait une excellente cachette. Je ne sais pas pourquoi je n'ai pas choisi cet abri tentant, mais je n'y suis pas allé. J'ai continué vers l'avant, presque sans raison.

C'est à l'instant suivant que le changement qui avait commencé à s'opérer en moi s'est achevé. A ma droite, à l'endroit même qui m'était apparu comme idéal pour me protéger des balles, un jeune est tombé à genoux, à un mètre de moi. Il se tenait le cou. Le sang n'arrêtait pas de couler et nous avons pu voir en nous rapprochant de lui qu'il avait aussi été touché à l'épaule. Nous l'avons soulevé pour le poser sur une moto qui l'a emmené à l'hôpital. J'ai appris plus tard qu'il était mort.

A ce moment là, j'ai compris que j'aurais pu moi aussi périr sous les balles, si j'avais simplement couru vers la droite. Il ne me restait qu'une alternative : fuir ou continuer. J'ai d'emblée écarté la première possibilité. La révolte continuait, je n'avais pas retrouvé mes compagnons, rien n'était encore terminé. De l'une des nombreuses fenêtres d'où on nous aidait en balançant de l'eau ou divers objets sur les flics, quelqu'un a crié que le président avait démissionné. Mais tout le monde s'en foutait, il ne s'agissait pas d'en virer un pour en mettre un autre à sa place. Une clameur s'est levée : "*qu'ils se barrent tous !*".

Les choses devenaient de plus en plus claires : les forces répressives, l'Etat ne voulaient pas nous voir ici, ils refusaient et refusent encore notre existence parce qu'ils n'acceptent pas qu'on leur résiste. Ils avaient proclamé l'état de siège et les gens faisaient à présent le siège de l'Etat. La solidarité et la révolte s'étaient "anarchiquement" emparées des rues et nous nous trouvions là, confrontés à tous et à tout.

La ville nous appartenait. La destruction et le chaos avançaient, remettant tout en ordre. Le paysage était aussi violent que magnifique, avec les gens dans la rue qui rejetaient l'autorité.

La nuit est tombée mais sans calmer les ardeurs. Les pillages continuaient malgré la force de la répression. Après la nuit sont venues les questions. Qui avions nous aidé ? Qui étaient les instigateurs ? Qu'y avait-il derrière tout cela ?

Evidemment, nous avions servi de chair à canon. Evidemment, différentes factions du pouvoir s'étaient livrées une guerre de palais. Evidemment, l'une de ces factions était parvenue à prendre le trône. Mais de toute évidence, la perception des gens aussi avait changé. Ils ne considèrent plus l'Etat et la police de la même manière et surtout, l'expérience de la solidarité et de la révolte qu'ils ont faite leur a montré qu'il est possible d'affronter l'autorité, voire même de la détruire. Nous avons aussi vu que, pour ce faire, nous n'avons pas besoin que l'on nous donne des ordres.

Impossible de parler de victoire ou de défaite. Le capitalisme perdure, l'autorité subsiste, il y a eu des morts, l'Etat et le pouvoir continuent à nous assiéger. Pourtant, rien n'est plus pareil. Le calme est relatif et la révolte latente.

Lionel
Libertad n°23, mai-juin 2002

Mensonge...

El Indio Solari a écrit dans une de ses chansons "*la violence est un mensonge*" et, bien qu'il ne soit qu'un marchand de musique, on peut reconnaître qu'il avait raison sur ce point. Pour parler de violence, il reste indispensable d'évoquer non seulement celle qu'a vécue notre société à la fin de l'année dernière et les mois qui ont suivi, mais aussi celle qui perdure aujourd'hui.

La violence la plus féroce que l'homme ait jamais produite s'incarne dans l'Etat. Ce supposé "ordre naturel" n'est en fait qu'une conjonction de coercitions et de forces, un immense mensonge.

Etat et gouvernement vont tous deux à l'encontre de l'idéal anarchiste. L'Etat nécessite quelqu'un qui commande, et il va de soi que tout gouvernant sera un tyran, quelle que soit sa "bonne volonté" personnelle. C'est pourquoi un anarchiste ne sera jamais d'accord avec quiconque souhaite s'organiser dans le cadre d'un Etat, quelle que soit la forme qu'il veuille lui donner.

Mais ne nous perdons pas en digression. Lorsque beaucoup qualifient d'acte violent le fait de casser ou d'endommager des biens, d'attaquer physiquement ou verbalement des personnes, ils omettent volontairement une forme de violence bien plus brutale. Cette violence porte le nom de mensonge .

A quoi suis-je en train de faire allusion ? Au mensonge qui consiste à dire qu'il faut travailler pour vivre et que si tu ne consacres pas la majeure partie de ton temps et de ton existence au travail, c'est que tu n'es qu'un parasite qui mérite la disgrâce et de mourir de faim. Je pense aussi au mensonge qui voudrait nous faire accroire que nous avons besoin que quelqu'un commande pour nous organiser, et selon lequel l'Etat et ses forces répressives seraient nécessaires. Autres grands mensonges : les gouvernements travailleraient pour celles et ceux qu'ils représentent, exprimant leurs opinions et leurs désirs ; l'école et les institutions éducatives aspireraient à former des individuEs libres et cultivés (on en oublierait presque que ce sont des entreprises de formation mercantiles qui fournissent la chair aux usines). Dernière grande illusion : la liberté de consommer ce que l'on veut, elle aussi paramétrée par le capitalisme.

Ainsi des milliers d'autres mensonges se répandent encore, à propos des partis, de l'écologie, de la sécurité sociale, de l'emploi, de la médecine marchande. Tous ces mensonges relèvent d'une pure violence, mais dissimulée.

Pourquoi pense-t-on uniquement, lorsqu'on parle de violence, au fait de casser ou d'insulter et non à celle qu'exerce l'Etat de manière quotidienne, que ses affaires aillent bien ou mal ? La coercition n'est-elle pas violence ? Eh bien, l'Etat est par essence coercitif. Il te faudra finir par entrer dans le rang de gré ou de force. Si tu ne l'acceptes pas, tu signes ton arrêt de mort.

La violence, c'est l'enfermement, la condamnation, les limites arbitraires que d'autres imposent à ton être. Cette société répressive est violente et violentes sont aussi nos envies de tout détruire, pour construire des liens et des formes différentes. C'est aussi faire violence que refuser la violence qui accompagne les désirs sauvages de se libérer et sert la libération. Violent est le statu quo de cette paix sociale.

Ce n'est pas "mal" que de tout dévaster dans un accès de rage quand, jour après jour, ils dévastent ton existence. Ce n'est pas "mal" que de détruire pour construire quelque chose de nouveau. Ce n'est pas "mal" d'être complètement écœuré et de le manifester en cassant tout ce qui nous entoure. Ce n'est pas "mal" ; au contraire, c'est tout ce qu'il y a de plus normal et de naturel. Mais tout ceci est passé sous silence, à tel point que cela en devient de l'hypocrisie, une nouvelle violence.

(a)
Libertad n°23, mai-juin 2002



A propos des assemblées de quartier

Nous vivons dans un pays que nous n'aurions pu imaginer il y a à peine une centaine de jours. Ce n'est pas tant que la situation ait empiré —en réalité la misère ne date pas d'aujourd'hui—, mais nous sommes en train d'assister à un changement de perception du passé comme du présent. Pire même, personne ne semble s'imaginer de futur possible. Ce changement de perception a généré de nouvelles représentations de nous-mêmes et de nouvelles attitudes face à la réalité. Les *cacerolazos* et les assemblées populaires ont été et continuent d'être, après la chute de De La Rua, l'une des réponses que les gens ont apportées. Bien sûr, les partis politiques, de gauche comme de droite, ont essayé d'en profiter pour apporter de l'eau à leur moulin, mais en réalité, ils ont dû à chaque fois se greffer sur des mobilisations spontanées. Jamais, ils n'en ont été les moteurs ni les organisateurs.

Des dizaines d'assemblées et de *cacerolazos* plus tard, le niveau de participation diminue quantitativement et qualitativement. Difficile de savoir si cette baisse de participation des secteurs populaires n'est que momentanée, ou si elle exprime un désintérêt ou une déception toujours plus grands. Mais à l'évidence, la spontanéité, l'enthousiasme et l'élan initial ont en grande partie disparu. Les partis de gauche, dont il faut rappeler l'insignifiante et triste implication au cours des événements des 19 et 20 décembre, ont pris possession de l'assemblée interbarriale [inter-quartiers], privant progressivement les “voisins” de leur espace de discussion. Ils parlent d'organisation, de coordination, “d'élections immédiates”, de nationalisation des banques... : autant de mots d'ordre qui viennent se mêler aux décisions prises en assemblées locales.



Leur méthode est bien connue : ils remplissent les assemblées de leurs militants, saturent les tours de parole et répètent sans cesse les mêmes slogans ressassés et vides de sens. Après des heures de discours préfabriqués, l'assemblée interbarriale (qui a en général lieu au *Parque Centenario*) finit par voter, à la file et par dizaines, consignes et motions de soutien ou de condamnation. Des mots, rien que des mots. Et il est toujours question de s'organiser, comme si les assemblées n'étaient pas elles-mêmes des formes d'organisation, et l'endroit par excellence où peut s'exprimer le peuple. Les propositions d' “unification“ affluent, alors que l'aspect le plus intéressant des assemblées de quartier était précisément leur diversité, leur créativité et leur spontanéité. Cette politique qui vise à réduire toute spontanéité et “désorganisation” s'est entre autre traduite par l'instauration d'un *cacerolazo* tous les vendredis. Lorsqu'eurent lieu les premiers *cacerolazos*, il fallait être attentif : on ne savait pas quand ils commençaient —parfois pas davantage pourquoi— et encore moins comment ils se termineraient. La participation populaire y était massive. Maintenant qu'ils sont prévus à l'avance et si bien organisés, ils rassemblent à peine quelques centaines de militants, incapables de mettre un minimum de désordre, ni même de salir la rue. Tout est bien ordonné et rien n'est laissé au hasard.

Dans les assemblées de quartier —à la différence de l'interbarriale— les “voisins” continuent à poser leurs problèmes quotidiens ; ils se connaissent et parlent de leur réalité concrète. On peut encore y trouver l'esprit solidaire qui anime un grand nombre de participantEs. Les assemblées discutent par exemple de l'expulsion de telle ou telle famille qui ne peut pas payer le loyer, de problèmes d'approvisionnement, de manque d'aliments au *comedor infantil* ou à l'école, et les voisins se montrent solidaires en aidant comme ils le peuvent. Ils sont parfaitement conscients que s'ils ne le font pas, ni les autorités, ni le gouvernement ne le feront à leur place.

C'est toute la différence entre les assemblées de quartier et l'assemblée interbarriale, beaucoup plus accessible aux professionnels de la politique. Dans cette dernière, on se contente de voter des mots d'ordre, alors que les autres posent des problèmes, en discutent et agissent.

Quelle tristesse de constater cette évolution, cette dénaturation du fait des démagogues de gauche comme de droite : ils veulent transformer de vraies assemblées et les pratiques d'autogestion de celles et ceux qui ont fait partir les dirigeants en “école des dirigeants de demain”, une école de futurs bureaucrates et d'opportunistes. Tant que les assemblées de quartier ne délégueront pas leur capacité de décision et d'action à des organes ou des volontés qui ne sont pas les leurs, toutes ces manœuvres et manipulations resteront vaines, et ces opportunistes connaîtront le même sort que le reste de la classe politique de laquelle seul le discours les sépare : ils ne gagneront que le mépris populaire.

Lobison
Libertad n° 23, mai-juin 2002

Les Malouines sont... [1]

Nous vivons des temps de confusion idéologique marqués par le nivellement des idées et la fin des convictions. Aussi, bien que certains considèrent cela comme une évidence, sommes-nous contraints de répéter une fois encore que nous, les anarchistes, ne sommes pas patriotes. Nous ne défendons pas le concept de patrie, qui accorde une valeur particulière à une nation, à ses institutions et ses symboles, et donc à un Etat. Certains affirment que “la patrie est le territoire de l'enfance”, mais nous refusons d'utiliser ce terme, même dans ce sens. Nous pouvons certes comprendre l'attachement aux coutumes et aux odeurs de telle ou telle région et la sympathie que l'on peut ressentir “à priori” pour celles et ceux qui jouissent ou souffrent dans un environnement semblable au nôtre. Pour autant, cela ne nous éloigne pas de celles et ceux qui connaissent d'autres attachements et coutumes, mais n'en éprouvent pas moins des jouissances et des souffrances similaires aux nôtres. Ce n'est pas cette patrie étatique qui nous donne une identité. Nous ne nous reconnaissons dans aucune patrie. Celle-ci n'existe pas pour nous.

L'histoire des Malouines, nous amène à poser la question des causes des guerres dans le système capitaliste et des sentiments populaires qu'elles provoquent.

“La guerre est inévitable” : telle est la manière dont la présentent les dirigeants et la presse toujours complice. Ils parlent de situation sans issue, prétendent qu'ils aimeraient l'éviter mais que c'est chose impossible de par l'attitude de l'ennemi occasionnel. Mais il suffit de mettre à jour la logique du capitalisme et de ses systèmes démocratiques pour comprendre que pour eux la guerre est définitivement un mal nécessaire.

Le but de toute entreprise est de faire de l'argent. Elles doivent pour ce faire vendre leurs produits aux consommateurs, qui permettent à la roue du profit et de l'exploitation de continuer à tourner. Lorsque les acheteurs d'un pays ne suffisent plus à satisfaire l'avidité des entrepreneurs, ceux-ci commencent à exporter leurs marchandises vers d'autres régions, marchandises qui entrent alors en compétition avec les produits “étrangers”. Pour ce faire, tous les moyens sont bons et, sous couvert de défendre des intérêts transnationaux, certains Etats imposent leurs conditions à d'autres, plus faibles. Ces derniers, dont le but est également de conquérir et d'opprimer (car tout Etat est impérialiste), devront se soumettre aux exigences des émissaires du pouvoir le plus fort ou s'attendre à une intervention militaire.

Nous savons que certaines guerres s'appuient aussi sur des motifs religieux, ethniques et culturels, mais toutes ont pour but de maintenir les profits, les privilèges et les bénéfices de la classe dominante. L'industrie de guerre est, avec celle des drogues (légales ou non), celle qui mobilise les plus grandes masses financières au monde et cette industrie a besoin d'écouler sa production de munitions, de missiles etc.… Pas de guerre, pas de commerce. Aussi a-t-on pu dénombrer au cours des dix dernières années 200 conflits qui ont pour conséquences un nombre croissant de morts civils (deux millions d'enfants tués ou mutilés) et de réfugiés, ainsi que l'exploitation totale de millions de personnes.

Les dépenses militaires des Etats Unis représentent un montant total de 276,7 mille millions de dollars par an (le maximum de toute l'histoire de l'humanité), celles de l'Europe s'élèvent à 180 mille millions de dollars, et celles du Mercosur à 20 millions de dollars. Si nous ramenons ces dépenses à la population de chacune de ces régions, nous constatons qu'aux Etats-Unis (278 millions de personnes), chaque yankee dépense (ou investit) quelques 997 dollars par an dans les armes, la somme se monte à 485 dollars pour les Européens et, pour les habitants du Mercosur, à 85 dollars.

Nous connaissons les grandes puissances mondiales et leurs mobiles. C'est pourquoi, il est impossible de penser la paix à l'intérieur du système capitaliste tant que subsistent les Etats. Les pacifistes (qui ont rarement le ventre vide), qui nous proposent de rester assis les bras croisés en attendant qu'un tank nous écrase, sont des idiots ou des criminels.

Ceux qui détiennent le pouvoir et l'information savent bien que s'ils demandaient aux gens du peuple de leur donner leurs enfants pour faire une guerre qui leur permette de sauvegarder leurs intérêts, leurs privilèges et leurs profits, ils n’essuieraient que moqueries et un refus de participer à une entreprise aussi stupide. La sincérité n'étant pas le propre de cette engeance, leur discours utilise donc des artifices tels que la défense du drapeau, l'honneur de la patrie, le courage du peuple et le souvenir de ceux qui sont tombés au cours des guerres précédentes. On invoque les sentiments nationalistes et patriotiques d’une population que l'on parvient à enflammer grâce à un matraquage médiatique systématique. Et les gens finissent par se laisser mener (la plupart du temps de leur plein gré) à une guerre contre l'ennemi de telle ou telle nation, ou contre ces subversifs qui vont à l'encontre de leurs “convictions”.
Les oppresseurs peuvent rire, tandis que ce sont toujours les mêmes qui pleurent, les opprimés du monde entier.

La guerre des Malouines est un thème récurrent et d'actualité, aujourd'hui que l'on célèbre son vingtième anniversaire. J'ai encore en mémoire ce matin du 2 avril 1982, lorsque l'annonce de l'invasion m'a réveillé, et la tristesse qui m'a envahi car j'avais l'intuition, la certitude de cette catastrophe imminente. Je me rappelle que j'avais le même âge que ceux que l'on envoyait combattre, que j'ai suivi l'évolution des événements au jour le jour en écoutant les radios argentines insupportables (impossible d'oublier la progressiste Magdalena Ruiz Guinazu), et *Radio Colonia* qui diffusait les infos de la BBC en racontant une toute autre histoire. Je me souviens aussi de tous ces musiciens, modernes et anciens, qui ont commencé à se faire des thunes avec un rock national, forcément officiel. Ce n'était même pas une trahison, car ils ont finalement toujours été du côté des flics et des exploiteurs, par vocation ou par opportunisme. Et puis il y avait tous ces gens sur la place de Mai et Galtieri [2], échauffé par la ferveur populaire… Si la place n’avait pas été si pleine, l'armée n'aurait probablement pas envoyé tant de troupes, et peut être le conflit se serait-il conclu sur un quelconque accord diplomatique. Enfin, n'oublions pas les collectes qu'organisaient Pinky et Santo Biasatti à la télé. Que d'arnaques ! Quelle bande de misérables criminels !

Et la Gauche (j'ai été à ces réunions et je m'en suis fait systématiquement expulsé) qui appelait à se porter volontaire, sous prétexte que l'ennemi était l'impérialisme. L'argument ultime des trotskistes consistait à vouloir gagner les militaires à leur cause, à présent que les Yankees les avaient trahis. Ils parlaient de contexte favorable, et sont allés jusqu'à accepter l’aide qu'apportait l'Union soviétique aux forces armées argentines (autre couleuvre à

avaler de la part du grand ennemi). Quant aux communistes, ils bombaient le torse d'orgueil à l'idée de constituer une union civique et militaire et de participer enfin au pouvoir d'Etat.

Sont-ils des traîtres ? Non, car ils n'ont jamais été et ne seront jamais du coté des opprimés. S'ils ont véritablement trahi leurs militants morts ou disparus ainsi que leurs convictions, ils sont restés fidèles à l'idéologie du socialisme d'Etat et du pragmatisme. “La fin justifie les moyens”, voilà la devise de ces dirigeants et de nombreux militants aspirants-chefs. “L'ennemi de mon ennemi est mon ami” : cette définition abrupte et magistrale témoigne de la pensée qui avait alors cours et que l'on a vue resurgir ces jours derniers dans les assemblées de quartiers.

Ils affirment aujourd'hui que ce fut une guerre absurde, ils accusent les militaires d'avoir envoyé à la mort des centaines de jeunes mal armés, sous-alimentés, et de n'avoir pas réalisé l'unité entre les différentes factions des forces armées. Ils lâchent aujourd'hui ceux qu'ils soutenaient hier, et dénoncent ceux qui, comme eux, ont été abusés dont les convictions sont passées à la trappe des militaires. Ils accusent parce que la guerre a été perdue, mais leurs idées et intentions sont claires : si les troupes avaient été préparées, si les chocolats étaient bien arrivés, la guerre n'aurait pas été absurde et les militaires tortionnaires et assassins auraient pu redorer leur blason. Seulement, on a perdu la guerre…

Dans l'Angleterre de Margaret Thatcher, marquée par une politique ultraconservatrice, la perte d'emplois et de conquêtes sociales, c'est l'image de la victoire qui prédomine, mais cela aurait pu être le contraire. Les notions de victoire et de défaite relèvent du capitalisme et de sentiments populaires fascistes qui se soldent toujours de la même manière ici et là bas. Comme d'habitude, ce sont les mêmes qui ont gagné : les fabricants d'armes, les spéculateurs de la finance, les commerçants, les entrepreneurs étrangers ou nationaux, ceux qui vendent plus de journaux, de livres d'investigation ou d'idées alternatives, ceux qui maintiennent les privilèges, Dieu qui a combattu sur les deux fronts… Et ici comme là bas, les perdants restent également les mêmes : les jeunes morts au combat ou estropiés, les plus de 300 suicidés, les travailleurs étrangers ou nationaux, celles et ceux que l'on opprime pour le profit et les privilèges de quelques uns… “le patriotisme est le refuge des canailles”.

Nous suivons notre chemin de misère et endurant les souffrances que provoque ce système absurde et criminel, mais en comprendre les causes enrichit notre raison et sentir la révolte nous donne espoir.

Ils peuvent momentanément respirer tranquilles, mais par une action soutenue et continuelle, nous viendrons à bout de tant d'hypocrisie et de tant de misère, à jamais.

M.G.
La Protesta n°8219, mai-juin 2002

1.Allusion au slogan “*Les Malouines sont argentines*”, en vogue au moment de la guerre des Malouines (2 avril-15 juin 1982), et que l'on trouve encore sur de nombreux murs du sud de l'Argentine (le long de la côte d'où sont partis les marins).
2.Le général Galtieri était le militaire au pouvoir qui a lancé l'Argentine dans la guerre des Malouines.

Le 26 juin 2002, malgré l'interdiction des autorités, de nombreux groupes de chômeurs, dont ceux de la coordination Anibal Veron, décident de couper le pont Puyrredon, axe stratégique reliant la capitale à sa banlieue sud. Dans la ville d'Avellaneda, la PAF (police fédérale argentine) attaque le rassemblement, provoquant plus de 50 blesséEs par balles, de nombreuses arrestations et la mort de deux piqueteros : Dario Santillan (membre du MTD Lanus) et Maximilian Kosteki (participant au MTD Solano).

Misère, humiliation, mort…

Ce qui s'est passé au pont Puyrredon est un nouvel avertissement : celles et ceux qui essaient de relever la tête seront massacréEs. Le rouleau compresseur politico-médiatique est à l'œuvre. Les uns nous montrent en gros plan les armes des piqueteros, tandis que les autres exigent enquêtes et mises en détention, les uns focalisent sur du verre brisé et des commerçants désespérés, tandis que les autres reprennent la litanie commune aux faucons et aux colombes au pouvoir…

Lui, est resté, il s'est penché pour porter secours à un blessé. Il savait qu'ils arrivaient et il a dit aux autres de partir. D'un coup d'œil il avait tout compris : les blessés, le besoin d'aide, l'irruption des flics. Il est resté parce que ranimer un compagnon tombé faisait aussi partie de sa vie. Quand ils sont arrivés à quelques mètres de lui, les regards se sont croisés et il a certainement senti la mort que distillaient les policiers. La lutte, la résistance, le courage, la solidarité : toute une vie qui transparaît dans un geste, tandis que de l'autre côté, une vie tout entière se trouve également résumée : dans l'assassinat, la fausseté, le mensonge, la lâcheté. Lui se relève et se retourne, il veut courir et poursuivre le but qu'il s'est donné depuis qu'il est né : vivre.

L'autre voit un dos, vise et accomplit la mission que lui a assignée l'institution : tuer et soumettre. L'homme tombe et la bête continue à le chasser alors qu'il est à terre. Une balle dans le corps, il essaie de bouger. Cet homme, ils l'ont reconnu : quelques minutes auparavant, il résistait lors de la bousculade sur le pont. D'autres arrivent, ils l'insultent, ils le fouillent et le laissent étendu sur le sol. Il est vivant mais ne peut presque plus bouger. De l'artère perforée s'écoule le sang d'une vie qui s'éteint. Je veux être là, te couvrir, pincer cette artère, arrêter l'hémorragie. J'éprouve de l'amour pour ces deux hommes et ça me renforce. “*Se sentir aimé rend plus fort que se sentir fort*” (Goethe). Cela confirme ce que je pensais : ces moments définitifs nous attendent tous, sans que nous sachions quand aura lieu l'épreuve, et en nous tous brûle cette flamme, l'immense flamme qui mettra fin à l'horreur…

Un de plus disent-ils, mais c'est bien plus qu'un, plus d'un qui pleure ses morts. Au plus profond d'entre nous, cette nouvelle perte nous oblige à continuer, nous engage encore plus dans la lutte pour changer ce système, nous confirme dans nos raisons et nos sentiments. Faire honneur aux gestes de nos compagnons passe d'abord par l'engagement et la vengeance.

Un pont relie ces gestes et nos convictions, et nous le traverserons ensemble en unissant nos feux.

M.G.
La Protesta n°8220, juillet-août 2002

Compte rendu de la fête anarchiste du 1er mai (1886-2002)

(...)

Juan Pablo de la *Cruz Negra Argentina* (l'ABC de Buenos Aires) est intervenu pour expliquer le rôle de ce groupe :

La CNA est un groupe autogéré de soutien aux personnes détenues dans les centres d'extermination que le pouvoir nomme prisons.
Ce groupe cherche à établir une communication constante avec les prisonnierEs, afin que lorsqu'elles/ils réalisent un mouvement de protestation, la lutte ne demeure et ne meurt pas à l'intérieur. Nous apportons aussi notre soutien à toutes celles et tous ceux qui luttent pour faire respecter leurs droits de prisonnierEs et se révoltent contre le système pénitentiaire, car cette institution et ses personnels, comme la police, enferment, torturent et tuent celles et ceux que le pouvoir a décidé de séquestrer.

La CNA a pour principe l'abolition des prisons ainsi que de toutes les institutions autoritaires de l'Etat, et lutte donc pour la liberté de tous et toutes. Il est important d'apporter une solidarité active aux prisonnierEs en leur envoyant des lettres de soutien par exemple, car la torture psychologique et physique qui leur est administrée par les gardiens de ces centres d'extermination est mortelle.
Les prisons ne sont pas des centres de réhabilitation comme l'affirme le pouvoir. Ces lieux ne peuvent que renforcer notre haine de cette société qui, baignant dans les valeurs bourgeoises que le pouvoir inculque dès l'école, repose sur la convoitise et l'ambition plutôt que sur la solidarité avec ceux qui en ont besoin, à qui elle ferme la porte au nez.

L'anarchisme, ce sont des principes, une ligne de conduite, une vision de la vie et la conception d'une société sans gouvernement dans laquelle l'harmonie s'obtient non pas en se soumettant à la loi, ni en obéissant à l'autorité, mais par de libres accords établis entre individus et groupes.

Nous considérons qu'une société basée sur ces principes n'aura jamais besoin de prison, ni d'aucun gouvernement qui lui impose ses nécessités.

Il y a peu, en Uruguay, les prisonniers du pénitencier “Libertad” ont dit *Basta !*[1] Basta de la misère humaine vécue dans les prisons, basta de l'entassement, basta de la mort, basta des prisons ! Les prisonniers se sont mutinés pour en finir avec les conditions inhumaines dans lesquelles ils vivent à l'intérieur du pénitencier. Quelles ont été les réactions face à cela ? Leurs proches se sont également soulevés, soutenant la cause de leurs enfants, amis et compagnons qui démontraient la misère d'un système pénitentiaire dont l'unique objectif est de tuer l'individu malgré les prétendues “1000 solutions“ proposées par le gouvernement. Après avoir conquis le pénitencier, l'avoir rendu quasiment inhabitable, les prisonniers ont finalement décidé de se rendre aux autorités suite à des négociations à un accord signé. Mais nous connaissons les autorités et leur manière de faire. L'accord qui consistait à ne pas réprimer les prisonniers n'a absolument pas été respecté. Non seulement ils ont été placés à l'isolement total pour 90 jours, non seulement ils ont été battus jusqu'à plus soif, non seulement ils les ont laissé crever dans ce pénitencier où ils avaient décidé de ne plus être, mais en plus ils les ont assassinés. Depuis la mutinerie, cinq prisonniers ont été exécutés : Marcos Lemos et Milton Martinez, accusés d'être les leaders le 6 avril, Alberto Leonel Ramos le 13 avril, Gustavo Liber Gonzalez Vaz le 28 avril. Selon les déclarations du gouvernement uruguayen, tous ces prisonniers se seraient suicidés, mais on est plus qu'en droit de se demander si le gouvernement ne les a pas tués pour faire valoir son autorité. Ils étaient tous détenus au pénitencier “Libertad”.

Le dernier prisonnier en date assassiné par le gouvernement se trouvait quant à lui au ComCar (dans la banlieue de Montevideo) et on ne connaît toujours pas son identité. Quelles sont les réactions face à cela ? Le gouvernement uruguayen continue à faire ce qu'il veut, comme tous les gouvernements. Deux compagnons anarchistes, Miguel et Gerardo Gimenez, qui étaient aussi détenus à “Libertad”, ont été accusés de faire partie des “agitateurs” à l'origine de la mutinerie et ont été sauvagement torturés ; leurs parents se sont lancés dans une grève de la faim parce qu'ils ont peur pour la vie de leurs enfants. Pendant ce temps là, leurs compagnons sont toujours détenus au ComCar de Montevideo, accusés d'expropriation sur de fausses preuves, autre montage évident du gouvernement uruguayen[2]. Qu'allons nous faire face à cela ? Allons nous continuer à baisser la tête ou bien nous rebeller avec les prisonniers afin de changer cette amère réalité ? Allons nous faire le deuil de notre liberté jusqu'à la mort ?

Il y en a marre, marre de l'exploitation, marre de la faim et de la soumission ! Revendiquons les prisonniers assassinés en Uruguay, luttons pour la liberté et offrons notre soutien à tous ceux qui sont enfermés dans ces centres d'extermination !

Pour conclure, je voudrais dire que ceux qui dirigent sont les détenteurs du capital, les gouvernants n'étant que des pantins qui gèrent leurs affaires et les journalistes au seul service des différents groupes de pouvoir et de leurs intérêts. Ainsi la campagne sur la délinquance dont les médias nous bombardent chaque jour vise-t-elle à créer le consensus afin de légitimer le renforcement des corps répressifs et la militarisation de la société. Le gouvernement ne peut tolérer que la tension sociale qui existe actuellement explose, comme elle le fait parfois sainement, de manière spontanée, surprenant et débordant jusqu'aux forces de l'ordre. C'est en prévision de cela qu'ils remplissent les rues de gendarmes et de policiers.

Ils nous parlent d'insécurité et de délinquants, de prisons et de flics, ils incitent la population à adopter une mentalité policière alors que le pays tout entier, contrôlé par l'Etat argentin, est dévasté et qu'y règnent la faim, le désespoir et la mort.

SALUT ET ANARCHIE !
LIBERTE POUR TOUS !

La Protesta n°8220, juillet-août 2002

1.La mutinerie au pénitencier "Libertad " s'est produite le 1er mars 2002 et a duré près d'une semaine. Les revendications étaient l'amélioration des conditions d'hygiène et de vie, l'apport d'une aide médicale, la fin de la surpopulation et des mauvais traitements. Le pénitencier a été encerclé par l 'armée (tanks et hélicoptères) et les prisonniers se sont finalement rendus.
2. En septembre 1997, quatre compagnons anarchistes uruguayens, Miguel et Gerardo Gimenez (d'origine suédoise), Alexis Tourne et Alexander Montero ont été condamnés à 7 ans et demi de prison pour expropriation. Le 8 avril 2003, Miguel et Gerardo Gimenez ont été libérés, apparemment sur ordre de la Cour suprême. Par contre, leurs deux compagnons Alexis et Alexander sont toujours emprisonnés au ComCar. Pour plus d'informations : http://www.muchachos.cjb.net/

Franchiotti : ni fou, ni schizo, mais le meilleur flic

Santillan et Kosteki, deux vies à ne pas oublier, deux vies de plus fauchées par la politique (Etat, prison, police etc...), deux vies qui ont assumé un engagement solidaire, un engagement avec la vie. De l'autre coté, on a la mort et Franchiotti [le flic qui a assassiné les deux piqueteros cités plus haut], le meilleur des flics, d'un point de vue politique. A ce titre, il sera récompensé par tous les bourgeois, petits, moyens et grands. Car Franchiotti n'est pas un fou, un schizo, un cas isolé et incontrôlé comme aimeraient nous le faire croire les mercenaires médiatiques. Franchiotti, dans la gare d'*Avellaneda*, c'était l'Etat dans toute sa splendeur, exécutif, législatif et judiciaire. Il représentait le pouvoir, la politique contre l'individu. La politique et la mort confrontées au social qui veut vivre, qui lutte pour ne pas périr et embellit l'existence, comme Santillan, un artiste de la vie...

Et pour vivre, il faut en finir avec la politique (l'art de gouverner), en finir avec la mentalité policière, avec les Franchiotti qui ont le monopole de la force. Pour cela il faut avoir clairement en tête que tout pouvoir signifie le monopole de la force (Etat bourgeois, Etat "prolétarien", pouvoir populaire etc....). La violence comme fin, c'est la politique, et en politique il n'y a pas de place pour la solidarité, tout n'est que négociations, spéculations, ce qu'ils appellent les "possibilités".

Au lendemain de ces assassinats, la CCC et la CTA ont fait preuve d'une grande cohérence politique lorsqu'elles ont annoncé des barrages routiers symboliques de vingt minutes dans les quartiers, mais pas de mobilisation Place de Mai. Malgré les négociations de leurs dirigeants avec le gouvernement et la classe moyenne, cette mobilisation a pourtant eu lieu, sous une pluie incessante et un strict contrôle policier. Les faits parlent d'eux-mêmes. Trop de haine et de mots alors que le système emporte la vie de deux compagnons, accuse et poursuit de nombreux militants des organisations piqueteras. On prétend faire de la lutte sociale un combat politique, mais c'est en luttant que nous nous souviendrons des morts.

Salut et Révolution sociale.

Javier
Sociedad de Resistencia n°8, août-septembre 2002



Qu'ils s'en aillent tous !... Mais pas tant que cela

L'apparition des assemblées de quartier a suivi l'explosion de décembre et l'implantation et ce que l'on a appelé le "*corralito* financier". Ces assemblées qui affirment chercher une nouvelle forme de "pouvoir populaire" sont à mettre en relation avec la crise de représentativité que vit la classe moyenne depuis quelques temps déjà. A présent que le niveau d'accumulation de la haute bourgeoisie produit leur effondrement, les classes moyennes se "radicalisent". Ce processus de paupérisation les conduit à s'unir aux secteurs populaires pour trouver la "*meilleure issue pour tout le monde*". Mais elles essaient en réalité de conserver leur position à l'intérieur du système capitaliste. La classe moyenne veut redevenir "*l'orgueil et le pilier du pays*". Pour ce faire, elle sait qu'elle a besoin du potentiel et de la force des opprimés.

L'histoire nous l'enseigne (comme avec la révolution française) : la bourgeoisie a toujours usé et abusé des classes dépossédées, et elle a, semble-t-il, meilleure mémoire que nous. Nos intérêts, à nous les opprimés, n'ont rien à voir avec les leurs. Ils ne souhaitent qu'une bonne démocratie, qui leur permette de retirer leurs économies, quand nous désirons nous émanciper du travail. Ne leur servons pas de chair à canon. Quand ils parlent de "pouvoir populaire", ils pensent à nous diriger et à nous exploiter avec la haute bourgeoisie. Ce qu'ils cherchent, c'est l'unification de la classe des exploiteurs. Aucun pouvoir ne nous sauvera, au contraire, le pouvoir nous enfonce chaque fois davantage dans l'esclavage. Seule la liberté est émancipatrice, lorsqu'elle s'accompagne de l'égalité. Pour y parvenir, nous devons détruire toutes les institutions qui représentent ce pouvoir.

Ne les crois pas quand ils te disent qu'ils veulent un changement en profondeur, ou plutôt comprend qu'en réalité ils veulent surtout que rien ne change.

Daniel
Sociedad de Resistencia n°8, août-septembre 2002

Le progrès, opium des peuples

Le capitalisme se dirige inexorablement vers une structure de travaux improductifs et de concentration économique. La réponse ouvrière qui consista autrefois à lutter pour les 8 heures, ne sert aujourd'hui plus à rien, dans la mesure où pour mettre un terme à l'immense chômage, il faudrait travailler 4 à 6 heures par jour. Malheureusement la majorité des travailleurs, endormis par les prêches des progressistes, n'arrivent pas à comprendre que les acquis sociaux se défendent par la lutte, et pas par une loi assurant à l'ouvrier d'aujourd'hui “une réduction du temps de travail”. D'ailleurs, si la loi nous l' “accordait”, ce serait pour nous le retirer aussitôt, en augmentant l'âge de la retraite par exemple... La loi dépend de qui la fait, c'est à dire des politiciens, de gauche ou de droite. Toute révolte meurt dès qu'elle entre et s'embrouille dans le jeu de l'économie. La croissance économique (contrairement à ce que prétendent les “libre-échangistes”) ne change en rien notre situation de travailleurs, pas plus que le capitalisme national que prônent la gauche et les progressistes en général ne permet la dignité, il ne génère que l'esclavage.

L'Etat a toujours servi de carapace à la bourgeoisie intellectuelle qui, sous couvert de “libéralisme de droite” ou de “progressisme de gauche”, c'est à dire par la fable politique et étatique, poursuit sa formidable avancée vers la reconquête du système féodal.

La droite, avec sa complice la CGT, veut créer l'ALCA (aire de libre échange des Amériques) qui serait un élargissement du TLCAN —traité de libre échange d'Amérique du Nord— regroupant le Mexique, le Canada et les Etats-Unis. L'ALCA imposerait donc aux peuples de ces pays, avec la “démocratie” ou la dictature, la même destruction environnementale, sociale et du travail. Les arguments de ses défenseurs sont plus ou moins les suivants : 1) l'ALCA nous permettra de pénétrer d'immenses marchés comme celui des Etats-Unis. 2) Nous recevrons des investissements de l'étranger qui nous assurerons compétitivité et stabilité économique.

Ces messieurs omettent de mentionner le protectionnisme des Etats-Unis. Les prétendus investissements permettront en réalité à ces derniers de s'emparer des matières premières (la plupart des champs appartiennent déjà aux banques étrangères et tous les paysans seront bientôt obligés d'utiliser des semences transgéniques, qu'ils devront racheter tous les ans) et de produire à des coûts extrêmement bas (avec des contrats de travail comme en Asie, où l'on reste enfermé à travailler 15 heures par jour pour 50 dollars mensuels, sans compter la cruauté de la répression). Enfin, ces mesures ne feront qu'accroître la destruction de l'environnement (pollution, décharges toxiques etc....), l'insalubrité et les maladies contagieuses. Quant à l'industrialisation, elle se résumera en fait à l'implantation d'usines d'assemblage. On détruira les postes de main d'œuvre qualifiée sans pour autant réduire le chômage et la pauvreté. Il ne nous restera pour seul droit celui de ne pas mourir de faim.

La gauche-CTA propose en contrepoint la redistribution de la richesse qui, selon ses mots d'ordre, passe par la “libération nationale”, la “production nationale” et la “création d'une assemblée nationale constituante”. Pour ce qui est du contrôle ouvrier des usines occupées, une partie propose le “coopératisme”, tandis qu'une autre souhaite l' “étatisation”.

Pour nous, cette “redistribution de la richesse” n'est qu'une manœuvre politique visant à maintenir en place les capitalistes nationaux. De toutes manières, l'industrialisation nécessite des investissements, il faudra donc ouvrir les frontières et exporter des matières premières en quantités toujours plus massives pour obtenir ces devises (entre autres les dollars). Pour exporter, il faut être compétitif, et cela signifie qu'on continuera à presser les exploitéEs comme des citrons, à moins que tout le monde ne se mette à n'acheter que des produits nationaux. Nous assistons à une tentative de restauration de l'oligarchie criolle[1] qui se constitua en 1810 et nous opprimera une fois de plus au nom de la “patrie”, comme si ce “bâton” nous faisait moins mal ! ! !

Ce que les politiciens nomment “contrôle ouvrier” devrait en réalité s'appeler contrôle graduel des ouvriers. Les promoteurs du “coopératisme”, pour renforcer les secteurs industriels productifs lorsque les entrepreneurs ont quitté le navire, incitent les travailleurs des entreprises en faillite à se transformer en patrons capitalistes, c'est à dire à exploiter à leur tour d'autres travailleurs. Tout ceci sert le capitalisme. Ceux qui réclament “l'étatisation” cherchent à tromper les travailleurs en leur faisant croire qu'ils sont l'Etat, alors qu'en réalité l'Etat c'est ceux qui le dirigent, puisqu'il s'agit d'une structure hiérarchique. Ces gens de gauche répugnent à nous voir capables de construire une société sans exploitation. Ils veulent diriger les masses de manière dictatoriale et nous parlent “d'assemblées de travailleurs” uniquement pour nous mettre au pas, car s'ils prennent le pouvoir, ils imposeront une multitude de hiérarchies techniques, politiques, centralistes et bureaucratiques. Privilèges et oppression en sortiront renforcés et le tout se soldera probablement par la répression sanguinaire du peuple. La classe dominante sera désormais constituée des hauts fonctionnaires de l'Etat “ouvrier”. L'idéologie de la gauche se résume à vouloir créer un capitalisme industriel sous influence du même Etat qui exploite et réprime le peuple (sur le modèle de l'Union soviétique).

Il est déjà trop tard pour espérer récréer “l'Etat providence”, car l'industrialisme de masse a été remplacé par l'industrialisme “robotique” qui a généré de grands excédents de travailleurs et par-là même le chômage. “L'Etat providence” a existé tant que l'Etat a eu besoin d'une image de “père tranquille” afin de maintenir le calme chez les travailleurs. Aujourd'hui, la technologie et les nouveaux systèmes de production permettent au pouvoir de montrer son vrai visage. A présent qu'il a besoin de moins en moins de main d'œuvre, il ne se soucie plus ni des écoles, ni des hôpitaux et se consacre entièrement à ce qui a toujours été son activité essentielle : assassiner le peuple.

(à suivre)

Lissandro

Organizacion obrera n°2, novembre-décembre 2002

1.Criollo/a désigne les membres de la bourgeoisie espagnole nés sur le sol argentin.

Un exemple d'auto-organisation

Le premier mai dernier, nous avions décidé de partir de Cholila et El Bolson pour aller manifester à Bariloche. Avant d'arriver au centre ville, sur la route venant de El Bolson, et aux abords de la décharge municipale, nous avons été bloqués par un barrage routier. Une foule de personnes masquées était en train de malmener les militaires qui tentaient de signaliser la déviation. Au milieu de la fumée des pneus brûlés, des familles entières assuraient le barrage. Il n'y avait aucun drapeau de groupe politique mais ils/elles étaient très bien organiséEs et, soudain, nous avons eu la surprise de voir flotter un chiffon noir planté sur un bâton. Les piqueter@s ont paru très étonnéEs de nous voir nous approcher et nous solidariser. Nous leur avons expliqué d'où nous venions et que certains d'entre nous faisaient partie de la Société de Résistance d'Offices Variés [FORA] de Cholila et nous leur avons dit que nous apportions quelques vidéos, mais qu'il avait été jusqu'alors impossible de les projeter à Bariloche. Un des films portait sur la journée du 20 décembre et l'autre sur la construction du barrage d'Itoiz[1]. Les compagnons masqués ont discuté entre eux, et nous avons finalement décidé qu'après la manif nous irions voir les vidéos ensemble. Nous avons trouvé un magnétoscope et une télé dans l'école du quartier et nous avons fait la projection, les dix personnes qui venaient d'arriver et les habitants et enfants qui avaient passé la journée à manifester pour des logements, un travail "digne" et la liberté.



Ils nous ont raconté qu'il y a quatre ans déjà ils avaient commencé à s'organiser entre chômeurs et qu'ils coupaient la route par principe, pour les 8 heures de travail par jour, en mémoire des compagnons de Chicago et pour l'idée anarchiste de la liberté ouvrière. "*Nous avons besoin d'une prise de conscience générale. Nous ne pouvons pas créer les choses seuls, il faut que tout le monde se pose des questions, le changement repose sur la participation de tous, les ouvriers doivent le savoir. Ici, dans le quartier, il y a beaucoup d'ignorance. Beaucoup pensent que "tant qu'il y a du boulot, tout va bien". Mais quels fruits avons nous recueilli du travail des générations précédentes ? Notre chômage. Nous réclamons justice. Nous voulons construire nos maisons (et eux nous offrent des plans de logement), nous savons les construire et nous ne voulons pas les payer toute notre vie, nous voulons le matériel et nous allons les construire nous-mêmes. Dans nos pétitions, il est toujours question de logement digne et de travail digne*". C'est ce que nous raconte El Moika, l'un des compagnons.

"*C'est comme ça qu'est né le M.A.L.O (mouvement anarchiste de libération ouvrière). L'ouvrier doit trouver son propre chemin de libération. Il doit se rendre compte qu'il travaille toujours pour un autre et qu'il ne profite jamais de tout ce qu'il fait. D'abord, nous avons occupé un hangar car nous savions qu'il était rempli de lait, de tôles, de couvertures entre autres choses qui attendaient la campagne électorale pour être distribuées au bon vouloir de quelque politicien qui joue avec la faim des gens. Nous y sommes allés à une soixantaine de personnes, dont beaucoup de femmes. Nous avons occupé le hangar et pris la marchandise. Nous avons aussi exigé des bons de 20 pesos. Comme il y avait beaucoup d'enfants, la juge pour mineurs est venue et nous lui avons exposé nos besoins. Nous lui avons dit qu'il était plus criminel de laisser les gamins crever de faim que de venir chercher quelque chose d'aussi indispensable que des aliments.*

Après, les actions se sont multipliées : contre les supermarchés, contre un camion de couches que nous nous sommes réparties. Nous devions donc faire attention et nous avons commencé à sortir du quartier en groupes, en occupant des bus qui nous amenaient au centre et nous ramenait ensuite. Après, les chauffeurs de bus sont venus nous trouver pour nous demander de les prévenir quand nous faisions des actions. Ils ont dit qu'ils mettraient des bus à notre disposition sans interrompre le service normal. Mais la dernière fois, la loi a essayé de nous rattraper quand nous sommes allés prendre le bus".

Le vendredi 16 août, 50 familles du quartier *Frutillar* ont exproprié un hangar qui contenait quantité de matériaux et du bois dont ils avaient besoin. C'est un curé qui avait construit ce hangar pour le quartier, puis il l'a laissé à un entrepreneur qui n'a jamais poursuivi son œuvre. Depuis, le hangar servait d'entrepôt. La presse a parlé de vol à main armée, les compagnons ont raconté qu'ils avaient mis le veilleur de nuit devant le fait accompli et qu'il avait cédé face au nombre, sans qu'il y ait la moindre menace. Après un affrontement avec la police, le hangar a finalement été récupéré par et pour le quartier. Les compagnons sont en train d'étudier les utilisations qu'ils peuvent en faire.

Cet exemple vient confirmer qu'il n'est meilleure forme d'organisation que celle qui consiste à prendre en main son destin, par l'action directe, la solidarité et le secours mutuel.

De la F.O.R.A, nous nous solidarisons avec les compagnons de Bariloche, espérons tisser des liens solides pour lutter contre l'Etat et ses violences.

Pour la Société de Résistance de Cholila,
Guillermo Zunzunegui
Organizacion obrera n°2, novembre-décembre 2002

[Note : On trouvera une description du MALO dans la note 38 de l'introduction et un second article sur lui page 36]

1 En 1993, au pays basque espagnol, commence à 35 km de Pampelune un projet de barrage qui comporte l'inondation de 1100 ha et la disparition de sept villages, dont Itoiz. Des habitants de la vallée entrent en résistance : manifestations, pétitions, occupation de bâtiments publics (parlement de Navarre en avril et septembre 95, février 96), blocages de route, occupation du chantier. Le barrage est aussi saboté : en avril 1996, huit personnes sectionnent à la tronçonneuse les câbles de transport de ciment, faisant chuter de 150 mètres de haut les wagonnets contre l'armature de béton. Les travaux sont stoppés pendant 11 mois. Finalement, une décision de justice annule en 1997 les travaux de barrage. La lutte continue alors contre la construction de nouvelles routes.
Des vidéos qui retracent cette lutte ont aussi fait le tour des squats en Europe suite à la répression qui a suivi l'action d'avril 96, les saboteurs s'étant laissés arrêter sur place.

Flexibilité du travail

J'**ai vu dans les médias** comment le gouvernement de Duhalde, par l'intermédiaire de son ministre de la production, promettait aux entrepreneurs exploiteurs de fléxibiliser encore plus les contrats de travail en réduisant les indemnisations et les cotisations patronales.

Faisons un peu d'histoire et voyons l'impact qu'a eu sur les travailleurs, leurs conditions de vie et de travail, la flexibilisation croissante de la dernière décennie. Nous traiterons ensuite de la situation actuelle, où plus de la moitié de la population active se trouve au chômage ou en sous-emploi. Entre autres conséquences, plus de 50% des habitants vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.

Tout a commencé sous le premier gouvernement Menem. C'est la période où l'on a introduit les contrats "poubelles" à durée déterminée qui donnent aux exploiteurs la possibilité d'user et d'abuser des travailleurs en supprimant toute stabilité. Par la suite, la durée de la période d'essai a été étendue de 6 à 12 mois, au cours desquels le travailleur pouvait être licencié sans aucune forme d'indemnisation. Durant le second mandat de Menem, les indemnités pour licenciement abusif ont été réduites pour les travailleurs ayant une ancienneté inférieure à 5 ans, et entrés en fonctions après octobre 1998. Comme mesure compensatoire, le gouvernement a annoncé une période d'essai réduite à un mois.

Dernièrement, le bref gouvernement De La Rua a fait repasser la période d'essai à 3 mois avec possibilité d'extension à 6 mois en fonction des conventions collectives, et une durée maximale de 6 à 12 mois dans les PME-PMI.

Dans ces dernières, la flexibilisation a été particulièrement brutale. Outre cette période d'essai étendue, les employeurs ont désormais la possibilité de payer l'*aguinaldo*[1] en trois fois. Ils peuvent également obliger les employéEs à prendre leurs vacances en deux fois (une semaine) et en fixer eux-mêmes la date. Il leur est aussi permis de modifier le régime de fin de contrat de travail, par exemple en payant les indemnités en plusieurs échéances.

Ce bref résumé montre comment ces mesures "flexibilisantes" tendent à ramener le prolétariat dans des conditions de travail dignes du 19e siècle, au faux prétexte de créer davantage d'emplois et d'améliorer les conditions de vie des travailleurs. L'Etat représente les seuls intérêts capitalistes ; il y est entièrement subordonné et les protège avec ses forces répressives contre toute manifestation des travailleurs.

Les entrepreneurs sont les grands bénéficiaires de ces mesures qui leur permettent d'assouvir leur cupidité et d'accroître en permanence leurs bénéfices. Semblant éprouver quelque fausse "honte", ils le font actuellement de manière moins ostentatoire, allant jusqu'à faire l'aumône aux plus nécessiteux.

Ceux qu'on appelle "représentants syndicaux" méritent un paragraphe à part, eux qui se préoccupent uniquement de la défense de leurs "caisses de perception" (les *obras sociales*[2]), laissant de côté les problèmes des travailleurs. Ces sinistres personnages ont permis cette précarisation du travail[3] et la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement, avec tout ce chômage et toute cette faim.

Antonio C. (S.R.O.V.S.M)
Organizacion obrera n°3, janvier-février 2003

1.Instauré par Peron en 1945, l'*aguinaldo* est un salaire supplémentaire qui correspond à environ 50% d'un treizième mois.
2.En Argentine, la sécurité sociale est gérée par branches par le biais des *obras sociales*. Les fonds sont constitués par les cotisations ouvrières (2% du salaire prélevé) et patronales et sont gérés par un organisme paritaire (l'INOS) Etat/syndicats. Mis en place sous Peron, ce système a naturellement profité en premier lieu à la CGT qui a ainsi géré des hôpitaux, des cliniques, des centres de vacances, des crèches etc., et est donc elle-même devenue un employeur important (sans compter la corruption). Néanmoins, l'abolition de l'adhésion obligatoire des salariés en 1993, puis la possibilité d'affiliation à la mutuelle de leur choix, ont sonné le glas de ces privilèges, pour aboutir à une concurrence public/privé.
3. Entre 1995 et 2001, les deux CGT (l'officielle, dite "Rodolfo Daer", et la nouvelle, créée en 1996, dite "Hubert Moyano") ont signé près de 1000 accords d'entreprise avec des clauses de flexibilité permettant entre autres aux patrons de prolonger les journées de travail, de diminuer le tarif des heures supplémentaires ou d'affecter les ouvriers à d'autres postes que ceux correspondants à leur qualification, et concédant parfois aussi des limitations au droit de grève.

En route vers la duperie (élections de tyrans)

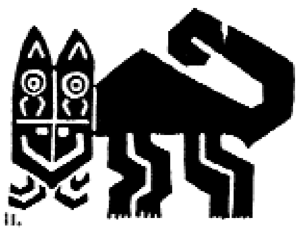
A **intervalle régulier**, tous les quatre ans, l'histoire se répète. Les comédiens recouvrent les murs d'affiches et proposent à tous des solutions miracles. Certains disent qu'ils vont baisser les impôts des petits bourgeois pour générer plus d'emplois. Mais nous savons que c'est un mensonge et que cela profitera uniquement aux riches en leur permettant d'exploiter encore plus les ouvriers ! D'autres anciens personnages rappellent leurs années de mandat, affirmant qu'alors le pays allait mieux. Mais on peut à juste titre se demander si c'était vraiment le cas ou si les dominants se cachaient davantage pour faire crever les gens, tout en conservant un maximum d'opinions favorables.

On assiste également au retour des partis qui se disent combatifs, offrent des solutions toujours plus fantastiques et s'autoproclament défenseurs de la classe ouvrière. Mais ils ne résoudront ni la faim ni la misère, et encore moins la violence car, à peine arrivés au pouvoir, ils raccrochent bien vite leurs titres de travailleurs pour se convertir en nouveaux maîtres.

Il n'y a rien de bon à attendre du vote. Voter, c'est participer à la misère de l'Etat, cela revient à dire "continuez à m'exploiter, j'adore la misère…", c'est renoncer à décider. Voter ne changera rien à ta situation. Au contraire, tu aides les dominants à diriger nos vies, à semer la violence et la haine entre nous. Certains politiciens appellent à ne pas aller voter, non pas parce qu'ils préfèrent un changement social, mais simplement parce qu'ils n'ont pas pu se porter candidats ou faire suffisamment campagne. Ne les crois pas, car dès qu'ils le pourront, ils postuleront à leur tour et oublieront ce qu'ils avaient dit. Que ton parti perde ou gagne, tu finiras soumis.

C'est pour cette raison, nous désirons une société égalitaire, organisée sans gouvernants et sans exploiteurs qui vivent de notre travail. Nous voulons produire pour tous car nous avons tous le droit de vivre dignement.

Bandera Negra avril-mai 2003



GUERRES

EST-IL IMPORTANT de préciser que les Etats-Unis ont attaqué ? Les 3000 bombes qui sont tombées sur Bagdad au cours des premières 48 heures constituent-elles une nouveauté ?

A ce stade du développement historique de l'humanité, l'utilisation d'uranium appauvri n'a plus rien de surprenant, pas plus que l'emploi de gaz toxiques ou d'armes biologiques... Cela est-il justifié ? Absolument, dans la logique du système c'est le pouvoir qui le justifie. Les cultures dominantes qui conditionnent l'humanité depuis des milliers d'années et les engrenages dans lesquelles elle se trouve prise rendent possibles ces guerres, le napalm, le gaz moutarde, les bombes atomiques, et jusqu'à la destruction de l'espèce.

A l'existence d'Etats qui en oppriment et en dominent nécessairement d'autres, viennent s'ajouter les divines raisons technologiques qui s'imposent aux hommes et nous permettent de comprendre les souffrances qu'ont connues de tous temps les peuples du monde entier.

Dieux et Etats se disputent les richesses et les esclaves.

Mais nous n'appartenons pas à ces misérables classes privilégiées à qui profite la mort sous ses différentes formes, “en temps de paix comme de guerre”. Plaider pour la paix existante ne revient-il pas à consentir à l'esclavage de la manière la plus couarde possible ? N'est-ce pas partager la servitude, l'amputation, la mort quotidienne ? ...

Les marches rassemblant des multitudes pour s'opposer aux armes nucléaires, dès lors qu'on les considère comme se suffisant à elles-mêmes, comme une “finalité” et non comme le corollaire de la guerre que nous avons à mener contre tous les Etats, ont pour unique effet de donner une bouffée d'oxygène et une crédibilité supplémentaire à l'ordre établi.

Cependant, Dieux et Etats continuent à se disputer les richesses et les esclaves. Chaque jour dans le monde, des enfants et des adultes meurent de faim, souffrent de maladies, se suicident ou sont assassinés. Une semaine de “paix” provoque plus de morts que toute la guerre du Golfe.

Nous sommes bien informés. Ceux qui ne s'opposent pas activement au système d'Etats qui régit ce monde et impose aux peuples la terreur et la mort (que ce soit pour des “raisons” étatiques, religieuses ou autres) sont objectivement les principaux responsables de tout ceci.

La classe moyenne y prend une part essentielle. A demi-privilégiée, elle fait en sorte pour préserver ses privilèges pour que rien ne change fondamentalement. Telle est également la fonction des journalistes et autres spécialistes en communication sociale (“les exceptions confirment la règle”)qui ne sont que les porte-parole des pouvoirs et suivent servilement leurs nécessités de “guerre” ou de ”paix”.

“*Non à la guerre, oui à la paix*”, derrière ce slogan se cachent les formes honteuses et hypocrites de la passivité face à la guerre larvée des Etats et à ses conséquences.

Oui à la guerre des opprimés du monde contre les Etats et les classes privilégiées.

M.G. et A.F.
La Protesta n° 8221, avril-mai 2003



Autogestion ou cogestion ?

Les élections approchent [présidentielle] —s'approche ce qui peut— et le slogan que continuent à scander la gauche et les victimes du *corralito* [“*Qu’ils s’en aillent tous !*”] a eu pour unique effet que de nombreux Argentins, et pas spécialement ceux qui étaient visés, s'en aillent. Petit à petit partent ceux qui le veulent et le peuvent, déçus qu'ils sont de ce que l'Argentine leur a donné.

L'illusion disparaît, les casseroles se taisent peu à peu, c'est qu'ils ont tout misé (ou presque, on ne sait jamais …) sur la démocratie, et que celle ci les a floués. Certes, elle leur a accordé la liberté —la liberté démocratique—, mais c'est la croissance économique qu'ils lui réclament.

Sous ses diverses formes —selon la nécessité, démocraties ou dictatures—, le système est au service des classes supérieures. Or, il s'apprête une fois de plus à renouveler ses institutions, tout en les maintenant et sans rien y changer.

Face à la menace d'une explosion sociale qui pourrait bouleverser les relations existantes, la démocratie développe une nouvelle stratégie. Elle tente de se refaire une santé et de changer d'image au moyen des centaines d'associations, d'organismes étatiques, d'institutions religieuses, de partis politiques et autres institutions chargés de distribuer de la nourriture aux “morts de faim” qui ont réussi à survivre. De la polenta pour animaux, du riz complet, des pâtes cuisinées, un morceau de viande et quelques patates, voilà pour le “menu solidaire”.

On en arrive ainsi à l'absurdité suivante : ceux là même qui détiennent le monopole de la distribution alimentaire (supermarchés, grossistes, commerçants) organisent à présent des campagnes de collectes en concluant des accords avec les leaders piqueteros ou des assemblées.

Il est déjà “assez préoccupant” de voir ceux qui ont fait leur trou parmi les plus opprimés être “chargés” de distribuer des liasses de billets à leurs armées d'affamés désespérés. Mais il est intolérable qu'ils viennent en plus “expliquer” en gueulant au premier micro qui se présente qu'ils ne sont pas des délinquants et qu'ils prouveront à la société que leurs demandes sont pacifiques. Ce faisant, c'est aux autorités qui emploient la force contre leurs frères qu'ils disent que les délinquants ce sont les autres, ils les désignent, les balancent, les livrent... Ces vigiles sont l'espoir du système.

Ceux-là mêmes qui les volent et les oppriment distribuent ainsi leurs restes, ceux-là mêmes qui organisent et assurent l'exploitation leur lâchent 150 *lecops*[1], et la classe moyenne accepte cette “aumône” à condition qu'il s'agisse de la rémunération de véritables plans de travail (car le travail rend digne !).

Impossible de ne pas évoquer également ici ce qui fait l'orgueil “du peuple” et des spécialistes en communication sociale : les usines occupées par les travailleurs que certains considèrent comme une pré-révolution, d'autres comme relevant du bon sens et beaucoup comme “une démonstration de ce de quoi l'homme est capable”. Pour notre part, nous pensons qu'au-delà de la nécessité, il s'agit là de la forme de cogestion la plus réactionnaire et d'un bon exemple de la capacité du système à se recycler pour survivre. “*Travaillez, soyez vos propres patrons, protégez votre autogestion, puisqu’au final c'est nous qui détenons le pouvoir, ainsi que 80% de la production mondiale. Nous vous laissons le reste et merci pour votre compréhension*”, voilà ce que semblent nous dire les dirigeants. Nous comprenons bien sûr la nécessité de survie et le fait que certains défendent ce droit inaliénable, mais de là à en faire l'étendard de la lutte, il y a un abîme, le même qui sépare le fait de “réclamer” de la notion d' “expropriation”.

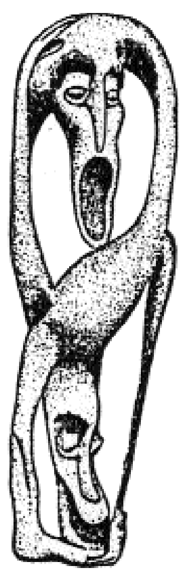
Dans les conditions actuelles, les travailleurs deviennent peu à peu contre-révolutionnaires. Ils ne pensent déjà plus à changer le monde mais à préserver leur emploi. L'ascension de Lula à la présidence du Brésil, qu'ils citent souvent en exemple, en témoigne. C'est l'expression du pacte qu'ont conclu les ouvriers avec les entrepreneurs : la faim diminuera —deux repas par jour—, il y aura plus d'emploi, l'inévitable insurrection sera en échange retardée d’autant. Le système s'empare de la moindre occasion et s'accroche à toutes les possibilités de se maintenir tandis que ses dirigeants, bénéficiant de la complicité des arrivistes, des délateurs et des marionnettes, resteront longtemps encore maîtres de la vie et de la mort.

En approfondissant les clivages, nous veillerons à suivre un chemin qui mène à en finir avec ce système. Pour la révolution sociale, contre l'exploitation de l'homme par l'homme et pour une société sans classes.

Autogestion ? Pour une communauté d'êtres humains !

M.G. et A.F.
La Protesta n° 8221, avril-mai 2003

1. Les *Lecops* font partie des monnaies parallèles émises en Argentine, notamment par les différents gouvernements provinciaux.



POUR UN AUTRE 20 DÉCEMBRE...

POUR FAIRE CLAIR ET SIMPLE : oui nous sommes sectaires. Comme le disait un compagnon, le camp de la “révolution” se divise entre ceux qui s'accommodent de la police et ceux qui veulent la détruire, en tant qu'institution et que mentalité. Ce sain sectarisme nous amène d'ailleurs à nous unir dans l'affrontement à ceux qui désobéissent aux directives de leurs chefs, échappant ainsi à leurs calculs et spéculations.

Les politiciens qui constituent le front de la gauche du capital persistent dans la voie d’une pathétique impuissance. Leur seul objectif est d'accumuler un maximum de forces en vue de prendre un jour le Palais d'Hiver. Puis ils liquideront leurs opposants politiques, ceux-là mêmes qui furent un jour leurs alliés tactiques. On les voit donc déployer tout leur arsenal politique et faire usage des mensonges comme de la démagogie, qu'ils justifient par des explications scientifiques et la dialectique révolutionnaire.

Or, c'est la question de l'autonomie individuelle et de la liberté, de la faim et de la justice, c'est un problème social qui est posé. Et dans la situation actuelle, il faut se demander si les réponses peuvent se réduire aux solutions institutionnelles qui se profilent du côté de la gauche la plus radicale comme du côté de la droite la plus odieuse.

Les deux faces d'une même médaille.

LE 20 DÉCEMBRE...

Un gouvernement totalement discrédité, le blocage des économies des épargnants, les pillages qui échappent au contrôle des péronistes, l'état de siège. C'est dans ce contexte que les secteurs les plus pauvres se sont retrouvés dans la rue en compagnie de la “glorieuse classe moyenne, pilier du pays”.

Il y a eu le refus salutaire de la présence des drapeaux, des opportunistes de toujours et des organisations politiques. Le slogan “*que se vayan todos*” [qu'ils se barrent tous !], s'adressait aussi à eux. Puis sont venues les forces de l'ordre, la résistance, les morts, le déchaînement de violence et de rage, la destruction des bâtiments publics et privés, depuis *El Banco Nacion* jusqu'au *Credicoop* du Parti Communiste.

Les pillages et toute la vie qui va avec, voilà entre autres choses ce que nous retenons de ces journées de beau et de courageux, de sain et de dangereux.

Mais il y a aussi eu le drapeau et l'hymne national, et nous ne pouvons oublier cette composante nationaliste, alimentée aussi bien par la gauche que par la droite, bien que la gauche tente encore de préciser la différence de “son“ nationalisme.

ET LA SUITE ...

On peut leur reconnaître une certaine cohérence. Rappelons-nous le rôle honteux qu'ont joué les partis, à quelques exceptions individuelles près, au cours des émeutes de décembre 2001. Ils sont restés en retrait des affrontements, se tenant soigneusement à l'écart de ceux qu'ils appelaient les “infiltrés”. Puis, ils ont appliqué leur stratégie militaro-policière aux mouvements sociaux —groupes de chômeurs ou assemblées— sur lesquels ils ont fait main basse, avec leurs responsables et leurs cordons de “sécurité”, leurs lances et leurs bâtons. Comme toujours, discipline et obéissance sont à l'ordre du jour. Pourtant, on est encore surpris de voir le “flic piquetero” marcher main dans la main avec d'Elia (dirigeant de la FTV), Alderete (des CCC) et compagnie. Ce sont ces mêmes dirigeants du Bloc piquetero qui, lors des occupations de banques et de mairies, accusèrent des militants de la Coordination Anibal Veron d’être des flics. Lorsque les échos de décembre grondent à nouveau au cours d'une mobilisation et que les médias du pouvoir relaient le message de la SIDE[1] (“*Il faut isoler les foyers de violence sociale pour mieux les réprimer*”), la gauche reprend plus ou moins ouvertement ce même discours afin de rallier la classe moyenne organisée en assemblées.
Pour comprendre à quel point ces pratiques conviennent à cette dernière, il suffit de se souvenir des votes d'exclusion qui ont suivi l'agression d'un journaliste de Radio 10[2] qui assistait à l'assemblée interquartiers, et comment ils ont ensuite dénoncé l’ “agresseur” à la presse internationale présente sur place (des bourgeois…). Revoyons-les aussi défiler entourés de cordes, construisant eux-mêmes leur petit enclos[3], enlevant les pierres sur leur passage afin que personne n'ait l'idée de...

Certes, ils ne sont pas tous pareils, mais nous parlons ici de positions et d'attitudes que les partis et certains groupes tentent d'imposer comme dynamiques au sein des mouvements sociaux.

Le travail qu'ils ont effectué dans les assemblées mérite un chapitre à part. Ces espaces retiennent notre attention dans la mesure où s'y sont développées des pratiques intéressantes. Cependant, malgré une certaine hétérogénité, les assemblées correspondent en général à la “crise de représentativité” que traverse la classe moyenne. Cette crise intervient au moment où le niveau d'accumulation capitaliste atteint par la haute bourgeoisie provoque le naufrage de cette petite bourgeoisie qui est en train de se radicaliser.

Au-delà de toutes les contradictions, la gauche continue à jouer son rôle néfaste et on ne peut ignorer les conséquences de son intervention. La disparition de l'assemblée interquartiers du parc *Centenario* n'en est qu'un exemple parmi d'autres : rassemblant à ses débuts plus de 3000 personnes sans bannières, elle est brusquement passée à 20 militants (en comptant les vendeurs de *choripan*[4]) entourés par plus de 200 drapeaux et banderoles. Comme nous l'avons précisé à un militant du PO, les partis d'extrême gauche se sont comportés là d'une manière tout à fait claire : leurs interventions interminables et leurs bagarres pour accaparer le micro, la manipulation des votes passant par la reformulation incessante des propositions jusqu'à ce qu'elles soient adoptées ont fait honte aux autres participantEs, et finalement provoqué le refus de différentes assemblées de prendre part à un tel cirque. L'assemblée se réduit aujourd'hui à une commission quelconque, surgie de nulle part, composée presque uniquement de militants et axée sur les discours et les votes… une farce.

POUR UN AUTRE 20 DÉCEMBRE

La répression continue. Tous les jours, ils matraquent des chômeurs ou des membres d'assemblées. Pendant ce temps, le 19 décembre 2002, j'arrive Place du Congrès, le

bus 37 est dévié de sa route et je descends. Sept "assembléistes" bloquent l'avenue Callao, une casserole et un drapeau argentin à la main.

Place de Mai, des artistes sont sur scène, il y a de la danse et des boissons... C'est organisé par la CTA et les CCC, les assemblées, Barrios de Pie etc ... C'est pathétique.

Le 20, policiers et piqueteros se sont réparti les mesures de sécurité. Ils marchent encerclés par des cordes et des bâtons ou en se tenant par la main comme à l'école...
A 18 heures, on joue le petit air "*et que vienne l'explosion*".

Sans parler des discours...

Vers la fin, dans un dernier sursaut, une poignée de compagnons tente d'affronter la police qui protège le Palais gouvernemental, l'institution, l'ordre et la misère de l'autre coté des barrières. Ce sont les mêmes flics qui hier encore nous canardaient dans le centre, les mêmes qui nous assassinaient et continuent à nous tuer. Et les dirigeants et partis qui en décembre 2001 attendaient à l'abri prétendent aujourd'hui tirer profit de ce qui a été fait et se gargarisent des morts... bande de lâches.

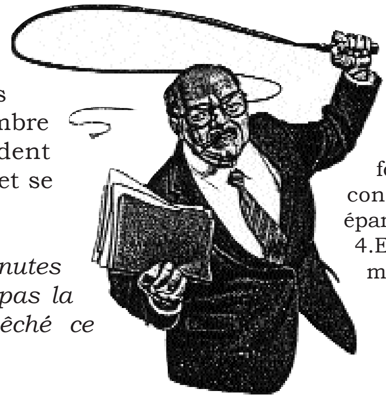
"*Les incidents n'ont duré que quelques minutes car les piqueteros du service d'ordre (non pas la police) ont protégé les barrières et empêché ce groupe —à peine une poignée de jeunes— de faire dégénérer une protestation sociale impeccable et pacifique*" (*Clarin*, le 21-12-2002).

A la question que lui posait un journaliste de télé *Cronica* : "*ils étaient masqués, pensez-vous qu'il pouvait s'agir de policiers ?*", un militant du PO a répondu que c'était fort probable.

Les imbéciles les accusent d'avoir été masqués... comme si nous ne savions pas que c'est en démocratie que se font les listes noires.

Le commissaire, pour sa part, peut être content.

Juan
Libertad n°25, mai-juin 2003



1. SIDE : police politique.
2. Radio 10 appartient au clone du fascisme Daniel Haddad.
3. Jeu de mots sur le terme *corralito* qui désigne à la fois un petit enclos et la mesure de Cavallo qui consistait à limiter les retraits en liquide des épargnants.
4. Equivalent de nos vendeurs de merguez dans les manifs.

Répression contre un compagnon à Bariloche

Miguel Angel Mansilla, 28 ans, est un militant anarchiste actif du MTD (Mouvement de chômeurs) du quartier *2 Avril* (anciennement quartier *34 hectares*) de la banlieue de Bariloche, et a également participé avec d'autres jeunes à la création du M.A.L.O. (Mouvement Anarchiste de Libération Ouvrière). Depuis qu'ils ont commencé à s'organiser, ils n'ont cessé d'être un problème pour le gouvernement local qui a lancé une campagne visant à criminaliser ce quartier. Cette campagne repose aussi bien sur des menaces, des détentions aussi arbitraires qu'illégales que sur des descentes musclées avec tabassages et tirs à balles réelles.

Le samedi 21 juin, vers 11 heures, la police de la province a fait violemment irruption dans la maison du compagnon où il se trouvait avec sa femme et leurs trois enfants. Sans aucune explication, il a immédiatement été arrêté et amené à la Mairie. Là, on l'a obligé à se déshabiller et on l'a frappé. Il y est resté quelques jours sans aucune possibilité de communiquer avec l'extérieur, privé d'eau et de nourriture. Sa famille et ses compagnons ont été informés qu'il était détenu pour vol à main armée et tentative d'homicide. C'est à présent la juge Baquero Lascano, de la deuxième chambre du tribunal municipal, qui est chargée de l'affaire. Après être sorti de son isolement prolongé, Miguel Angel a été confronté à la prétendue témoin qui ne l'a pas reconnu et est revenue sur ses déclarations. Les empreintes digitales ne l'incriminent pas non plus. Pourtant, notre compagnon est encore en détention et demande notre solidarité pour faire pression de toutes les manières possibles pour que la juge le remette en liberté avant le 4 juillet 2003. Il y a d'autant plus urgence que le 7 juillet commencent les vacances judiciaires pour une durée de un mois, et il est possible que le compagnon reste en détention durant tout ce temps et aux mains de la brutalité policière qui règne sur la mairie de la "*ville de la vie*", sans compter les risques de montage pour une autre affaire.

Basta de la persécution et de la répression contre ceux qui luttent pour la liberté en dehors des structures politiques.

Nous demandons à tous les compagnons d'envoyer leurs messages à la deuxième chambre du tribunal de la ville de Bariloche tel/fax 02944-42591 et à la juge en charge de l'affaire, Dra. Baquero Lascano pour exiger la libération immédiate du compagnon Miguel Angel Mansilla.

Sociedad de Resistencia de Oficios Varios
de la Comarca Andina (F.O.R.A)

Libertad n°26 de juillet- août 2003

Note : Le vendredi 4 juillet à 17h30, environ 40 personnes se rassemblées à Buenos Aires devant la Maison de la Province de Rio Negro pour exiger la libération de Miguel Angel.

[Miguel Angel Mansilla a été remis en liberté le 7 juillet 2003, disculpé des accusations de vol et tentative d'homicide que portait contre lui la Province de Rio Negro]

Présentation de l'athénée anarchiste *Angela Fortunato*

En **1922**, les troupes du Colonel Varela vont au bordel après avoir fusillé près de 1500 ouvriers au cours des conflits agitant la Patagonie subversive d'alors. Dans ces terres marquées par l'horreur, alors que le vent porte encore l'odeur du sang, les cinq femmes travaillant dans le bordel *la Catalana* de San Julian reçoivent les soldats à coups de balais et de bâtons, au cri de "*jamais nous ne coucherons avec vous, bande de lâches et d'assassins !*". Bien sûr, on les arrête et on les enferme, mais l'anecdote raconte qu'elles seront finalement libérées de peur que cet épisode ne se diffuse. Nous ne savons pas quelle fut la vie de ces femmes, mais ce que nous retenons ici, c'est ce geste et leur dignité, lorsqu'un jour elles dirent NON.

Nous ouvrons cet athénée dans l'intention de créer un espace où la priorité soit la rencontre, le développement et le renforcement d'affinités et la constitution de forces capables d'agir dans la guerre sociale...

Nous saluons les compagnons et les informons que l'athénée est ouvert les mardi, jeudi et samedi à partir de 18 heures.

Nous souhaitons également saluer les efforts et la collaboration des compagnons et surtout des compagnes, et remercier celles et ceux d'Italie, France et Espagne pour leur aide inestimable et leur solidarité, sans lesquelles le chemin serait plus difficile. A elles et eux, ainsi qu'à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, rendent cet espace possible, nous adressons nos saluts révolutionnaires.

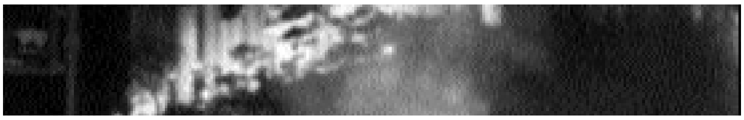
Détruisons les murs des prisons !

Libertad n°26, juillet-août 2003

Athénée "Angela Fortunato"
Laprida 200
1870 Avellaneda
Buenos Aires

Elateneo_af @ yahoo.com





Annexes



MAS ALLA DE LOS PIQUETES

Les textes qui suivent sont tirés du livre "Mas allà de los piquetes", paru en novembre 2002 aux ediciones De mano en mano. Il s'agit d'une série de discussions entre le MTD de Solano et le collectif Situaciones (gauchiste/négriste [1]). Nous n'en avons gardé que les extraits qui nous intéressaient dans le cadre de cette brochure.

Le MTD Solano fait partie de la coordination "Anibal Veron", du nom d'un chauffeur de bus tué en novembre 2000 à Tartagal lors d'affrontements opposant la police aux piqueteros. Au cours des émeutes qui ont suivi, des bâtiments publics ont été incendiés et des flics pris en otage.

La CTD Anibal Veron s'est formée fin décembre 2001 et est essentiellement présente dans les villes très pauvres de la banlieue de Buenos Aires.

Question : **Vous nous avez dit précédemment que certains compagnons avaient davantage un rapport d'instrumentalisation du mouvement et qu'ils venaient uniquement pour toucher leur allocation. Comment cela se reflète-t-il dans les barrages ?**

— La majorité des compagnons qui se sont récemment rapprochés du mouvement, plus de 80%, viennent exclusivement par nécessité concrète. Ils ont besoin de nourriture, ils n'ont rien à vendre, pas de boulot, rien du tout. Mais lorsqu'ils arrivent, ils intègrent une dynamique et les choses changent ; ils sentent monter l'adrénaline et la nécessité de s'organiser.

(…)

— Nous ne souhaitons pas nous intégrer (par opposition à une prétendue "exclusion"). En tous cas, moi je ne veux pas recommencer à me faire exploiter, par aucun patron, pas plus Fortabat[2] que Macri[3]. Certainement pas. Je ne me bats pas pour qu'ils recommencent à m'exploiter. Personnellement, je crois comme beaucoup de compagnons que nous ne sommes pas faits pour être exploités, mais ceci est une autre question.

— Nous savons précisément ce que nous n'attendons pas de l'organisation. La nouveauté consiste à découvrir chaque jour jusqu'où nous voulons aller et ce que nous sommes en train de construire. C'est quelque chose qui n'est pas fermé, pas achevé, mais que nous allons penser jour après jour. Notre manière de nous organiser est dynamique, elle suit son chemin en réfléchissant sur tout. C'est vrai que nous sentons l'adrénaline monter quand nous sortons couper une route, mais ce qui est nouveau c'est que ce qui se passe lors du barrage n'est pas séparé de nos vies. C'est la réalité de notre manière de nous organiser : ce qui s'exprime lors d'un barrage doit être construit au quotidien, car sinon cela ne sert à rien. C'est pourquoi nous ne trouvons pas de réponse dans le système et que nous devons construire une autre histoire. Lorsque nous revendiquons, ce n'est pas pour qu'ils nous incluent, nous réclamons ce qui nous sert pour continuer à nous auto-organiser.
(…)

Question : **il semblerait que la sécurité et les critères politiques d'un barrage répondent toujours à des considérations internes et non aux besoins de la conjoncture politique, pas plus qu'à d'éventuels soutiens extérieurs.**

— Oui, mais ces nécessités internes sont beaucoup plus que des nécessités économiques. Par exemple, lorsque nous avons coupé la route pour protester contre ce qui s'était passé à Gral Mosconi, cela avait à voir avec notre identité. Car s'ils ont touché à un compagnon à Mosconi[4], cela nous touche aussi, même si cela ne nous affecte pas directement ici à Solano.

— Ou bien lorsque nous avons bloqué le pont Puyrredon parce qu'il y avait des risques de répression à La Matanza[5] et que nous avons dit au gouvernement : "*Si vous réprimez là-bas, il vous faudra réprimer ici aussi*". Nous avons vu qu'ils attaquaient nos frères (sauf D'Elia et Alderete[6]) et nous devions sortir nous battre pour eux. Mais cela ne veut pas dire que nous construisons en fonction de la conjoncture. L'aspect électoral ne nous intéresse pas, peu importe si demain on vote ou pas.

(…)

— Nous ne disputons l'espace à personne et ne voulons être à l'avant garde de personne. Nous construisons parce qu'il y a une réalité à changer. Et nous essayons de nous organiser et de nous coordonner avec d'autres qui sont aussi en train de changer leur situation. Cela ne nous intéresse pas d'aller à La Matanza faire de la propagande et de l'agitation pour gagner des espaces. Ce n'est pas notre conception de la politique. Nous pensons que les gens doivent continuer à s'organiser à la base mais c'est aux compagnons de La Matanza eux-mêmes de se battre pour ça. Nous avons l'intention de nous coordonner avec ceux qui construisent mais nous ne disputons aucun espace à personne.

(page 60)

Il a également été question du phénomène des piquets et de sa généralisation comme forme de lutte, surtout étant donné les répercussions qu'ils ont eues ces derniers temps.

— Nous avons dit que Mosconi marque un avant un après, dans la mesure où cela montre la profondeur des luttes populaires. Nous avons également posé la nécessité d'être créatifs pour ne pas nous enfermer et éviter d'être quadrillés. Tout ne passe pas par le fait de casser, tout ne passe pas par les barrages. A partir de cela apparaissent les différences avec ceux qui voient d'autres fins à la lutte. Les critères que nous prenons en compte au moment de planifier un barrage sont le fruit de discussions antérieures, d'une construction collective et quotidienne. La forme des barrages dépend de la stratégie fixée en fonction des objectifs à atteindre. Par exemple, lorsque nous nous sommes trouvés confrontés au problème de la leptospirose [maladie infectieuse], il s'agissait de dénoncer l'insalubrité et de faire pression sur la municipalité. C'est pourquoi nous avons bloqué l'accès à Solano. Ils ont donc dû réagir en créant les conditions d'hygiène demandées. Dans le cas de

la solidarité avec les compagnons de Salta[7], nous avons cherché à bloquer un point névralgique de manière à faire pression sur le gouvernement afin qu'il retire la gendarmerie et à produire un effet médiatique qui montre clairement la solidarité avec les compagnons. A chaque fois que nous planifions un barrage, nous prenons en compte la proximité avec le quartier, de manière à ne pas rester isolés.

(page 111)

A propos de la question de l'autonomie face à l'Etat :

C'est un sujet très difficile. Dans les conditions dans les lesquelles nous vivons aujourd'hui, il est impossible d'avoir une autonomie comme celle que nous souhaiterions, même pour les gens qui font partie du mouvement. La situation de grande misère et de manque de ressources dans laquelle nous nous trouvons, nous amène à dire : "*Soit nous mourrons de faim dans le quartier, soit nous mourrons au cours d'une marche ou d'un barrage routier*". La mort est déjà installée ici, dans tous les sens du terme. Par exemple, si tu vas à l'hôpital, ils te font attendre pendant trois mois, ou quand un enfant se brûle et qu'il n'y a rien pour le soigner. Il est très difficile dans ces conditions d'imaginer des alternatives qui ne passent pas par le recours à l'Etat.

— Nous nous sommes trouvés confrontés à ce problème en de nombreuses occasions mais il nous a laissés sans réponse. Nous poursuivons notre tâche : les ateliers de production, la formation etc. Nous n'avons pas oublié les axes que nous avions définis dès le début : "Lutte, formation et travail". Et maintenant nous y œuvrons avec beaucoup de gens, en essayant de construire notre propre école, en planifiant un nouvel établissement, en explorant les possibilités qui s'ouvrent avec des compagnons d'autres pays. Nous avons la boulangerie et nous commençons à faire nos cultures.

(page 204)

Un des grands problèmes que nous rencontrons, c'est que dans ces lieux les plus reculés et les plus détruits, l'affrontement direct avec le capitalisme est inévitable. Notre situation est assez compliquée parce que nous n'avons presque aucune marge.
Nous pensions par exemple à prendre des terres parce que, comme vous le savez, nos terrains sont inondables et on ne peut rien y produire. En plus nous sommes entassés. Le problème, c'est qu'il n'y a plus de terres disponibles car l'Etat a tout vendu pour faire du fric. Tout est propriété privée. Si tu viens prendre les terres, ils t'envoient la gendarmerie. Donc, tu n'as déjà plus d'espace. Le choc contre le capitalisme est inévitable. C'est pourquoi il y a nécessairement un degré de confrontation. Quand tu te trouves pris dans cette tension, des fois tu gagnes, des fois tu perds, parce que là ça dépend du rapport de force. La dernière fois que nous avons pris des terres ici à Solano, 12 000 personnes y ont participé[8]. Il aurait fallu un massacre pour les virer. Dans ces cas là, les types l'évitent, mais en d'autres occasions ils envoient la troupe, et voilà… (…)

Evidemment on se heurte au pouvoir, même sans le chercher. Ce n'est pas que nos fassions de la confrontation avec l'Etat notre axe fondamental. Mais si tu as touché à la propriété privée, ils vont t'envoyer l'infanterie, les juges… Cela veut dire que tant qu'existe le capitalisme, nous allons nous heurter à l'une de ses formes. A part ça, le fait est que nous ne nous centrons pas sur l'économique : nous luttons pour une vie différente, dont l'économie n'est qu'un élément. La lutte pour le changement social est totale.

(page 111)

A propos des partis :

— Ce n'est pas une idée arrêtée, mais je me demande si les partis ne sont pas en réalité des instruments du capitalisme lui-même. Je ne crois pas qu'il soit anticapitaliste de créer un parti politique. Cela revient plutôt à reproduire les formes déjà existantes du système. L'autre jour, nous avons eu une conversation très intéressante sur l'éducation des enfants. Nous discutions de la manière dont se construit le capitalisme en s'appuyant sur le noyau de la société, sur la relation père-fils et nous sommes arrivés à la conclusion que c'est là même que se forge la conception du pouvoir, car comme je suis le père, c'est moi qui commande et qui doit éduquer.

— C'est pour ça qu'ici les enfants sont les enfants de tous et que nous devons tous nous en occuper. Avant, si un gamin sortait jouer dans la rue, quelqu'un disait : "*Eh, machin, ton fils…*". Mais il arrive que le compagnon ait quelque chose à faire et qu'il n'ait personne à qui laisser son gamin. C'est comme ça que tout a commencé, il y a eu beaucoup de discussions dans cette assemblée et nous avons finalement décidé de tous prendre en charge les gamins.

— Les partis politiques ne sont pas conséquents dans la lutte. Je ne veux pas dire qu'ils sont malhonnêtes, pas du tout. Mais chaque fois que j'en rencontre un, ils me racontent qu'ils ont été partout : à Mosconi, à Jujuy, à Santiago Del Estero. Ils sont de toutes les luttes ! Il est même arrivé qu'ils me vendent comme leur œuvre des choses que nous avions faites. C'est donc qu'en réalité ils ne sont nulle part.

— Ils travaillent pour faire connaître leur groupe. Nous autres, d'en bas, nous créons quelque chose de réel.

— C'est pourquoi je ne sais pas si le phénomène communiste a jamais été communiste, c'était plutôt la reproduction du capitalisme. Parce qu'en fin de compte, il a été aussi dégueulasse et salaud que le capitalisme lui-même. Parce que quand quelqu'un pense à votre place, c'est que le capitalisme se reproduit. Ce n'en est qu'une version de plus, quel que soit l'appellation qu'on lui donne. Parce que c'est juste le nom que tu changes, rien de plus.

(page 75)

Il y a une différence évidente entre ce mode de solidarité et celle qui se joue avec les partis et les centrales syndicales (avancées). Ces appareils sont au dessus des luttes. Ils essaient de les "représenter" tout en calculant leurs intérêts. Ils ne font des avancées concrètes que lorsque cela rapporte à leurs propres organisations. Si ce n'est pas le cas, si cela ne leur rapporte pas, lorsqu'ils font mauvaise figure, ils vacillent et quand la lutte se durcit, ils se retirent. Ce qui se passe avec ces organisations, c'est qu'elles prennent toujours des décisions pour trouver un consensus. Toute leur pratique s'explique par la recherche de l'adhésion des majorités. Mais nous savons que les majorités n'existent pas en tant que telles mais comme une représentation inerte, au nom de laquelle on justifie certaines positions. "*Que dira la majorité des gens ?*". Ils oublient que les gens ne pensent pas de la même manière selon qu'ils sont seuls et démobilisés ou qu'ils s'engagent et luttent. Par conséquent, on ne peut à la fois être d'accord avec ceux qui "ne font rien" et ceux qui "s'y mettent toute la journée". Car ce sont deux positions différentes. On ne peut pas en même temps séduire les électeurs, les téléspectateurs, toute cette masse qui vit tous les jours submergée par l'égoïsme et ceux qui s'activent contre ces tendances égoïstes et mercantiles.

Ils restent attachés et prisonniers de la “logique du pouvoir” qui se préoccupe exclusivement des “majorités”. C'est pourquoi ils ne sont pas libres d'agir comme ils “devraient” le faire s'ils l'étaient. Les organisations qui dialoguent sans cesse avec l'Etat en oublient de s'adresser à cette gigantesque foule de minorités qui, ici et là, luttent contre le modèle du pouvoir et de l'oppression. Il leur manque en outre cette liberté d'action nécessaire lorsqu'il s'agit de produire des formes de vie qui échappent à la tristesse actuelle. C'est très grave de renoncer à cette liberté. Dans cette voie, on ne peut même pas apprendre de ses erreurs, car les erreurs sont source de sagesse lorsque ce sont des personnes ou des mouvements d'hommes et de femmes libres qui en tirent les leçons.

(page 108)

Intervention d'un membre du MTD Allen (Province du Rio Negro) au cours d'une discussion le 6 octobre 2002 :

J'aimerais souligner une chose intéressante, c'est que l'appellation de “travailleurs au chômage” ne nous plaît pas. En réalité, nous préférerions nous appeler travailleurs autonomes, parce que cela à voir avec toute une conception du travail. Surtout, cela rompt avec l'idée que le travail implique forcément l'exploitation. Il y a un très grand débat autour de cette question dans notre région du sud, une discussion que nous menons avec deux expériences très riches : l'usine Zanon et une entreprise de frigorifiques. Toutes deux ont été occupées par les ouvriers qui se sont mis à produire pour leur propre compte, et nous sommes en relation très étroite avec eux. Nous sommes aussi en contact avec d'autres organisations de chômeurs qui ne sont pas autonomes, mais avec lesquelles nous organisons des réunions et des débats. L'une des questions dont nous discutons le plus est celle de ce qu'elles appellent “travail authentique”. C'est ainsi qu'elles nomment les possibilités qui leur ont été offertes lorsque le gouverneur de la province a passé un accord avec les compagnies pétrolières afin qu'elles créent des emplois. Ces mouvements proposent la reconstruction des syndicats, l'ouverture de nouveaux postes de travail et l'investissement dans les œuvres sociales. Pour notre part, nous affirmons qu'il s'agit plutôt d'obtenir un “travail digne”, ce qui est incompatible avec l'exploitation, la soumission, le vol et le contrôle des horaires qu'implique le salariat. C'est un débat très riche qui s'est ouvert et nous avançons dans l'idée de “travail autonome”, c'est à dire un travail que nous choisissons d'effectuer pour notre propre compte et que nous pouvons abandonner. C'est notre quête, y compris pour ceux qui reçoivent une allocation du gouvernement ou ceux qui ont un boulot formel mais participent quand même au mouvement.

(page 247)

[Comme la plupart des entretiens sont collectifs, les coupures sont celles de réponses parfois longues ou de peu d'intérêt. Les textes sans “ — ” sont extraits d'interventions sans question préalable]

<u>NDT</u> :

1. Ils tentent par exemple d'appliquer au contexte argentin les concepts de multitude, de zones libérées et de contre-pouvoir.
2. Amalia Fortabat est l'une des entrepreneuses les plus puissantes d'Argentine.
3. Mauricio Macri : entrepreneur et dirigeant du club de foot *Bocca Junior*, très connu pour ses accointances avec Carlos Menem. Il s'est présenté aux dernières élections pour la ville de Buenos Aires mais a été battu par le candidat sortant Ibarra.
4. Le 17 juin 2000, des émeutiers ont dévasté une grande partie de cette ville de la province de Salta. A la suite de cela, un millier de gendarmes lourdement armés l'ont occupée et des affrontements ont eu lieu durant plusieurs jours.
5. En 2000, les barrages routiers se sont multipliés et cette ville de la banlieue sud de Buenos Aires a été bloquée pendant 10 jours. Le 28 juin 2000, environ 1500 ouvriers et chômeurs ont coupé la grande artère qui traverse le pays (la route n°3) pour exiger des emplois, 650 000 kg de viande fraîche, 70 000 kg de légumes secs et des antennes médicales gratuites. En novembre de la même année, les piqueteros ont à nouveau bloqué les routes et les voies ferrées. Ils se sont ensuite constitués en assemblées de chômeurs, fait notable, car ce quartier est depuis longtemps aux mains des péronistes.
6. Dirigeants respectifs de la FTV et des CCC
7. Le 17 juin 2000, dans la province de Salta près de la frontière bolivienne, deux personnes ont été tuées par la gendarmerie qui tentait de rouvrir le principal axe de circulation coupé par les manifestantEs.
8. Au mois d'août 2002, le MTD d'Admirante Brown a également décidé de récupérer un terrain pour y faire un centre associatif et des jardins. La mairie a fait appel aux flics pour virer les 300 occupantEs, mais plus de 1000 personnes du voisinage et 6000 venues d'ailleurs sont venues apporter leur soutien. Un succès...



QUELQUES LUTTES EN PATAGONIE...

CETTE RÉGION qui s'étend sur tout le Sud de l'Argentine jusqu'à la Terre de Feu est connue pour ses richesses maritimes et forestières et ses magnifiques paysages. Mais ces immenses étendues de steppe sont soit aux mains des grands propriétaires fonciers qui pratiquent notamment l'élevage d'ovins, soit dans celles de l'armée argentine qui les utilise pour ses basses manœuvres. L'essor du tourisme "aventure" participe également à la dégradation de cet environnement.

Par ailleurs, la côte Atlantique a été ravagée par l'industrie pétrolière (les puits de pétrole ont poussé comme des champignons sur de larges espaces avec les "villes" pour y loger les travailleurs), et les montagnes de la Cordillère des Andes (qui sépare l'Argentine du Chili) ont été dévastées par l'exploitation systématique de la forêt et le pillage des ressources minières.

L'un des derniers projets en date est l'installation d'une mine à ciel ouvert juste à côté de la ville d'Esquel, dans la province de Chubut. Cette ville d'environ 28 000 habitants vit essentiellement de l'agriculture et du tourisme (si l'on excepte le grand nombre de fonctionnaires d'Etat) et se trouve à quelques 45 km du parc national Los Alerces, zone de lacs glaciaires et immense réserve naturelle.

Il y a près de trois ans, la compagnie minière argentine *El Desquito* a procédé à des forages-test. Rachetée par la multinationale canadienne *Meridian Gold*, elle a officiellement publié mi-2002 son projet d'exploitation du cordon d'Esquel. La première étape devait consister à perforer plus de 40 000 mètres de montagne (10 à 15 ans sont prévus pour la vider de son contenu) à 6 km de la ville, afin d'exploiter un gisement d'or et d'argent, premier d'une liste de 18 déjà répertoriés par la compagnie.

Face à la rétention d'informations des autorités, les habitants ont dans un premier temps cherché à comprendre la nature et les implications de ce projet pour ensuite découvrir que l'exploitation serait à la fois souterraine et à ciel ouvert, et que le procédé utilisé serait celui de lixiviation (utilisation de cyanure). Cette méthode comporte de nombreux risques de pollution de la terre et de l'eau, non seulement à cause des fuites toxiques de cyanure mais aussi de par le drainage et les infiltrations de métaux lourds comme le plomb, l'arsenic et le cadmium. Le principal fournisseur en eau de la ville a d'ailleurs déclaré qu'il ne pourrait plus garantir l'approvisionnement dans de telles conditions.

Dès octobre 2002, de nombreuSEs habitantEs d'Esquel se sont réuniEs en assemblées de *Vecinos Autoconvocados* — littéralement "voisins autoconvoqués"— et la deuxième assemblée s'est prononcée à l'unanimité des près de 600 personnes présentes contre la mine. Dès lors, ils/elles ont organisé une campagne contre le projet qui a pris diverses formes : tables de presse et d'information dans la rue, débats organisés dans différentes villes de la région, festivals artistiques, mais aussi de nombreux *escrache*[1], des manifestations rassemblant des milliers de personnes et des tags dans toute la ville. Face à la multiplication des actions, dirigeants de la mine et politiques ont troqué la carotte de la création d'emplois et du développement économique contre le bâton de la répression. Des opposantEs ont reçu des menaces téléphoniques ou plus directes, d'autres ont fait l'objet de filatures ou d'effractions domiciliaires, une personne s'est fait renverser par un véhicule, une autre a été tabassée. Des enquêtes ont également été lancées et, au cours des dernières manifestations, se sont produits des affrontements avec les milices de l'UOCRA[2].

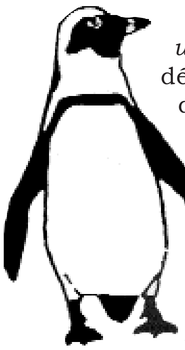
Néanmoins, l'assemblée vécinale a obtenu ce qu'elle réclamait, à savoir l'organisation d'un référendum local sur la question de la mine. La consultation s'est déroulée le 3 mars 2003 et le NON l'a emporté à 81 % (avec un taux de participation de 70%), bien que les hommes de main aient comme d'habitude acheté les votes (de 100 à 300 francs, mais on peut empocher les tunes et quand même voter non). En juin 2003, fut annoncée une décision judiciaire d'arrêt total des travaux. Cette victoire n'est pourtant pas définitive, d'une part parce que la compagnie va certainement utiliser tous les recours possibles pour faire appel de cette décision, d'autre part car elle a d'ores et déjà bien d'autres projets dans son sac (de nouveaux sites sont prévus sur la même ligne de cordillère, vers Cholila, El Hoyo, el Maiten…).

Enfin, le caractère hétéroclite de l'opposition à la mine, qui mêle à la fois des intérêts touristiques et commerciaux, des arguments environnementaux mais aussi nationalistes, laisse la voie ouverte à l'installation d'une mine sous certaines conditions (sous le contrôle de l'Etat, employant des travailleurs locaux, juste un peu plus loin, moins nuisible ou moins visible). Par ailleurs, si les actions ont été menées par différents groupes (des personnes masquées se définissant comme appartenant au *Movimiento Anarquista de la Comarca Andina*[3] ont par exemple bloqué la route 40, axe principal qui traverse la région, en y brûlant des pneus pendant plusieurs heures), l'assemblée a souvent posé comme principe le respect de la légalité et ce légalisme a pu donner lieu à des aberrations telles que l'appel lancé aux autorités pour assurer la sécurité des "militants".

1.Cette pratique consistait au départ à dénoncer publiquement, voire à malmener de diverses manières les bourreaux et collaborateurs de la dictature argentine, dont ils signalaient aussi les domiciles. Elle s'est appliquée dans ce cas à la fois directement aux dirigeants et personnels de la compagnie minière (dont l'ingénieur principal qui s'est fait copieusement insulter) ainsi qu'aux entrepreneurs (comme les dirigeants de la chambre de commerce), médias (lancers d'œufs contre les fenêtres) et politiciens locaux (comme le gouverneur Lizurume de l'*Alliance* ou l'intendant Williams du *Parti Justicialiste*) qui soutenaient le projet d'installation de la mine.
2.Union des Ouvriers de la Construction de la Region Argentine, affiliée à la CGT (péroniste).
3.Le mouvement anarchiste de la *Comarca Andina*.

Conflit à Esquel

La société de résistance d'Esquel participe aux actions contre l'installation de la mine d'or. Ce projet de la multinationale *Meridian Gold* aurait pour conséquences la pollution des rivières et du sol, ainsi que la destruction du cordon d'Esquel[1]. L'exploitation doit se faire à ciel ouvert sur un périmètre de 2,5 km de long sur 500 mètres de large et on y utiliserait du cyanure, une substance hautement toxique pour les ouvriers comme pour l'environnement. Il est d'ailleurs prévu d'embaucher les travailleurs uniquement pour des contrats de 3 mois, car ils recevront dans ce délai la dose maximale de cyanure que peut supporter le corps. Il y a un an à peine, Esquel s'était déclarée ville touristique, or voici qu'on veut en faire une ville minière, et lorsqu'un journaliste a demandé à l'entrepreneur, en quoi la mine aiderait au tourisme, il a répondu que "*les visiteurs et les habitants d'Esquel auraient le privilège de pouvoir assister tous les jours à trois heures de l'après-midi au dynamitage de la montagne, et qu'ils prévoyaient d'en faire un projet touristique*". Toutes les déclarations des porte-parole et des dirigeants de l'entreprise sont de cet acabit, et viennent remplacer les accusations de "gauchistes écolos" et d' "escrocs" qu'ils lançaient au début à tous ceux qui luttaient pour empêcher l'implantation de la mine.



Vendredi dernier s'est tenue une assemblée regroupant les opposants à la mine, soit environ 600 personnes. Le samedi, une manifestation a été organisée devant les bureaux de l'entreprise avec de nombreux slogans contre la mine et il est prévu de renouveler l'expérience tous les samedis. Les bureaux de l'entreprise se trouvent dans un immeuble aux vitres fumées au croisement de la rue 25 de Mayo et de l'avenue San Martin et on a vu quelqu'un du dernier étage prendre des photos du rassemblement. Cet immeuble est protégé 24 heures sur 24 par la police de la province qui veille à ce que personne ne stationne devant. Deux participants aux assemblées ont en outre reçu des menaces.

Actuellement l'assemblée fait circuler une pétition qu'elle veut présenter au Conseil de délibération. Elle a déjà recueilli plus de 3000 signatures.

Une accolade fraternelle
Salut et anarchie

S.R.O.V Esquel
Organizacion obrera n°2, novembre-décembre 2002

NdT :
1.Chaîne de montagnes qui entoure la ville d'Esquel

Rumeurs du sud

Malgré le calme apparent qui peut régner dans ces contrées désolées de Patagonie, de petits mouvements de protestation subsistent, car une partie de ceux qui n'ont rien refusent d'assister les bras croisés à la concentration de tout en si peu de mains.

Le 11 octobre, nous nous sommes rendus avec des compagnons de la S.R.O.V d'Esquel jusqu'au site de l'*estancia Leleque*, dans la province de Chubut. Là, un groupe d'une soixantaine de personnes appartenant à diverses communautés Mapuche organisaient une journée de protestation contre l'entrepreneur de mode *Benetton* et tous ses complices criollos[1]. Ceux-ci avaient procédé quelques jours auparavant à l'expulsion de la famille Curinanco qui vivait et travaillait à cet endroit.

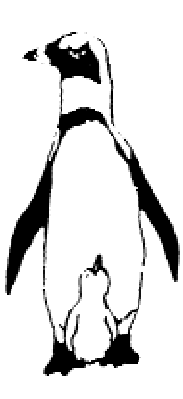
L'événement a duré deux jours, malgré la pluie qui a inondé la zone. Toute la nuit nous avons résisté aux intempéries, et la manifestation s'est conclue le 12 par un barrage routier qui s'est déroulé sans problèmes, la majorité des gens qui passaient par-là ne trouvant rien à redire à ces justes réclamations.

Quelques jours auparavant, dans la ville de Bariloche (province de *Rio Negro*), quelques 50 familles des quartiers *Frutillar* et *34 hectareas* s'étaient emparées d'un hangar rempli de matériel. Ils ont pris poteaux et tôles et les sont répartis selon leurs besoins. Le hangar appartenait aux curés qui le laissaient inutilisé, avec tous les matériaux en train de pourrir à l'intérieur.

De la F.O.R.A, nous nous solidarisons avec tous ceux qui luttent pour la vie et la dignité humaine.

Noelia Ferrer. S.R.O.V Capital
Organizacion obrera n°2, novembre-décembre 2002

NdT :
1.Criollo/a désigne les membres de la bourgeoisie espagnole qui sont nés sur le sol argentin.



Lors de la conquête de l'Argentine,les Espagnols se sont heurtés à la résistance acharnée de ceux qu'on appelle aujourd'hui les "pueblos originarios" (peuples originaires). Dès le 16e siècle, les installations espagnoles ont été systématiquement attaquées, y compris la ville de Buenos Aires totalement incendiée immédiatement après sa fondation en 1536, et finalement reconstruite en 1580. Au 17e siècle, il faudra 10 ans aux conquistadores pour vaincre la révolte des Draguitas dans les vallées sub-andines, puis reprendre le contrôle des vallées calchaquis. Et au 18e siècle, ce sont les Guaranis qu'il leur faudra mater, tandis que les Jésuites se feront expulser du Rio de la Plata. Finalement, les Indiens du Nord qui n'auront pas été exterminés dans ces guerres seront réduits en esclavage et tués à la tâche dans les mines. En Terre de Feu, les Indiens Onas et Yamanas seront quant à eux décimés en quelques années par les maladies et le mode de vie imposé par les missionnaires (sédentarisation, travail forcé...).

Les Tehuelche auxquels se sont mêlés les Mapuche ont bénéficié un certain temps de la rigueur du climat et des contrées patagones peu propices à l'installation de colons. Cependant, au cours du 19e siècle, le gouvernement argentin s'est lancé dans une politique de peuplement destinée à pacifier le sud du pays. Les grands éleveurs ont aussi compris tout le profit qu'ils pouvaient tirer de ces immenses étendues et s'en sont progressivement emparé avec le soutien de l'armée. Après une guerre de guérilla longue de plusieurs années, en 1866 un terme a été mis à la résistance de ces tribus mobiles par la campagne dite "conquête du désert", charmant euphémisme pour une véritable guerre d'extermination
Depuis, les Mapuche qui restent (beaucoup moins nombreux qu'au Chili) et ne sont pas venus grossir les rangs du sous-prolétariat urbain, mènent une lutte pour rester sur les terres patagones. La plupart du temps ils/elles se sont installées en "communautés" et occupent des "terres fiscales" appartenant à l'Etat. Cependant celui-ci dispose à sa guise de ces terrains et peut les en expulser quand il le veut, par exemple lorsqu'il décide de les vendre à des entreprises ou propriétaires privés. Les expulsions procèdent de décisions de justice et sont exécutées par la gendarmerie, quand elles n'ont pas déjà été effectuées par des milices privées. Les terrains sont alors à leur tour clôturés (ce qui est parfaitement antinomique avec la conception mapuche d'une terre inaliénable), les cultures ravagées et les habitations détruites. Les "familles" refusent généralement de partir ou tentent de réoccuper les terres d'où ils ont été chassés, mais les velléités de résistance sont souvent réduites par la répression. Contrairement au Chili, les réactions immédiates sont rarement collectives, les "communautés" étant beaucoup moins nombreuses et très atomisées. Par ailleurs se dessine une logique légaliste, consistant à demander à la Justice et à l'Etat de faire respecter les droits ancestraux reconnus nationalement et internationalement ainsi que des accords passés avec les autorités, voire réclamant à ces dernières des infrastructures particulières. Les revendications culturelles et identitaires du "peuple" mises en avant notamment par la coordination "officielle" mapuche n'empèche cependant pas les contacts de certaines communautés avec d'autres luttes de manière horizontale. Cela a été par exemple le cas à Esquel pour s'opposer à l'implantation de la mine et, dans la même région, pour lutter contre l'installation de Benetton sur un immense terrain d'environ un million d'hectares.

En même temps qu'elle installait dans son estancia le musée historique **Lelèque,** ***dont une large partie est consacrée à l' "art" et aux objets quotidiens "indiens", la compagnie s'est bien entendu empressée de virer les quelques Mapuche qui se trouvaient sur ses terres. De multiples actions ont eu lieu contre cette expulsion.***

Pour plus d'informations, contacter l'organisation de communautés **Mapuche-Tehuelche du 11 octobre** ***:***
e-mail : puelmapu@terra.com.ar et tel : (02945) 45-1611, dont provient le communiqué suivant.

Esquel (Chubut),
le 14 février 2003

NOUS AFFIRMONS une fois encore la lutte pour nos droits ancestraux et contre l'usurpation du *Wallmapuche* (territoire ancestral).

Les 8 et 9 février dernier, nous avons réalisé un nouvel acte de solidarité avec la famille Curiñanco expulsée en octobre 2002 du terrain de Santa Rosa à la demande de l'entreprise *Benetton.* Dès les premières heures de la matinée du samedi 8, nous nous sommes rassemblés à environ 150 frères Mapuche et compagnons non mapuche (pu peñi ka pu lamgien) venant de différents endroits du *Puelmapuche* devant l'accès à l'estancia Leleque de la compagnie italienne. Là, nous avons monté notre campement et nous avons commencé à informer ceux qui circulaient sur la route nationale 40 de la politique d'usurpation que mène ce groupe européen et de l'appui qu'il reçoit de l'Etat.

Le soir, nous avons transféré le camp à Santa Rosa, à côté des barbelés, où nous avons passé la nuit. Des personnels de la police provinciale ont alors installé des projecteurs, éblouissant notre campement et cherchant clairement à nous intimider. Cela n'a fait qu'augmenter notre indignation face à ces sbires.

A l'aube, nous avons coupé la Route 40 afin d'assurer la sécurité de celles et ceux qui participaient au ngellipun [cérémonie ancestrale de spiritualité] sur le bord du chemin, puisqu'on nous interdisait l'accès à Santa Rosa. Malgré le déploiement de la gendarmerie nationale, le barrage a été maintenu sans que les uniformes nous expulsent (contrairement aux informations qu'a données le journal *El Chubut*). La cérémonie terminée, nous avons continué notre trawunche [parlement, dans le sens d'assemblée] jusqu'à midi.

Toutes les activités se sont déroulées dans une ambiance d'assemblée permanente qui a contribué à renforcer la lutte des communautés et organisations Mapuche du *Puelmapuche* présentes et à affirmer les liens solidaires avec la société non-Mapuche.

Durant ces deux jours, nous avons assisté à un grand déploiement d'effectifs de police de la Province de Chubut et de la Gendarmerie Nationale, tandis que des personnels en civil filmaient et nous photographiaient à

partir de véhicules personnels. L'estancia Leleque a été la base des opérations de ces forces d'occupation de notre *Wallmapuche*. Une fois de plus, cela a mis en évidence la soumission de l'Etat au pouvoir économique, les “forces de sécurité” faisant office de gardes privés à la solde de la compagnie *Benetton*.

Nous tenons à souligner que dans cette action, le peuple Mapuche a pu compter sur la solidarité de compagnons non-Mapuche venus de différents endroits du Nord Ouest de Chubut, et particulièrement de l'assemblée de voisins autoconvoqués d'Esquel, avec lesquels nous menons la lutte contre la compagnie minière canadienne *Meridian Gold Inc*.

Cette lutte pour la réaffirmation de nos droits et contre l'usurpation et la dévastation du *Wallmapuche* croît de jour en jour, ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique le savent. C'est pourquoi, sur le chemin du retour, la gendarmerie nationale et la police de la Province de Chubut ont monté un barrage afin de contrôler l'accès à la ville d'Esquel et d'identifier chacun d'entre nous. C'est aussi pour cette raison que notre frère Martiniano Jones Huala, de la communauté Pulan Mahuiza, a reçu des menaces de la part de l'entrepreneur en bâtiment Pedro Peña lors d'une action “contre le saccage de la Patagonie”. Ces derniers jours, les compagnons Lucas Fossatti et Leonardo Ferro, faisant partie des voisins autoconvoqués d'Esquel ont également été menacés pour leur implication contre le projet minier.

Chaque jour s'allonge la liste des basses manœuvres dont font l'objet les voisins d'Esquel. Face à cette vague croissante d'intimidations, nous réaffirmons notre engagement dans la lutte pour la liberté de notre peuple Mapuche et nous rendons l'Etat responsable des menaces et attaques à l'encontre de nos frères et sœurs mapuche ou non.

“*La résistance des peuples opprimés*
est la limite des tyrans”
“*Pour la justice, la terre et la liberté*”

Marici Weu, marici weu ! ! !
(Pour chaque personne qui tombe, dix autres se lèvent)



CHRONOLOGIE
(1999-FÉVRIER 2002)

1999

• **24 octobre** : le chef de l'opposition aux péronistes, Fernando de la Rúa (64 ans), est élu président.

• **Décembre :** hausse des impôts qui frappe uniquement les classes moyennes.

2000

• **29 mai** : le gouvernement de la Rúa annonce une réduction importante des dépenses de l'Etat, avec une baisse des salaires de 12 à 15 % pour 140 000 fonctionnaires, ainsi qu'un projet de mise à l'écart des syndicats de la gestion des oeuvres sociales : 20 000 personnes protestent dans les rues de Buenos Aires.

• **6 octobre** : le vice-président Carlos Alvarez, leader du Front pour un pays solidaire (Frepaso) démissionne pour protester contre l'étouffement par le Sénat du scandale de pots-de-vin versés à l'occasion du vote de la réforme du droit du travail, en avril 2000.

• **28 décembre** : le FMI alloue à l'Argentine un ballon d'oxygène de 40 milliards de dollars (45 milliards d'euros).

2001

• **16 mars** : de la Rúa, président d'une alliance politique fragile entre le Frepaso, un amalgame de péronistes dissidents de sociaux démocrates et de centre gauche, et le centre droit (Union civique radicale), lance un nouveau « plan d'austérité » approuvé par le FMI.

• **19 mars** : Domingo Cavallo, le revenant monétariste qui a oeuvré sous la dictature militaire et auteur de la parité catastrophique peso-dollar, ministre de l'économie, obtient des pouvoirs spéciaux pour « résoudre » la crise. De nombreuses manifestations à Buenos Aires et dans ses banlieues contre les mesures proposées.

• **27 avril** : un troisième plan d'austérité qui prévoit de « réorganiser » les services publics.

• **Mai** : des centaines d'enfants de chômeurs manifestent à Buenos Aires après avoir marché pensant deux semaines depuis la province lointaine du nord-ouest de Jujuy.

• **11 juillet** : onzième plan de stabilisation qui prévoit une baisse des salaires et des pensions de 13%, ce qui déclenche diverses manifestations et journées de grèves syndicales.

• **19 juillet** : le pays est paralysé par une grève générale des syndicats. Elle prélude à d'autres manifestations dans tout le pays contre le plan d'austérité, le 29 août.

• **14 octobre** : élections parlementaires. Alors que le vote est obligatoire et l'abstention passible d'amende, il y a plus de 40 %de votes blancs ou nuls et environ 20 % d'abstentions. Défaite de l'Alliance de gouvernement et « succès » de l'opposition péroniste

• **1er décembre** le gouvernement avec Cavallo décide de limiter les retraits en espèces à 1 000 dollars par mois (pesos) et d'interdire les transferts à l'étranger. Depuis des mois, le gouvernement présidé depuis décembre 1999 par de la Rúa ne parvient pas à endiguer manifestations et émeutes récurrentes dans les villes de province, barrages routiers et pillages des chômeurs organisés, les *piqueteros,* actes collectifs ou individuels comme la mise à sac des distributeurs de billets. Parallèlement, les plus riches retirent leur argent des banques pour le transférer à l'étranger ou le planquer : 1 milliard 300 millions de dollars s'envolent ainsi.

• **3 décembre** : pour se plier aux impératifs du FMI dont une mission vient à Buenos Aires dicter ses conditions, des mesures strictes de contrôle des banques sont prises qui limitent les sorties d'argent vers l'étranger (le plus gros est déjà sorti) et les retraits en liquide des comptes bancaires. Cette dernière mesure est particulièrement contraignante, particulièrement pour les plus pauvres, car la plupart des transactions se font en liquide (notamment tout ce qui se rapporte à l'économie clandestine, qui couvrirait près de 50 % de l'économie réelle), ce qui entraîne la polarisation d'une hostilité contre les banques. La plupart des transactions doivent recourir à des monnaies de circonstance, émises par les organisations de troc mais aussi par les provinces, puis par l'Etat lui-même (qui a même confisqué les avoirs des caisses de retraite convertis en bons-papier échangeables) : si le dollar reste roi, il est plus thésaurisé et laisse place non seulement au peso mais à des *patacones, argentino, lecops* et autres « bons » de toutes les couleurs.

• **5 décembre** : le FMI refuse tout nouveau crédit à l'Argentine pour ne pas avoir accompli les réformes de tout le système étatique, réforme rendue impossible par l'opposition à la fois des gouverneurs de province tout puissants et la montée des résistances populaires contre toutes les mesures déjà prises mais jugées insuffisantes par le FMI.

• **Jeudi 13 décembre** : les trois syndicats organisent une grève générale de 48 heures (la douzième en deux années) contre la baisse des salaires et des pensions et le cantonnement des retraits bancaires. Grève tout autant inefficace que les précédentes, bien que massivement suivie (des milliers de personnes dans les rues et des barrages routiers paralysants). Des discussions se poursuivent au niveau des dirigeants pour tenter de voir quelles restrictions faire supporter aux classes moyenne et ouvrière afin que les classes possédantes sortent du marasme économique, générateur d'une misère sociale grandissante qui d'un moment à l'autre peut éclater en mouvement dangereux pour l'ordre social capitaliste. On évalue qu'en six mois, plus de 500 000 personnes ont descendu d'un degré dans la misère sociale pour peupler les « *villas miserías* » où sont apparues des banderoles soulignant ironiquement « Bienvenue aux classes moyennes », faisant ressortir une paupérisation générale de la quasi-totalité de la population (sauf la frange limitée de la classe dominante et de ses plus zélés serviteurs). On évaluera dans cette période que chaque jour 2 000 « classes moyennes » descendent d'un cran dans l'échelle sociale. Un économiste argentin peut souligner que « la classe moyenne voit qu'elle est au bout de la route. C'est maintenant un jeu totalement nouveau ». Une autre manifestation syndicale est prévue pour le 21, mais les dirigeants syndicaux seront pris de vitesse par une explosion sociale qu'incidents et violences, limités mais récurrents, pouvaient pourtant laisser prévoir : les promenades syndicales ne visaient qu'à tenter de les neutraliser tout en donnant plus de poids aux bureaucraties dans leurs intrigues autour du pouvoir.

• **Le 14** : nouvelles manifestations.

• **Samedi 15 décembre** : des pillages alimentaires de magasins prennent une grande ampleur dans les villes des provinces les plus touchées par la misère. De telles actions ne sont pas nouvelles, même si dans un passé récent elles furent plus sporadiques. Souvent elles sont le fait d'organisations de chômeurs (taux de chômage avoué moyen 25 %, beaucoup plus dans certaines régions ou quartiers du grand Buenos Aires), *les piqueteros* organisant ainsi depuis des mois des barrages routiers, pas seulement pour plus d'efficacité dans la paralysie du système économique, mais pour piller les camions de ravitaillement, corrélatif des pillages de supermarchés ou autres centres de distribution. Comme toujours devant cette extension des troubles, des voix se sont élevées pour insinuer que ce développement de la violence sociale pouvait être en partie due aux conflits de pouvoir au sein du péronisme. Certaines factions tentant soit de prendre le pouvoir à la faveur des troubles existants, soit de consolider ce pouvoir par une répression violente en envoyant des troupes de choc pour créer des foyers de violence. Une campagne d'intoxication essaie même de dresser les classes moyennes contre les « pillards » en faisant courir le bruit que des « bandes » attaquent les maisons des quartiers classes moyennes ; ce qui fera d'ailleurs long feu après que des groupes d'autodéfense aient attendu en vain ces pillards inexistants.

• **17 décembre** : c'est dans ces conditions que le gouvernement annonce que le nouveau budget va prévoir des réductions de dépenses de 20 %, ce qui implique une nouvelle baisse globale du niveau des services, salaires et pensions. Une consultation populaire, lancée par le Front national contre la pauvreté pour le travail et la production (Frenapo, organisation réunissant le syndicat CTA, l'Eglise et divers groupes humanitaires ou civiques) et revendiquant notamment une assurance-chômage, a recueilli 2 700 000 votes en faveur de la création d'un « salaire de citoyenneté » pour combattre le chômage, la pauvreté et la récession. Ce vote organisé en dehors de toute intervention gouvernementale ou politique semble avoir été une sorte de contre-feu réformiste à un mouvement qui, initié par les *piqueteros,* leur échappe maintenant totalement dans un raz de marée sauvage.

• **Dimanche 16, lundi 17, mardi 18** : les pillages et émeutes gagnent la région de Buenos Aires et la répression devient plus dure avec des meurtres d'activistes. Il est impossible de tout recenser : ce sont des centaines, des milliers, principalement des pauvres et des chômeurs, mais aussi des membres déchus des classes moyennes qui se ruent sur tous les centres de distribution (supermarchés, entrepôts, boutiques, etc.) et les bâtiments officiels. Par exemple, plus de 2 000 manifestants rassemblés devant un supermarché Auchan à Quilmes, dans la région de Buenos Aires, ne se dispersent qu'après avoir reçu la promesse d'une distribution de 3 000 sacs de 20 kilos de produits alimentaires et du paiement des allocations qui auraient dû être versées au titre des plans emploi.

• Cette situation se prolonge dans la nuit du 18 au 19 décembre. Le slogan est des plus simples: « Nous voulons à manger ». La libération de l'ancien président Menem, emprisonné pour corruption, après une décision d'une Cour suprême où il s'est auparavant assuré une majorité, n'est pas faite pour calmer les ressentiment populaire.

• **La journée du mercredi 19 décembre** et la nuit du 19 au 20 sont particulièrement confuses. Le mouvement s'étend, quasi spontané, alors que le gouvernement de la Rúa dénonce « l'anarchie » et menace de « rétablir l'ordre », ce qu'il fait d'ailleurs au cours de la journée du 19 en décrétant l'état de siège (toute réunion publique de plus de deux personnes devient subversion, les médias sont censurés et les forces de répression mobilisées au maximum). Les premiers « concerts de casseroles » *(cacerolazos)* ne font que reprendre une pratique qui avait amené la fin de la dictature militaire en 1976. Les manifestations, émeutes et pillages affectent aussi tous les faubourgs de Buenos Aires et plus d'une douzaine de villes dans tout le pays. Le président est molesté par la foule alors qu'il sort d'une réunion avec les gouverneurs de province. Plusieurs flics sont désarmés et certains sont lynchés.

Dans la soirée du 19, une manifestation monstre d'au moins un million de personnes converge spontanément vers la place de Mai (célèbre par les manifestations sous la dictature militaire des mères de disparus, manifestations qui se sont poursuivies jusqu'à aujourd'hui pour demander des poursuites contre les

responsables des massacres alors perpétrés), devant le Palais présidentiel, et, aux cris de « démission ! », conspue les dirigeants politiques et syndicaux. A une heure du matin, la police attaque pour dégager la place : la foule disparate (vieux, femmes, enfants...) se disperse mais les éléments les plus combatifs se réorganisent et une bataille mouvante s'engage dans les rues du centre de Buenos Aires. Des flics seront fait prisonniers et désarmés ; d'autres seront lynchés. Sur plusieurs kilomètres carrés, toutes les banques sont incendiées, de même que les MacDo.

Voici comment un témoin décrit l'explosion du 19 décembre : « *En dépit de leur violence, les émeutes de la faim du mercredi 19 décembre qui touchèrent divers faubourgs de Buenos Aires et une douzaine d'autres villes dans tout le pays étaient largement prévisibles... Les contrôles bancaires imposés ce mois-ci pour stopper la ruée vers les dépôts bancaires a également asséché la circulation monétaire dans l'économie et frappé de plein fouet les pauvres qui tiraient leur subsistance du secteur informel. La surprise vint de ce qui arriva ensuite. Comme la nuit tombait, des familles entières des quartiers classes moyennes comme Belgrano quittèrent leurs demeures en tapant sur des gamelles et casseroles dans un mouvement de protestation bon enfant contre le gouvernement et sa politique économique. Les voitures klaxonnaient et tous ces gens chantèrent dans la rue jusqu'au petit matin comme si le pays venait de gagner la coupe mondiale. Des milliers d'entre eux convergèrent vers la place de Mai où se trouve le palais présidentiel, avec les enfants, les chiens, toute la famille. La protestation spontanée était apparemment provoquée par la répulsion qu'avait causée l'adresse à la nation par de la Rúa le mercredi soir... Dans la journée du jeudi 20, l'atmosphère avait dramatiquement changé. Des barricades surgissent dans bien des rues de Buenos Aires ; les jeunes sont les plus déterminés et les plus efficaces car ils ont l'expérience des affrontements avec les flics dans les bagarres qui suivent les concerts rock ou les matchs. Des foules de jeunes hommes, le visage dissimulé, enfoncent les barrières de protection, attaquent en jetant des pierres la police des émeutes, qui riposte avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. D'autres manifestants sont attaqués par la police montée, certains traînés dans les cars de police...* »

Un autre témoignage d'un étudiant montre comment un tel mouvement surgit spontanément ; il décrit d'abord son trajet dans l'après-midi du 19 décembre, dans une ville quasi déserte où les magasins sont fermés par peur du pillage alors que certains ont déjà été pillés ; revenu chez lui, il entend le discours de de la Rúa à la télévision :

« *...Quelque chose que je ne peux expliquer me pousse à mettre mes chaussures et un short ; j'attrape une grande marmite et, torse nu, je marche jusqu'au coin de la rue et commence à frapper la vieille casserole avec une cuillère en bois... Nous nous rendons compte que nous ne sommes pas quelques fous isolés. En quelques minutes, au coin de la rue, nous sommes déjà des dizaines avec nos casseroles. Le mouvement de protestation se généralise, même si nous ne savons pas où aller. Jusqu'au moment où un groupe à l'allure de musiciens ambulants nous entraîne.*

Quelques minutes plus tard, on nous emmène à la place de Mai. Sans nous changer, nous y allons sans papiers, sans argent, avec seulement nos portables pour rester en contact. Nous ne savons toujours pas pourquoi nous y allons mais quelque chose nous dit que nous devons être "sur la Place"... Nous voyons la marée humaine qui s'y dirige ; nous nous rendons compte que quelque chose de nouveau se prépare... des milliers de personnes sont déjà en train de chanter "ces connards, ces connards, l'état de siège ils peuvent se le mettre au cul" ou "Le peuple ne sera jamais vaincu"... Personne ne mène la marche, personne ne dirige mais nous nous déplaçons tous... »

Décrivant les événements de ces jours et des jours suivants, le quotidien britannique *Financial Times* pouvait écrire : « *Une fois que la mèche a été allumée, il semblait n'y avoir aucun moyen pour stopper l'incendie. Ce qui avait commencé par quelques incidents isolés de pillage de supermarchés dans de lointaines provinces se répandit comme un feu de brousse dans tout le pays pendant le week-end.* » Les images de la répression diffusées par la télévision tout comme le retour des manifestants dans les quartiers amplifient la révolte.

Dans les provinces, la situation n'est pas plus calme. A Córdoba, seconde ville d'Argentine, siège de l'industrie automobile, la rupture de négociations avec la mairie pour les salaires des employés municipaux entraîne le 19 une occupation de la mairie pour la tenue d'une assemblée. Expulsés par la police, ils tentent de l'incendier et dressent des barricades dans les rues, rejoints par la population et par les ouvriers de plusieurs usines qui se mettent en grève. Ce jour et les jours suivants, manifestations et attaques diverses (pillages de supermarchés) reproduisent la même montée dans une unité de tous les exploités d'actions diverses similaires à ce qui se déroule dans la capitale. Mais là aussi la répression sévit avec les tirs à balles réelles.

Le jeudi 20, dès le matin, des milliers de manifestants se joignent à la manifestation habituelle hebdomadaire des Mères de la place de Mai et que le ministre des finances Cavallo, apôtre du monétarisme et du libre marché, démissionne. Un témoin décrira ainsi cette vague entièrement spontanée : « *Les gens allaient, venaient, les cortèges se recyclaient, les avenues se vidaient puis se remplissaient à nouveau d'hommes, de femmes, de familles avec leurs chiens... C'était quelque chose d'impressionnant parce que totalement spontané...* ». Les manifestants se rassemblent de nouveau devant le Parlement, devant la résidence du premier ministre, devant le ministère des finances. La maison de Cavallo est assiégée alors que celui-ci pense se mettre à l'abri avec sa famille à l'étranger. Les interdictions découlant de la proclamation de l'état de siège restent lettre morte et c'est sur le terrain que « l'ordre doit se faire respecter ». Des grèves surprises se déroulent dans les transports locaux. Des groupes tentent de pénétrer dans le palais présidentiel, le ministère de l'économie est incendié.

Les forces de répression entrent en action, tirant à balles réelles. Les combats de rue dureront plus de neuf heures. Dans les districts ouvriers de la banlieue de Buenos Aires, des bandes de jeunes attaquent les épiceries, les restaurants, les supermarchés, submergeant les flics qui essaient de les endiguer. Des équipes de tueurs en civils se glissent parmi les manifestants et un certains nombre de tués auront été abattus d'une balle dans la nuque.

Ce même jeudi, les syndicats organisent une journée de grève générale pour protester contre l'état de siège... pour une journée seulement, ordonnant la reprise pour le lendemain, reprise d'ailleurs seulement suivie très partiellement.

• De ces journées d'affrontement, on dénombrera plus de 35 tués (24 à Buenos Aires, 5 à Santa Fe, 1 à Córdoba, 1 à Tucumán, 1 à Corrientes, 1 à Río Negro), des centaines de blessés (185 à Buenos Aires) et des milliers d'arrestations (chiffre officiel 3 273, dont 2 400 à Buenos Aires). La démission du président du gouvernement de la Rúa dans la soirée du jeudi 20 décembre (il doit être évacué en hélicoptère pour regagner son domicile) montre que les autorités ne savent pas trop comment endiguer le mouvement, qui ne baisse pas les bras malgré cette brutale répression. Pourtant celle-ci, conjuguée aux manoeuvres politiques, paraît entraîner un répit pour les dirigeants du système. Ce n'est que partie remise.

• **Le 23 décembre**, pour tenter de dévier l'émeute, le nouveau président, Adolfo Rodríguez Saá, annonce des mesures démagogiques : le moratoire de la dette extérieure, 1 million d'emplois nouveaux, etc. Sans effet.

• **Le 24**, il promet aux Mères de la place de Mai l'annulation du décret qui empêche l'extradition des tortionnaires de la dictature militaire.

• **Mais le 25**, l'ex-président Carlos Menem est libéré de la prison où il était enfermé pour corruption, et annonce sa candidature pour 2003 mesures destinées à calmer une fraction du clan péroniste.

• **Dans la nuit du 28 au 29 décembre**, suite à la carence des politiques face aux revendications exprimées par les manifestants, et malgré la démission de tout le gouvernement, de nouvelles manifestations se rassemblent sur la place de Mai. Dans la matinée, les Mac Donald, des banques, des bâtiments officiels sont attaquées, voire incendiés. Des milliers de membres des classes moyennes convergent, dans un concert de casseroles, vers la place, se joignant aux Mères de la place de Mai dans un sit-in bientôt dispersé par les attaques de la police. La manifestation se veut pacifique mais suite à l'action de la police, des groupes de jeunes tentent de prendre d'assaut le palais gouvernemental. Dans un café, un policier à la retraite abat, de sang-froid, trois jeunes qui manifestent trop ouvertement leur soutien aux manifestants. 12 flics sont blessés, 33 arrestations.

• **Le 30 décembre**, le président par intérim Saá, à peine nommé, démissionne, pris à la fois par tout le mouvement de résistance et l'abandon de ses pairs dans les affrontements de clans au sein du mouvement péroniste. Il est remplacé dans la nuit du 1er au 2 janvier par un péroniste d'un autre clan, Eduardo Duhalde (avocat de 60 ans au passé très douteux de corrompu lorsqu'il était gouverneur de la province de Buenos Aires et même de profiteur du trafic de la drogue, qui a laissé les caisses de la plus grande province d'Argentine, celle de Buenos Aires, entièrement vides avec une dette plus importante que celle des quatorze autres réunies). Il est sensé incarner une sorte d'union politique nationale (alliance des péronistes, du Frepaso et des radicaux, avec le soutien de l'Eglise catholique) y compris d'une partie de ce qu'on appelle la gauche. Il déclare aux patrons rassemblés : « La prochaine étape de notre décadence serait un bain de sang. » Des militants péronistes manifestent devant l'assemblée pour soutenir ce candidat d'union nationale ». Duhalde annonce en même temps l'abandon de la parité peso-dollar et la suspension du paiement de la dette. Nouvelles manifestations que ne désamorce pas la valse des présidents. Un général peut déclarer : « C'est la première fois que la société argentine dépose un président sans la participation des forces armées ».

2002

• Tout au long de janvier, les manifestations se répètent mais on peut penser que le mélange de promesses politiques, de renforcement de la présence policière et militaire font que, tout en gardant une grande ampleur à la fois par leur nombre et leur extension géographique, elles restent néanmoins dans un certain cadre institutionnel.

• **11 janvier** le concert de casseroles habituel dans une manifestation pacifique se transforme de nouveau en émeutes dans le centre de Buenos Aires, avec des attaques de banques et des sièges de sociétés étrangères.

• **14 janvier** : nouvelles manifestations, notamment devant le palais présidentiel, alors que dans les provinces de Santa Fe et de Jujuy, des milliers de manifestants attaquent les banques. Dans le marché central de Buenos Aires, 500 *piqueteros* qui exigent des vivres sont chassés par les sbires des patrons et les travailleurs du marché ; des banques sont attaquées.

• **25 janvier** : une nouvelle manifestation monstre dans le centre de Buenos Aires, mobilisée par les comités de quartiers, se heurte à une mobilisation policière sans précédent. En province, des manifestations semblables se déroulent au même moment ; à Junin, 600 manifestants brûlent la maison d'un député péroniste.

• **28 janvier** : plus de 15 000 *piqueteros* soutenus par les assemblées populaires convergent sur la place de Mai, presque accueillis comme des libérateurs auxquels on offre nourriture, boissons, etc. Pour tenter de désamorcer ce mouvement des chômeurs, Duhalde reçoit une délégation des *piqueteros,* auxquels il annonce lui aussi un programme de création d'emplois payés 200 pesos par mois (116 euros).

• **Début février**, la lassitude devant l'atermoiement des politiques semble entraîner une nouvelle radicalité. Le 1er février, la Cour de Justice déclare « inconstitutionnel » le « *corralito »* (restriction des retraits et mouvements bancaires décidée au début de la crise et jamais rapportée) ; mais cette mesure prise par un tribunal composé d'une majorité de juges favorables à la tendance péroniste fidèle à Carlos Menem est plus

une manoeuvre politique destinée à embarrasser le président Duhalde, qui se trouve contraint d'annuler le plan économique qu'il vient juste d'annoncer. La Banque centrale décide la fermeture de tous les établissements bancaires et marchés des changes pour éviter les évasions de capitaux. En réalité, les capitaux et fortunes privées se sont déjà évadés depuis des mois (le montant total des dépôts à l'étranger est égal aux trois quarts des 150 milliards de la dette extérieure) et ces mesures touchent plus particulièrement, tout comme les mesures antérieures, les petits déposants des classes moyennes. Les manifestations se poursuivent et visent plus particulièrement les banques, y compris la Banque centrale. Des dizaines de milliers de personnes se rassemblent sur la place de Mai, convoquées par les assemblées de quartier, et des manifestations semblables se déroulent dans plus de 100 villes du pays.

• **Samedi 2 et dimanche 3 février** les raisons du blocage deviennent claires avec l'abandon de la parité peso-dollar, le flottement du peso et une conversion complexe des comptes bancaires qui lèsent tous ceux qui n'ont pu faire des transferts à l'étranger ou conserver des dollars en espèces. Le projet de budget annoncé n'accorde que la moitié de ce que revendiquaient les chômeurs ; il n'est prévu aucune augmentation des salaires alors que l'inflation qui résultera des mesures monétaires est évaluée à 15 %. Des estimations laissent penser que le nombre des pauvres va passer de 15 à 17 millions. En même temps, le gouvernement annonce qu'il « faut reconstruire l'appareil productif » (sous-entendu par des « sacrifices » imposés aux travailleurs ou retraités) et ajoute que le pays étant « au bord de l'anarchie », il importe de « maintenir la paix sociale ». Duhalde ajoute qu'il « n'est pas un président faible ». On sait ce que parler veut dire.

• **5 février** : la réponse vient. Les *piqueteros* se rassemblent sur la place de Mai et les routes sont coupées par des barrages un peu partout. Leur slogan est « Du pain et du travail ». Les classes moyennes, autrefois hostiles, ne le sont plus du tout, d'autant moins qu'une partie de leurs membres sont descendus dans l'échelle sociale, souvent dans la condition de chômeur. Comme ils viennent des quartiers périphériques, les manifestants sont accueillis avec des boissons et de la nourriture.

• **6 février** les émeutes se déplacent aux portes des banques.

• **7 février** : les concerts de casseroles reprennent de plus belle. Des milliers de manifestants se rassemblent devant le Palais de justice de Buenos Aires, demandant la démission des juges corrompus, et promettent de revenir chaque jeudi tant qu'une procédure de destitution ne sera pas ouverte (les juges sont soupçonnés notamment d'avoir couvert le trafic d'armes dont est accusé Carlos Menem). Buenos Aires prend l'aspect d'une ville assiégée, témoignant des escarmouches constantes avec les forces de répression : les cabines téléphoniques et les abribus sont presque tous détruits. Les banques et les bureaux de sociétés sont blindés de tôles.

• C'est une situation qui se reproduit quasi quotidiennement avec les mêmes objectifs bâtiments judiciaires, ministériels, bancaires, etc. Les hommes politiques les plus connus pour leur corruption sont particulièrement visés : leurs méfaits sont diffusés sur internet et même sur une chaîne de télévision, avec leurs adresses et coordonnées personnelles, leurs photos sont placardées dans la ville avec les mêmes renseignements ; ils ne peuvent pratiquement plus sortir car, reconnus, ils sont immédiatement interpellés, bousculés, parfois molestés. Les *piqueteros* non seulement continuent leurs barrages mais tentent toujours par la persuasion ou la violence de se faire délivrer de la nourriture ; les pillages deviennent plus difficiles car entrepôts et supermarchés sont fermés et blindés et/ou gardés par des milices ou des flics. Dans toute cette période, depuis janvier, les comités de quartiers qui se fédèrent en assemblées de quartier et en collectifs plus larges sont avec les *piqueteros* au centre des actions les plus importantes, agissant comme des groupes de pression sur le pouvoir en place. Au point qu'un des dirigeants politiques croit devoir rappeler que, aux termes de la constitution, « le peuple ne délibère pas et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants... Il faut arrêter la fantaisie des gens dans la rue qui disposent de ce qui doit ou ne doit pas se faire... Il... faut adresser des pétitions aux autorités... de façon ordonnée et sensée au lieu de les livrer en pâture aux agitateurs habituels... ».

• **Février**. Pour soutenir le président Duhalde et un projet de budget satisfaisant à la fois les impératifs du FMI, le financement des provinces (les gouverneurs ont obtenu que 30 % des nouvelles recettes fiscales leur soient attribuées contre un engagement de réduire de 60 % leur déficit) et prévoyant de nouvelles taxes sur les exportations couplées avec une réduction de 14 % des dépenses de l'Etat, une sorte de contre-manifestation péroniste rassemble des milliers de militants brandissant des drapeaux argentins devant le Parlement.

Une émission de la chaîne de télévision America, « Derrière les informations », montre comment les cadres du parti péroniste recrutent des manifestants pour 25 pesos ou une promesse d'emploi.

[Chronologie tirée de la brochure d'*Echanges et mouvement*, pp. 12-21]

CONTACTS

Groupe Libertad
•saludyanarquia@latinmail.com
•http://www.geocities.com/grupo_libertad
•Athénée "Angela Fortunato"
Laprida 200
1870 Avellaneda
Buenos Aires
•Elateneo_af @ yahoo.com

FORA-AIT
Organization obrera est le journal de cette organisation anarco-syndicaliste composée de 4 sociétés de résistance (syndicats interprofessionnels) : Buenos Aires, San Martin, Cholila et Esquel.

•FORA
Calle Coronel Salvadores n°1200
CP 1167
Buenos Aires
•fora5congresso@hotmail.com

Sociedad de Resistancia
Groupe communiste libertaire, dont une partie est issue de la FORA.

•Sociedad de Resistancia
Casillo de correo 25
Hurlingham (1686)
Prov. de Buenos Aires
•sociedadresistencia@hotmail.com

La Protesta
Journal anarchiste fondé en 1897 et dont le contenu a changé en fonction de ses rédacteurs et directeurs. L'un d'eux, Emilio Lopez Arango, a par exemple été assassiné en 1929 par Severino Di Giovanni, anarchiste expropriateur qu'il avait diffamé dans ce journal en le traitant d'"*agent fasciste, provocateur, instrument de la police*". Certains de ses différents rédacteurs furent ensuite victimes des différentes vagues de répression militaires et péroniste.
•Amanecer Fiorito
casilla de correo 20
1439 Buenos Aires
•la_protesta@hotmail.com

Cruz Negra Anarquista
•cruznegra_bsas@yahoo.com.ar
•http://cruznegrabsas.8m.net

Pour infos :

• *L'Argentine de la paupérisation à la révolte*, Echanges et mouvement, 74 p., juin 2002
(BP 241 — 75866 Paris cedex 18)
• *Argentine : développement du capitalisme et lutte des classes. Péronisme et classisme. Dépasser l'argentinazo*, par Mouvement Communiste, document de travail n°5, 2d éd., 150 p., juin 2003
• *Quelques informations fraîches sur les luttes en Argentine*, par SIA (syndicat intercorporatif anarchosyndicaliste de Caen), a-infos du 26 mai 2003
(SIA — BP 257 — 14013 Caen)
• *Aperçu du mouvement anarchiste argentin*, par SIA, ainfos du 18 juin 2003

Sur l'histoire du mouvement anarchiste argentin :

•Osvaldo Bayer, *La Patagonie rebelle*, ed. ACL (Lyon)/Acratie (La Bussière), 300 p., 1996
•Osvaldo Bayer, *Les anarchistes expropriateurs*, ed. ACL (Lyon), 96 p., 1995
•Severino Di Giovanni, *Il pensiero e l'azione*, ed. Gratis (Florence, Italie), 134p., 1993
•Osvaldo Bayer, *Severino Di Giovanni : el idealista de la violencia*, ed. Planeta (Buenos Aires, Argentine), 455 p., rééd. 1999

[O. Bayer étant un démocrate, ses ouvrages sont à lire pour information]

La démocratie s’est renforcée et la caste politique s'est recyclée. Les manifestations et assemblées qui, il y a deux ans, avaient canalisé l'expression de l'effervescence sociale, mettent à présent en avant des revendications clairement réactionnaires. Cela va de l'emprisonnement des “génocidaires” jusqu'à la syndicalisation de la police. La *crise de la représentativité* est arrivée à son terme : Beliz, ministre de la sécurité, et Ibarra, chef de gouvernement de la province de Buenos Aires, ont fourni à la police fédérale plus de 50 patrouilles supplémentaires tandis que Sola, gouverneur de Buenos Aires, y ajoutait plus de 2000 gendarmes dotés du pouvoir d'expédier quiconque directement en prison.

Plutôt que de réclamer des dirigeants, des exploiteurs et des matons souriant, nous voulons démontrer par les actes la possibilité d'une attitude qui ait la radicalité et soit à la mesure de la liberté humaine à laquelle nous aspirons.

Adrian

extrait de **Assemblées et bourreaux**
Libertad n°26, juillet-août 2003